



---

# *Treaty Series*

---

*Treaties and international agreements  
registered  
or filed and recorded  
with the Secretariat of the United Nations*

---

VOLUME 583

---

# *Recueil des Traités*

---

*Traités et accords internationaux  
enregistrés  
ou classés et inscrits au répertoire  
au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies*

United Nations • Nations Unies  
New York, 1968

*Treaties and international agreements registered  
or filed and recorded with the Secretariat  
of the United Nations*

---

VOLUME 583

1966

I. Nos. 8470-8473

---

TABLE OF CONTENTS

---

I

*Treaties and international agreements  
registered on 15 December 1966*

	<i>Page</i>
<b>No. 8470. Austria, Belgium, Federal Republic of Germany, France, Spain, etc.:</b>	
Agreement of Madrid for the international registration of trademarks of 14 April 1891, revised at Brussels on 14 December 1900, at Washington on 2 June 1911, at The Hague on 6 November 1925, at London on 2 June 1934, and at Nice on 15 June 1957. . . . .	3
<b>No. 8471. Japan and Republic of Korea:</b>	
Treaty on Basic Relations. Signed at Tokyo, on 22 June 1965. . . . .	33
<b>No. 8472. Japan and Republic of Korea:</b>	
Agreement on fisheries (with annex, exchanges of notes, exchange of letters, agreed minutes and record of discussions). Signed at Tokyo, on 22 June 1965 . . . . .	51
<b>No. 8473. Japan and Republic of Korea:</b>	
Agreement on the settlement of problems concerning property and claims and on economic co-operation (with Protocols, exchanges of notes and agreed minutes). Signed at Tokyo, on 22 June 1965. . . . .	173
<b>ANNEX A. <i>Ratifications, accessions, prorogations, etc., concerning treaties and international agreements registered with the Secretariat of the United Nations</i></b>	
<b>No. 6791. International Coffee Agreement, 1962. Done at New York, on 28 September 1962:</b>	
Accession by Kenya. . . . .	304

---

***Traités et accords internationaux enregistrés  
ou classés et inscrits au répertoire au Secrétariat  
de l'Organisation des Nations Unies***

---

VOLUME 583

1966

I. Nos 8470-8473

---

**TABLE DES MATIÈRES**

---

**I**

*Traités et accords internationaux  
enregistrés le 15 décembre 1966*

	<i>Pages</i>
<b>N° 8470. Autriche, Belgique, République fédérale d'Allemagne, France, Espagne, etc.:</b>	
Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce du 14 avril 1891, révisé à Bruxelles, le 14 décembre 1900, à Washington, le 2 juin 1911, à La Haye, le 6 novembre 1925, à Londres, le 2 juin 1934, et à Nice, le 15 juin 1957. . . . .	3
<b>N° 8471. Japon et République de Corée:</b>	
Traité général de relations. Signé à Tokyo, le 22 juin 1965. . . . .	33
<b>N° 8472. Japon et République de Corée:</b>	
Accord concernant la pêche (avec annexe, échanges de notes, échange de lettres, procès-verbaux approuvés et compte rendu des discussions). Signé à Tokyo, le 22 juin 1965. . . . .	51
<b>N° 8473. Japon et République de Corée:</b>	
Accord relatif au règlement de problèmes concernant les biens et les réclamations et à la coopération économique (avec Protocoles, échanges de notes et procès-verbaux agréés). Signé à Tokyo, le 22 juin 1965. . . . .	173
 <b>ANNEXE A. Ratifications, adhésions, prorogations, etc., concernant des traités et accords internationaux enregistrés au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies</b>	
<b>N° 6791. Accord international de 1962 sur le café. Signé à New York, le 28 septembre 1962:</b>	
Adhésion du Kenya. . . . .	305

---

## NOTE BY THE SECRETARIAT

Under Article 102 of the Charter of the United Nations every treaty and every international agreement entered into by any Member of the United Nations after the coming into force of the Charter shall, as soon as possible, be registered with the Secretariat and published by it. Furthermore, no party to a treaty or international agreement subject to registration, which has not been registered, may invoke that treaty or agreement before any organ of the United Nations. The General Assembly by resolution 97 (I) established regulations to give effect to Article 102 of the Charter (see text of the regulations, Vol. 76, p. XVIII).

The terms "treaty" and "international agreement" have not been defined either in the Charter or in the regulations, and the Secretariat follows the principle that it acts in accordance with the position of the Member State submitting an instrument for registration that so far as that party is concerned the instrument is a treaty or an international agreement within the meaning of Article 102. Registration of an instrument submitted by a Member State, therefore, does not imply a judgement by the Secretariat on the nature of the instrument, the status of a party, or any similar question. It is the understanding of the Secretariat that its action does not confer on the instrument the status of a treaty or an international agreement if it does not already have that status and does not confer on a party a status which it would not otherwise have.

\* \* \*

Unless otherwise indicated, the translations of the original texts of treaties, etc., published in this *Series* have been made by the Secretariat of the United Nations.

---

## NOTE DU SÉCRÉTARIAT

Aux termes de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, tout traité ou accord international conclu par un Membre des Nations Unies après l'entrée en vigueur de la Charte sera, le plus tôt possible, enregistré au Secrétariat et publié par lui. De plus, aucune partie à un traité ou accord international qui aurait dû être enregistré mais ne l'a pas été ne pourra invoquer ledit traité ou accord devant un organe des Nations Unies. Par sa résolution 97 (I), l'Assemblée générale a adopté un règlement destiné à mettre en application l'Article 102 de la Charte (voir texte du règlement, vol. 76, p. XIX).

Le terme « traité » et l'expression « accord international » n'ont été définis ni dans la Charte ni dans le règlement et le Secrétariat a pris comme principe de s'en tenir à la position adoptée à cet égard par l'État Membre qui a présenté l'instrument à l'enregistrement, à savoir que pour autant qu'il s'agit de cet État comme partie contractante l'instrument constitue un traité ou un accord international au sens de l'Article 102. Il s'ensuit que l'enregistrement d'un instrument présenté par un État Membre n'implique, de la part du Secrétariat, aucun jugement sur la nature de l'instrument, le statut d'une partie ou toute autre question similaire. Le Secrétariat considère donc que les actes qu'il pourrait être amené à accomplir ne confèrent pas à un instrument la qualité de « traité » ou d'« accord international » si cet instrument n'a pas déjà cette qualité, et qu'ils ne confèrent pas à une partie un statut que, par ailleurs, elle ne posséderait pas.

\* \* \*

Sauf indication contraire, les traductions des textes originaux des traités, etc., publiés dans ce *Recueil* ont été établies par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

**I**

***Treaties and international agreements***

*registered*

*on 15 December 1966*

*Nos. 8470 to 8473*

---

***Traités et accords internationaux***

*enregistrés*

*le 15 décembre 1966*

*N<sup>os</sup> 8470 à 8473*



No. 8470

---

**AUSTRIA, BELGIUM, FEDERAL REPUBLIC  
OF GERMANY, FRANCE, SPAIN, etc.**

**Agreement of Madrid for the international registration of  
trademarks of 14 April 1891, revised at Brussels on  
14 December 1900, at Washington on 2 June 1911, at  
The Hague on 6 November 1925, at London on 2 June  
1934, and at Nice on 15 June 1957**

*Official text: French.*

*Registered by France on 15 December 1966.*

---

**AUTRICHE, BELGIQUE, RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE  
D'ALLEMAGNE, FRANCE, ESPAGNE, etc.**

**Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement inter-  
national des marques de fabrique ou de commerce du  
14 avril 1891, révisé à Bruxelles, le 14 décembre 1900,  
à Washington, le 2 juin 1911, à La Haye, le 6 novem-  
bre 1925, à Londres, le 2 juin 1934, et à Nice, le  
15 juin 1957**

*Texte officiel français.*

*Enregistré par la France le 15 décembre 1966.*

N° 8470. ARRANGEMENT DE MADRID<sup>1</sup> CONCERNANT L'ENREGISTREMENT INTERNATIONAL DES MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE DU 14 AVRIL 1891, REVISÉ À BRUXELLES, LE 14 DÉCEMBRE 1900, À WASHINGTON, LE 2 JUIN 1911, À LA HAYE, LE 6 NOVEMBRE 1925, À LONDRES, LE 2 JUIN 1934, ET À NICE, LE 15 JUIN 1957

*Article premier*

(1) Les pays auxquels s'applique le présent Arrangement sont constitués à l'état d'Union particulière pour l'enregistrement international des marques.

(2) Les ressortissants de chacun des pays contractants pourront s'assurer, dans tous les autres pays parties au présent Arrangement, la protection de leurs marques applicables aux produits ou services enregistrées dans le pays d'origine, moyennant le dépôt desdites marques au Bureau international pour la protection de la propriété industrielle, fait par l'entremise de l'Administration dudit pays d'origine.

(3) Sera considéré comme pays d'origine le pays de l'Union particulière où le déposant a un établissement industriel ou commercial effectif et sérieux ; s'il n'a pas un tel établissement dans un pays de l'Union particulière, le pays de l'Union particulière où il a son domicile ; s'il n'a pas de domicile dans l'Union particulière, le pays de sa nationalité s'il est ressortissant d'un pays de l'Union particulière.

<sup>1</sup> Entré en vigueur le 15 décembre 1966, date fixée par tous les États signataires ou ayant donné leur adhésion, à l'égard des États suivants au nom desquels les instruments de ratification ou d'adhésion *a*) ont été déposés\* aux dates indiquées ci-dessous :

État	Date de dépôt	État	Date de dépôt
Espagne**	13 novembre 1958	Suisse	2 octobre 1962
Roumanie	9 février 1959 <i>a</i> )	Luxembourg**	20 janvier 1964
Portugal**	2 avril 1959	République démocratique allemande	23 septembre 1964 <i>a</i> )
France	9 novembre 1959	République fédérale d'Allemagne	8 octobre 1964
Italie	25 juillet 1960	République arabe unie	4 août 1965 <i>a</i> )
Tchécoslovaquie**	21 octobre 1960	Yougoslavie	23 septembre 1966
Monaco**	8 mars 1961		
Belgique**	8 mars 1962		
Pays-Bas**	11 mai 1962		

\* Conformément aux articles 11 et 12, les instruments de ratification ont été déposés auprès du Gouvernement français et les instruments d'adhésion auprès du Gouvernement suisse.

\*\* L'Espagne, le Portugal, la Tchécoslovaquie, Monaco, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg ont déclaré vouloir user de la réserve prévue à l'article 3 *bis* de l'Arrangement.



[TRANSLATION<sup>1</sup> — TRADUCTION<sup>2</sup>]

No. 8470. AGREEMENT OF MADRID<sup>3</sup> FOR THE INTERNATIONAL REGISTRATION OF TRADEMARKS OF 14 APRIL 1891, REVISED AT BRUSSELS ON 14 DECEMBER 1900, AT WASHINGTON ON 2 JUNE 1911, AT THE HAGUE ON 6 NOVEMBER 1925, AT LONDON ON 2 JUNE 1934, AND AT NICE ON 15 JUNE 1957

---

*Article 1*

(1) The countries to which this Agreement applies form a separate Union for the international registration of trademarks.

(2) Nationals of any of the contracting countries may, in all the other countries parties to this Agreement, secure protection for their marks applicable to goods or services, registered in the country of origin, by deposit of the said marks at the International Bureau for the Protection of Industrial Property through the intermediary of the Administration of the said country of origin.

(3) Shall be considered as the country of origin the country of the separate Union where the applicant has a real and effective industrial or commercial establishment ; if he has no such establishment in a country of the separate Union, the country of the separate Union where he is domiciled ; if he has no domicile in the separate Union, the country of his nationality, if he is a national of one of the countries of the separate Union.

<sup>1</sup> Translation by the United International Bureaux for the Protection of Intellectual Property.

<sup>2</sup> Traduction des Bureaux internationaux réunis pour la protection de la propriété intellectuelle.

<sup>3</sup> Came into force on 15 December 1966, the date fixed by all the signatory or acceding States, with respect to the following States on whose behalf the instruments of ratification or accession (a) were deposited\* on the dates indicated below :

<i>State</i>	<i>Date of deposit</i>	<i>State</i>	<i>Date of deposit</i>
Spain** . . . . .	13 November 1958	Switzerland . . . . .	2 October 1962
Romania . . . . .	9 February 1959 (a)	Luxembourg** . . . . .	20 January 1964
Portugal** . . . . .	2 April 1959	German Democratic Republic . . . . .	23 September 1964 (a)
France . . . . .	9 November 1959	Federal Republic of Germany . . . . .	8 October 1964
Italy . . . . .	25 July 1960	United Arab Republic . . . . .	4 August 1965 (a)
Czechoslovakia** . . . . .	21 October 1960	Yugoslavia . . . . .	23 September 1966
Monaco** . . . . .	8 March 1961		
Belgium** . . . . .	8 March 1962		
Netherlands** . . . . .	11 May 1962		

\* In accordance with articles 11 and 12, the instruments of ratification were deposited with the French Government and the instruments of accession with the Swiss Government.

\*\* Spain, Portugal, Czechoslovakia, Monaco, Belgium, the Netherlands and Luxembourg have declared that they wish to avail themselves of the reservation provided for in article 3 *bis* of the Arrangement.

*Article 2*

Sont assimilés aux ressortissants des pays contractants les ressortissants des pays n'ayant pas adhéré au présent Arrangement qui, sur le territoire de l'Union particulière constituée par ce dernier, satisfont aux conditions établies par l'article 3 de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle<sup>1</sup>.

*Article 3*

(1) Toute demande d'enregistrement international devra être présentée sur le formulaire prescrit par le Règlement d'exécution ; l'Administration du pays d'origine de la marque certifiera que les indications qui figurent sur cette demande correspondent à celles du registre national et mentionnera les dates et les numéros du dépôt et de l'enregistrement de la marque au pays d'origine ainsi que la date de la demande d'enregistrement international.

(2) Le déposant devra indiquer les produits ou les services pour lesquels la protection de la marque est revendiquée, ainsi que, si possible, la ou les classes correspondantes, d'après la classification établie par l'Arrangement de Nice, concernant la classification internationale des produits et services auxquels s'appliquent les marques de fabrique ou de commerce. Si le déposant ne donne pas cette indication, le Bureau international classera les produits ou les services dans les classes correspondantes de ladite classification. Le classement indiqué par le déposant sera soumis au contrôle du Bureau international qui l'exercera en liaison avec l'Administration nationale. En cas de désaccord entre l'Administration nationale et le Bureau international, l'avis de ce dernier sera déterminant.

(3) Si le déposant revendique la couleur à titre d'élément distinctif de sa marque, il sera tenu :

- 1° de le déclarer et d'accompagner son dépôt d'une mention indiquant la couleur ou la combinaison de couleurs revendiquée ;
- 2° de joindre à sa demande des exemplaires en couleur de ladite marque, qui seront annexés aux notifications faites par le Bureau international. Le nombre de ces exemplaires sera fixé par le Règlement d'exécution.

(4) Le Bureau international enregistrera immédiatement les marques déposées conformément à l'article premier. L'enregistrement portera la date de la demande d'enregistrement international au pays d'origine pourvu que la demande ait été reçue par le Bureau international dans le délai de deux mois à compter de cette date. Si la demande n'a pas été reçue dans ce délai, le Bureau international l'inscrira à la date à laquelle il l'a reçue. Le Bureau international notifiera cet enregistrement sans retard aux Administrations intéressées. Les marques enregistrées seront publiées dans une

<sup>1</sup> Société des Nations, *Recueil des Traités*, vol. CXCII, p. 17 ; vol. CCIV, p. 469 ; vol. CCV, p. 218 ; et Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1, p. 269 ; vol. 32, p. 406 ; vol. 267, p. 393, et vol. 343, p. 369.

*Article 2*

Nationals of countries which have not acceded to this Agreement, who, within the territory of the separate Union constituted by this Agreement, satisfy the conditions of Article 3 of the Paris Convention for the Protection of Industrial Property,<sup>1</sup> shall be treated in the same manner as nationals of contracting countries.

*Article 3*

(1) Every application for international registration must be presented on the form prescribed by the Regulations ; the Administration of the country of origin of the mark shall certify that the particulars appearing in the application are in accordance with the particulars in the national Register, and shall indicate the dates and numbers of the application and registration of the mark in the country of origin and also the date of the application for international registration.

(2) The applicant shall indicate the goods or services in respect of which protection of the mark is claimed and also, if possible, the corresponding class or classes, according to the classification established by the Nice Agreement concerning the International Classification of Goods and Services to which Trademarks are Applied. If the applicant does not give this indication, the International Bureau shall classify the goods or services in the appropriate classes of the said classification. The indication of the classes given by the applicant shall be subject to control by the International Bureau which will exercise it in association with the national Administration. In the event of disagreement between the national Administration and the International Bureau, the opinion of the latter shall prevail.

(3) If the applicant claims color as a distinctive feature of his mark, he shall be obliged :

1. to mention this fact, and to accompany his application with a statement indicating the color or the combination of colors claimed ;
2. to append to his application copies in color of the said mark, which shall be attached to the notifications made by the International Bureau. The number of such copies shall be fixed by the Regulations.

(4) The International Bureau shall register immediately the marks filed in accordance with Article 1. The registration shall bear the date of the application for international registration in the country of origin provided that the application has been received by the International Bureau within a period of two months from that date. If the application has not been received within that period, the International Bureau shall register it with the date on which it was received. The International Bureau shall notify the registration without delay to the Administration

---

<sup>1</sup> League of Nations, *Treaty Series*, Vol. CXCII, p. 17 ; Vol. CCIV, p. 469 ; Vol. CCV, p. 218 ; and United Nations, *Treaty Series*, Vol. 1, p. 269 ; Vol. 32, p. 406 ; Vol. 267, p. 393, and Vol. 343, p. 369.

feuille périodique éditée par le Bureau international, au moyen des indications contenues dans la demande d'enregistrement. En ce qui concerne les marques comportant un élément figuratif ou un graphisme spécial, le Règlement d'exécution déterminera si un cliché doit être fourni par le déposant.

(5) En vue de la publicité à donner dans les pays contractants aux marques enregistrées, chaque Administration recevra du Bureau international un nombre d'exemplaires gratuits et un nombre d'exemplaires à prix réduit de la susdite publication proportionnels au nombre d'unités, selon les dispositions de l'article 13 (8) de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, dans les conditions fixées par le Règlement d'exécution. Cette publicité sera considérée dans tous les pays contractants comme pleinement suffisante et aucune autre ne pourra être exigée du déposant.

#### *Article 3 bis*

(1) Chaque pays contractant peut, en tout temps, notifier par écrit au Gouvernement de la Confédération suisse que la protection résultant de l'enregistrement international ne s'étendra à ce pays que si le titulaire de la marque le demande expressément.

(2) Cette notification ne prendra effet que six mois après la date de la communication qui en sera faite par le Gouvernement de la Confédération suisse aux autres pays contractants. Toutefois, ce délai n'est pas applicable aux pays qui feront usage, lors de leur ratification ou adhésion, de la faculté donnée par l'alinéa (1).

#### *Article 3 ter*

(1) La demande d'extension à un pays ayant fait usage de la faculté ouverte par l'article 3 *bis* de la protection résultant de l'enregistrement international devra faire l'objet d'une mention spéciale dans la demande visée à l'article 3, alinéa (1).

(2) La demande d'extension territoriale formulée postérieurement à l'enregistrement international devra être présentée par l'entremise de l'Administration du pays d'origine sur un formulaire prescrit par le Règlement d'exécution. Elle sera immédiatement enregistrée par le Bureau international qui la notifiera sans retard à la ou aux Administrations intéressées. Elle sera publiée dans la feuille périodique éditée par le Bureau international. Cette extension territoriale produira ses effets à partir de la date à laquelle elle aura été inscrite sur le registre international ; elle cessera d'être valable à l'échéance de l'enregistrement international de la marque à laquelle elle se rapporte.

concerned. The marks registered shall be published in a periodical journal issued by the International Bureau, utilizing the particulars contained in the application for registration. With regard to marks comprising a figurative element or a special form of writing, the Regulations shall determine whether a printing block must be supplied by the applicant.

(5) In view of the publicity to be given in the contracting countries to registered marks, each Administration shall receive from the International Bureau a number of copies of the said publication free and a number of copies at a reduced price, in proportion to the number of units, according to the provisions of Article 13, paragraph (8), of the Paris Convention for the Protection of Industrial Property, under the conditions set out in the Regulations. This publicity shall be considered in all contracting countries as fully sufficient, and no other publicity may be required of the depositor.

#### *Article 3 bis*

(1) Any contracting country may, at any time, notify the Government of the Swiss Confederation in writing that the protection resulting from the international registration shall not extend to that country unless the proprietor of the mark expressly requests it.

(2) This notification shall not take effect until six months after the date of its communication by the Government of the Swiss Confederation to the other contracting countries. Nevertheless, this period shall not apply in the case of countries which avail themselves, at the time of their ratification or accession, of the right given by paragraph (1).

#### *Article 3 ter*

(1) Any request for the extension of the protection resulting from an international registration to a country which has availed itself of the provided for in Article 3 *bis* must be specially mentioned in the application referred to in Article 3, paragraph (1).

(2) Any request for territorial extension made subsequently to the international registration must be presented through the intermediary of the Administration of the country of origin on a form prescribed by the Regulations. It shall be immediately registered by the International Bureau which shall notify it without delay to the Administration or Administrations concerned. It shall be published in the periodical journal issued by the International Bureau. This territorial extension shall be effective from the date on which it is entered in the International Register; it shall cease to be valid on the expiration of the international registration of the mark to which it relates.

*Article 4*

(1) À partir de l'enregistrement ainsi fait au Bureau international selon les dispositions des articles 3 et 3 *ter*, la protection de la marque dans chacun des pays contractants intéressés sera la même que si cette marque y avait été directement déposée. Le classement des produits ou des services prévu à l'article 3 ne lie pas les pays contractants quant à l'appréciation de l'étendue de la protection de la marque.

(2) Toute marque qui a été l'objet d'un enregistrement international jouira du droit de priorité établi par l'article 4 de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle sans qu'il soit nécessaire d'accomplir les formalités prévues dans la lettre D de cet article.

*Article 4 bis*

(1) Lorsqu'une marque, déjà déposée dans un ou plusieurs des pays contractants, a été postérieurement enregistrée par le Bureau international au nom du même titulaire ou de son ayant cause, l'enregistrement international sera considéré comme substitué aux enregistrements nationaux antérieurs, sans préjudice des droits acquis par le fait de ces derniers.

(2) L'Administration nationale est, sur demande, tenue de prendre acte, dans ses registres, de l'enregistrement international.

*Article 5*

(1) Dans les pays où leur législation les y autorise, les Administrations auxquelles le Bureau international notifiera l'enregistrement d'une marque, ou la demande d'extension de protection formulée conformément à l'article 3 *ter*, auront la faculté de déclarer que la protection ne peut être accordée à cette marque sur leur territoire. Un tel refus ne pourra être opposé que dans les conditions qui s'appliqueraient, en vertu de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, à une marque déposée à l'enregistrement national. Toutefois, la protection ne pourra être refusée, même partiellement, pour le seul motif que la législation nationale n'autoriserait l'enregistrement que dans un nombre limité de classes ou pour un nombre limité de produits ou de services.

(2) Les Administrations qui voudront exercer cette faculté devront notifier leur refus avec indication de tous les motifs, au Bureau international, dans le délai prévu par leur loi nationale et, au plus tard, avant la fin d'une année comptée à partir de l'enregistrement international de la marque ou de la demande d'extension de protection formulée conformément à l'article 3 *ter*.

(3) Le Bureau international transmettra sans retard à l'Administration du pays d'origine et au titulaire de la marque ou à son mandataire, si celui-ci a été indiqué au Bureau par ladite Administration, un des exemplaires de la déclaration de refus ainsi

*Article 4*

(1) From the date of the registration thus effected at the International Bureau in accordance with the provisions of Articles 3 and 3 *ter*, the protection of the mark in each of the contracting countries concerned shall be the same as if the mark had been directly deposited there. The indication of the classes of the goods or services provided for in Article 3 shall not bind the contracting countries with regard to the determination of the scope of the protection of the mark.

(2) Every mark which has been the subject of an international registration shall enjoy the right of priority provided by Article 4 of the Paris Convention for the Protection of Industrial Property, without requiring compliance with the formalities provided for in section D of that Article.

*Article 4 bis*

(1) When a mark already deposited in one or more contracting countries is subsequently registered by the International Bureau in the name of the same proprietor or his successor in title, the international registration shall be considered as replacing the earlier national registrations, without prejudice to any rights acquired by such earlier registrations.

(2) The national Administration shall, upon request, be obliged to take note in its Registers of the international registration.

*Article 5*

(1) In countries where the legislation so authorizes, the Administrations notified by the International Bureau of the registration of a mark or a request for extension of protection made in accordance with Article 3 *ter* shall have the right to declare that protection cannot be granted to such mark in their territory. Any such refusal can only be based on grounds which would apply, by virtue of the Paris Convention for the Protection of Industrial Property, in the case of marks deposited for national registration. Nevertheless, protection may not be refused, even partially, for the sole reason that national legislation would not permit registration except in a limited number of classes or for a limited number of goods or services.

(2) The Administration exercising this right must notify its refusal to the International Bureau, with an indication of all grounds, within the period prescribed by its domestic law and, at the latest, before the expiration of one year calculated from the international registration of the mark or from the request for extension of protection made in accordance with Article 3 *ter*.

(3) The International Bureau shall, without delay, transmit to the Administration of the country of origin and to the proprietor of the mark, or to his agent, if an agent has been indicated to the Bureau by the said Administration, one of the copies

notifiée. L'intéressé aura les mêmes moyens de recours que si la marque avait été par lui directement déposée dans le pays où la protection est refusée.

(4) Les motifs de refus d'une marque devront être communiqués par le Bureau international aux intéressés qui lui en feront la demande.

(5) Les Administrations qui, dans le délai maximum susindiqué d'un an, n'auront communiqué au sujet d'un enregistrement de marque ou d'une demande d'extension de protection aucune décision de refus provisoire ou définitif au Bureau international, perdront le bénéfice de la faculté prévue à l'alinéa (1) du présent article concernant la marque en cause.

(6) L'invalidation d'une marque internationale ne pourra être prononcée par les autorités compétentes sans que le titulaire de la marque ait été mis en demeure de faire valoir ses droits en temps utile. Elle sera notifiée au Bureau international.

#### *Article 5 bis*

Les pièces justificatives de la légitimité d'usage de certains éléments contenus dans les marques, tels que armoiries, écussons, portraits, distinctions honorifiques, titres, noms commerciaux ou noms de personnes autres que celui du déposant, ou autres inscriptions analogues, qui pourraient être réclamées par les Administrations des pays contractants, seront dispensées de toute légalisation, ainsi que toute certification autre que celle de l'Administration du pays d'origine.

#### *Article 5 ter*

(1) Le Bureau international délivrera à toute personne qui en fera la demande, moyennant une taxe fixée par le Règlement d'exécution, une copie des mentions inscrites dans le Registre relativement à une marque déterminée.

(2) Le Bureau international pourra aussi, contre rémunération, se charger de faire des recherches d'antériorité parmi les marques internationales.

(3) Les extraits du Registre international demandés en vue de leur production dans un des pays contractants seront dispensés de toute légalisation.

#### *Article 6*

(1) L'enregistrement d'une marque au Bureau international est effectué pour vingt ans (sous réserve de ce qui est prévu à l'article 8 pour le cas où le déposant n'aurait versé qu'une fraction de l'émolument international), avec possibilité de renouvellement dans les conditions fixées à l'article 7.

(2) À l'expiration d'un délai de cinq ans à dater de l'enregistrement international, celui-ci devient indépendant de la marque nationale préalablement enregistrée au pays d'origine, sous réserve des dispositions suivantes.



of the declaration of refusal thus notified. The interested party shall have the same remedies as if the mark had been directly deposited by him in the country where protection is refused.

(4) The grounds for refusing a mark shall be communicated by the International Bureau to any interested party who asks for them.

(5) Administrations which, within the above-mentioned maximum period of one year, have not communicated to the International Bureau any provisional or final decision of refusal with regard to the registration of a mark or a request for extension of protection shall lose the benefit of the right provided in paragraph (1) of this Article with respect to the mark in question.

(6) The invalidation of an international mark may not be pronounced by the competent authorities without the proprietor of the mark having, in good time, been afforded the opportunity of proving his rights. Invalidation shall be notified to the International Bureau.

#### *Article 5 bis*

Documents showing the legitimacy of the use of certain elements included in a mark, such as armorial bearings, escutcheons, portraits, honorary distinctions, titles, trade names, or names of persons other than the name of the applicant, or other like inscriptions which might be required by the Administrations of contracting countries, shall be exempt from any authentication or certification other than that of the Administration of the country of origin.

#### *Article 5 ter*

(1) The International Bureau shall deliver to any person making application therefor, subject to a fee fixed by the Regulations, a copy of the entries in the Register in connection with a specific mark.

(2) The International Bureau may also, upon payment, undertake searches for anticipation among international marks.

(3) Extracts from the International Register requested with a view to their production in one of the contracting countries shall be exempt from all authentication.

#### *Article 6*

(1) The registration of a mark at the International Bureau is effected for twenty years (subject to the provisions of Article 8 concerning cases where the applicant has only paid part of the international fee), with the possibility of renewal according to the requirements set out in Article 7.

(2) On the expirations of a period of five years from the international registration, such registration shall become independent of the national mark previously registered in the country of origin, subject to the following provisions.

(3) La protection résultant de l'enregistrement international, ayant ou non fait l'objet d'une transmission, ne pourra plus être invoquée en tout ou partie lorsque, dans les cinq ans de la date de l'enregistrement international, la marque nationale, préalablement enregistrée au pays d'origine selon l'article premier, ne jouira plus en tout ou partie de la protection légale dans ce pays. Il en sera de même lorsque cette protection légale aura cessé ultérieurement par suite d'une action introduite avant l'expiration du délai de cinq ans.

(4) En cas de radiation volontaire ou d'office, l'Administration du pays d'origine demandera la radiation de la marque au Bureau international, lequel procédera à cette opération. En cas d'action judiciaire, l'Administration susdite communiquera au Bureau international, d'office ou à la requête du demandeur, copie de l'acte d'introduction de l'instance ou de tout autre document justifiant cette introduction, ainsi que du jugement définitif ; le Bureau en fera mention au Registre international.

#### *Article 7*

(1) L'enregistrement pourra toujours être renouvelé pour une période de vingt ans, à compter de l'expiration de la période précédente, par le simple versement de l'émolument de base et, le cas échéant, des émoluments supplémentaires et des compléments d'émoluments prévus par l'article 8, alinéa (2).

(2) Le renouvellement ne pourra comporter aucune modification par rapport au précédent enregistrement en son dernier état.

(3) Le premier renouvellement effectué après l'entrée en vigueur du présent Acte devra comporter l'indication des classes de la classification internationale auxquelles se rapporte l'enregistrement.

(4) Six mois avant l'expiration du terme de protection, le Bureau international rappellera au titulaire de la marque et à son mandataire, par l'envoi d'un avis officiel, la date exacte de cette expiration.

(5) Moyennant le versement d'une surtaxe fixée par le Règlement d'exécution, un délai de grâce de six mois sera accordé pour le renouvellement de l'enregistrement international.

#### *Article 8*

(1) L'Administration du pays d'origine aura la faculté de fixer à son gré et de percevoir à son profit une taxe nationale qu'elle réclamera du titulaire de la marque dont l'enregistrement international ou le renouvellement est demandé.

(2) L'enregistrement d'une marque au Bureau international sera soumis au règlement préalable d'un émolument international qui comprendra :

(3) Protection resulting from international registration, whether or not the subject of a transfer, may no longer be invoked, in whole or in part, if, within five years from the date of the international registration, the national mark, previously registered in the country of origin in accordance with Article 1, no longer enjoys, in whole or in part, legal protection in that country. The same applies if this legal protection has subsequently ceased as the result of an action begun before the expiration of the period of five years.

(4) In the case of voluntary or *ex officio* cancellation, the Administration of the country of origin shall request the cancellation of the mark at the International Bureau, and the latter shall effect this operation. In the case of judicial action, the said Administration shall send to the International Bureau, either *ex officio* or at the request of the plaintiff, a copy of the complaint or other document showing that an action has been started and also of the final decision of the court ; the Bureau shall enter them in the International Register.

#### Article 7

(1) Any registration may be renewed for a period of twenty years, to be counted from the expiration of the preceding period, simply by the payment of the basic fee and, if necessary, of the supplementary and complementary fees provided by Article 8, paragraph (2).

(2) The renewal may not include any change in relation to the previous registration in its last form.

(3) The first renewal effected after the entry into force of this Act shall include an indication of the classes of the International Classification to which the registration relates.

(4) Six months before the expiration of the term of protection, the International Bureau shall, by sending an unofficial notice, remind the proprietor of the mark and his agent of the exact date of expiration.

(5) Subject to the payment of a surcharge fixed by the Regulations, a period of grace of six months shall be granted for the renewal of the international registration.

#### Article 8

(1) The Administration of the country of origin may fix, at its own discretion, and collect, for its own benefit, a national fee which it may require from the proprietor of the mark in respect of which international registration or renewal is applied for.

(2) The registration of a mark at the International Bureau shall be subject to the advance payment of an international fee which will include :

- a) un émoulement de base de 200 francs suisses pour la première marque et de 150 francs pour chacune des marques suivantes déposées en même temps que la première ;
- b) un émoulement supplémentaire de 25 francs suisses pour toute classe de la classification internationale en sus de la troisième dans laquelle seront rangés les produits ou services auxquels s'applique la marque ;
- c) un complément d'émoulement de 25 francs suisses par pays pour toute demande d'exécution de protection conformément à l'article 3 *ter*.

(3) Toutefois, l'émoulement supplémentaire spécifié à l'alinéa (2), lettre *b*) pourra être réglé dans un délai à fixer par le Règlement d'exécution, si le nombre des classes de produits ou services a été fixé ou contesté par le Bureau international et sans qu'il soit porté préjudice à la date de l'enregistrement. Si, à l'expiration du délai susdit, l'émoulement supplémentaire n'a pas été payé ou si la liste des produits ou services n'a pas été réduite par le déposant dans la mesure nécessaire, la demande d'enregistrement international sera considérée comme abandonnée.

(4) Le produit annuel des diverses recettes de l'enregistrement international, à l'exception de celles prévues sous *b*) et *c*) de l'alinéa (2), sera réparti par parts égales entre les pays parties au présent Acte par les soins du Bureau international, après déduction des frais et charges nécessités par l'exécution dudit Acte.

Si, au moment de l'entrée en vigueur du présent Acte, un pays n'a encore adhéré ni à l'Acte de La Haye, ni à celui de Londres, il n'aura droit, jusqu'à la date de l'entrée en vigueur de son adhésion, qu'à une répartition de l'excédent de recettes calculé sur la base des anciens textes.

(5) Les sommes provenant des émoulements supplémentaires, visés à l'alinéa (2), lettre *b*), seront réparties à l'expiration de chaque année entre les pays parties au présent Acte proportionnellement au nombre de marques pour lesquelles la protection aura été demandée dans chacun d'eux durant l'année écoulée, ce nombre étant affecté, en ce qui concerne les pays à examen préalable, d'un coefficient qui sera déterminé par le Règlement d'exécution.

(6) Les sommes provenant des compléments d'émoulements visés à l'alinéa (2), lettre *c*), seront réparties selon les règles de l'alinéa (5) entre les pays ayant fait usage de la faculté prévue à l'article 3 *bis*.

(7) En ce qui concerne l'émoulement de base, le déposant aura la faculté de n'acquiescer au moment de la demande d'enregistrement international qu'un montant de base de 125 francs suisses pour la première marque et de 100 francs suisses pour chacune des marques déposées en même temps que la première.

(8) Si le déposant fait usage de cette faculté, il devra, avant l'expiration d'un délai de dix ans, compté à partir de l'enregistrement international, verser au Bureau

- (a) a basic fee of 200 Swiss francs for the first mark, and of 150 Swiss francs for each additional mark deposited at the same time as the first ;
- (b) a supplementary fee of 25 Swiss francs for each class of the International Classification, beyond three, in which the goods or services to which the mark is applied will be placed ;
- (c) a complementary fee of 25 Swiss francs per country for any request for extension of protection in accordance with Article 3 *ter*.

(3) However, the supplementary fee referred to in paragraph (2) (b) may, without prejudice to the date of registration, be paid within a period fixed by the Regulations if the number of classes of goods or services has been fixed or disputed by the International Bureau. If, upon expiration of the said period, the supplementary fee has not been paid or the list of goods or services has not been reduced to the required extent by the applicant, the application for international registration shall be considered as abandoned.

(4) The annual returns from the various receipts from international registration, with the exception of those provided under (b) and (c) of paragraph (2), shall be divided equally among the countries parties to this Act by the International Bureau, after deduction of the expenses and charges necessitated by the carrying out of the said Act.

If, at the time this Act comes into force, a country has not yet acceded either to the Act of The Hague or to the Act of London, it shall only be entitled, until the effective date of its accession, to a share of the excess of receipts calculated on the basis of the former texts.

(5) The amounts derived from the supplementary fees provided for in paragraph (2) (b) shall be divided at the expiration of each year among the countries parties to this Act, in proportion to the number of marks for which protection has been applied for in each of them during that year, this number being affected, in the case of countries which make a preliminary examination, by a coefficient which shall be determined by the Regulations.

(6) The amounts derived from the complementary fees provided for in paragraph (2) (c) shall be divided according to the provisions of paragraph (5) among the countries availing themselves of the right provided for in Article 3 *bis*.

(7) With regard to the basic fee, the depositor shall be entitled to pay, at the time of the application for international registration, a basic sum of only 125 Swiss francs for the first mark, and only 100 Swiss francs for each additional mark deposited at the same time as the first.

(8) If the applicant avails himself of this right, he shall, before the expiration of a period of ten years, counted from the international registration, pay to the Inter-

international un solde d'émolument de base de 100 francs suisses pour la première marque et de 75 francs suisses pour chacune des marques déposées en même temps que la première, faute de quoi, à l'expiration de ce délai, il perdra le bénéfice de son enregistrement. Six mois avant cette expiration, le Bureau international rappellera au déposant et à son mandataire, par l'envoi d'un avis officiel, la date exacte de cette expiration. Si le solde d'émolument de base n'est pas versé avant l'expiration de ce délai au Bureau international, celui-ci radiera la marque, notifiera cette opération aux Administrations nationales et la publiera dans son journal. Si le solde dû pour des marques déposées en même temps n'est pas payé en une seule fois, le déposant devra désigner exactement les marques pour lesquelles il entend payer le solde et acquitter 100 francs suisses pour la première marque de chaque série.

(9) En ce qui concerne le délai de six mois mentionné ci-dessus, la disposition de l'article 7, alinéa (5), est applicable par analogie.

#### *Article 8 bis*

Le titulaire de l'enregistrement international peut toujours renoncer à la protection dans un ou plusieurs des pays contractants, au moyen d'une déclaration remise à l'Administration de son pays, pour être communiquée au Bureau international, qui la notifiera aux pays que cette renonciation concerne. Celle-ci n'est soumise à aucune taxe.

#### *Article 9*

(1) L'Administration du pays du titulaire notifiera également au Bureau international les annulations, radiations, renonciations, transmissions et autres changements apportés à l'inscription de la marque dans le registre national, si ces changements affectent aussi l'enregistrement international.

(2) Le Bureau inscrira ces changements dans le Registre international, les notifiera à son tour aux Administrations des pays contractants et les publiera dans son journal.

(3) On procédera de même lorsque le titulaire de l'enregistrement international demandera à réduire la liste des produits ou services auxquels il s'applique.

(4) Ces opérations peuvent être soumises à une taxe qui sera fixée par le Règlement d'exécution.

(5) L'addition ultérieure d'un nouveau produit ou service à la liste ne peut être obtenue que par un nouveau dépôt effectué conformément aux prescriptions de l'article 3.

(6) À l'addition est assimilée la substitution d'un produit ou service à un autre.

national Bureau, as the balance of the basic fee, 100 Swiss francs for the first mark, and 75 Swiss francs for each additional mark deposited at the same time as the first, failing which, at the expiration of this period, he shall lose the benefit of his registration. Six months before such expiration, the International Bureau shall, by sending an unofficial notice, remind the depositor and his agent of the exact date of expiration. If the balance of the basic fee is not paid to the International Bureau before the expiration of this period, the Bureau shall cancel the mark, shall notify this operation to the national Administrations, and shall publish it in its journal. If the balance due for marks deposited at the same time is not paid at one and the same time, the depositor shall specify the marks for which he intends to pay the balance and pay 100 Swiss francs for the first mark of each series.

(9) With regard to the above-mentioned period of ten years, the provisions of Article 7, paragraph (5), shall apply by analogy.

*Article 8 bis*

The person in whose name the international registration stands may at any time renounce protection in one or more contracting countries by means of a declaration sent to the Administration of his own country, for communication to the International Bureau, which shall notify the countries for which renunciation was made. Renunciation shall not be subject to any fee.

*Article 9*

(1) The Administration of the country of the person in whose name the international registration stands shall likewise notify to the International Bureau all annulments, cancellations, renunciations, transfers and other changes made in the entry of the mark in the national Register, if such changes also affect the international registration.

(2) The Bureau shall enter these changes in the International Register, shall notify them in turn to the Administrations of the contracting countries, and shall publish them in its journal.

(3) Similar procedure shall be followed when the person in whose name the international registration stands requests that the list of goods or services to which the mark is applied be reduced.

(4) These operations may be subject to a fee, which shall be fixed by the Regulations.

(5) The subsequent addition of new goods or services to the said list can only be obtained by making a new application in accordance with the provisions of Article 3.

(6) The substitution of one of the goods or services for another shall be treated as an addition.

*Article 9 bis*

(1) Lorsqu'une marque inscrite dans le Registre international sera transmise à une personne établie dans un pays contractant autre que le pays du titulaire de l'enregistrement international, la transmission sera notifiée au Bureau international par l'Administration de ce même pays. Le Bureau international enregistrera la transmission, la notifiera aux autres Administrations et la publiera dans son journal. Si la transmission a été effectuée avant l'expiration du délai de cinq ans à compter de l'enregistrement international, le Bureau international demandera l'assentiment de l'Administration du pays du nouveau titulaire et publiera, si possible, la date et le numéro d'enregistrement de la marque dans le pays du nouveau titulaire.

(2) Nulle transmission de marque inscrite dans le Registre international faite au profit d'une personne non admise à déposer une marque internationale ne sera enregistrée.

(3) Lorsqu'une transmission n'aura pu être inscrite dans le Registre international, soit par suite du refus d'assentiment du pays du nouveau titulaire, soit parce qu'elle a été faite au profit d'une personne non admise à demander un enregistrement international, l'Administration du pays de l'ancien titulaire aura le droit de demander au Bureau international de procéder à la radiation de la marque sur son Registre.

*Article 9 ter*

(1) Si la cession d'une marque internationale pour une partie seulement des produits ou services enregistrés est notifiée au Bureau international, celui-ci l'inscrira dans son Registre. Chacun des pays contractants aura la faculté de ne pas admettre la validité de cette cession si les produits ou services compris dans la partie ainsi cédée sont similaires à ceux pour lesquels la marque reste enregistrée au profit du cédant.

(2) Le Bureau international inscrira également une cession de la marque internationale pour un ou plusieurs des pays contractants seulement.

(3) Si, dans les cas précédents, il intervient un changement du pays du titulaire, l'Administration à laquelle ressortit le nouveau titulaire devra, si la marque internationale a été transmise avant l'expiration du délai de cinq ans à compter de l'enregistrement international, donner l'assentiment requis conformément à l'article 9 bis.

(4) Les dispositions des alinéas précédents ne sont applicables que sous la réserve de l'article 6 *quater* de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.

*Article 9 quater*

(1) Si plusieurs pays de l'Union particulière conviennent de réaliser l'unification de leurs lois nationales en matière de marques, ils pourront notifier au Gouvernement de la Confédération suisse :



*Article 9 bis*

(1) When a mark entered in the International Register is transferred to a person established in a contracting country other than the country of the person in whose name the international registration stands, the transfer shall be notified to the International Bureau by the Administration of the latter country. The International Bureau shall register the transfer, shall notify it to the other Administrations, and shall publish it in its journal. If the transfer has been effected before the expiration of a period of five years from the international registration, the International Bureau shall seek the consent of the Administration of the country of the new proprietor, and shall publish, if possible, the date and registration number of the mark in the country of the new proprietor.

(2) No transfer of a mark registered in the International Register for the benefit of a person who is not entitled to deposit an international mark shall be recorded.

(3) When it has not been possible to record a transfer in the International Register, either because the country of the new proprietor has refused its consent or because it has been made for the benefit of a person who is not entitled to apply for international registration, the Administration of the country of the former proprietor shall have the right to request the International Bureau to cancel the mark in its Register.

*Article 9 ter*

(1) If the assignment of an international mark for part only of the registered goods or services is notified to the International Bureau, the Bureau shall record it in its Register. Each of the contracting countries shall have the right to refuse to recognize the validity of the assignment if the goods or services included in the part thus assigned are similar to those in respect of which the mark remains registered for the benefit of the assignor.

(2) Similarly, the International Bureau shall record an assignment of the international mark for only one or several of the contracting countries.

(3) If, in the above cases, a change in the country of the proprietor takes place, the Administration of the country to which the new proprietor belongs, shall, if the international mark has been transferred before the expiration of a period of five years from the international registration, give the consent required by Article 9 bis.

(4) The provisions of the preceding paragraphs are applicable subject to Article 6 *quater* of the Paris Convention for the Protection of Industrial Property.

*Article 9 quater*

(1) If several countries of the separate Union agree to effect the unification of their domestic laws relating to marks, they may notify the Government of the Swiss Confederation :

- a) qu'une Administration commune se substituera à l'Administration nationale de chacun d'eux et,
- b) que l'ensemble de leurs territoires respectifs devra être considéré comme un seul pays pour l'application du présent Arrangement en tout ou en partie.

(2) Cette notification ne prendra effet que six mois après la date de la communication qui en sera faite par le Gouvernement de la Confédération suisse aux autres pays contractants.

#### Article 10

(1) Les Administrations régleront d'un commun accord les détails relatifs à l'exécution du présent Arrangement.

(2) Il est institué, auprès du Bureau international, un Comité des Directeurs des Offices nationaux de la Propriété industrielle de l'Union particulière. Il se réunit sur convocation du Directeur du Bureau international ou à la demande de cinq pays, parties à l'Arrangement, à des intervalles ne dépassant pas cinq années. Il désigne en son sein un conseil restreint qui peut être chargé de tâches déterminées et se réunit au moins une fois par an.

(3) Les fonctions de ce comité sont consultatives.

(4) Toutefois :

- a) sous réserve des compétences générales dévolues à la Haute Autorité de surveillance, il peut, sur proposition motivée du Directeur du Bureau international, et prononçant à l'unanimité des pays représentés, modifier le montant des émoluments prévus à l'article 8 du présent Arrangement ;
- b) il établit et modifie, à l'unanimité des pays représentés, le Règlement d'exécution du présent Arrangement ;
- c) les Directeurs des Offices nationaux de la propriété industrielle ont la faculté de déléguer leurs pouvoirs au représentant d'un autre pays.

#### Article 11

(1) Les pays de l'Union pour la protection de la propriété industrielle qui n'ont pas pris part au présent Arrangement seront admis à y adhérer sur leur demande et dans la forme prescrite par l'article 16 de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle. Cette adhésion ne sera valable que pour le texte révisé en dernier lieu de l'Arrangement.

(2) Dès que le Bureau international sera informé qu'un pays ou tout ou partie des pays ou territoires dont il assure les relations extérieures a adhéré au présent Arrangement, il adressera à l'Administration de ce pays, conformément à l'article 3, une notification collective des marques qui, à ce moment, jouiront de la protection internationale.

- (a) that a common Administration is substituted for the national Administration of each of them, and
- (b) that the whole of their respective territories must be considered as a single country for the purposes of the application of all or part of this Agreement.

(2) This notification shall not take effect until six months after the date of its communication by the Government of the Swiss Confederation to the other contracting countries.

#### *Article 10*

(1) The Administrations shall by common accord regulate the details for carrying out this Agreement.

(2) There is established, at the International Bureau, a Committee of the Directors of the National Industrial Property Offices of the separate Union. It shall meet on the invitation of the Director of the International Bureau or at the request of five countries, parties to the Agreement, at intervals of not more than five years. It shall appoint from among its members a limited Council to which specified tasks may be assigned and which shall meet at least once a year.

(3) The functions of this Committee are consultative.

(4) However :

- (a) subject to the general jurisdiction of the High Supervisory Authority, it may, on the reasoned proposal of the Director of the International Bureau, and with the unanimous consent of the countries represented, change the amounts of the fees provided for in Article 8 of this Agreement ;
- (b) it shall establish and amend, with the unanimous consent of the countries represented, the Regulations of this Agreement ;
- (c) the Directors of the National Industrial Property Offices may delegate their powers to the representative of another country.

#### *Article 11*

(1) The countries of the Union for the Protection of Industrial Property which have not participated in this Agreement shall be permitted to accede to it at their request and in the form prescribed by Article 16 of the Paris Convention for the Protection of Industrial Property. This accession shall only be valid for the text of the Agreement as last revised.

(2) As soon as the International Bureau is informed that a country, or the whole or part of the countries or territories for whose external relations it is responsible, has acceded to this Agreement, it shall address to the Administration of that country, in accordance with Article 3, a collective notification of the marks which, at that moment, enjoy international protection.

(3) Cette notification assurera, par elle-même, auxdites marques, le bénéfice des précédentes dispositions sur le territoire du pays adhérent et fera courir le délai d'un an pendant lequel l'Administration intéressée peut faire la déclaration prévue par l'article 5.

(4) Toutefois, chaque pays, en adhérent au présent Arrangement pourra déclarer que, sauf en ce qui concerne les marques internationales ayant déjà fait antérieurement dans ce pays l'objet d'un enregistrement national identique encore en vigueur et qui seront immédiatement reconnues sur la demande des intéressés, l'application de cet Acte sera limitée aux marques qui seront enregistrées à partir du jour où cette adhésion deviendra effective.

(5) Cette déclaration dispensera le Bureau international de faire la notification collective susindiquée. Il se bornera à notifier les marques en faveur desquelles la demande d'être mis au bénéfice de l'exception prévue à l'alinéa précédent lui parviendra, avec les précisions nécessaires, dans le délai d'une année à partir de l'accession du nouveau pays.

Le Bureau international ne fera pas de notification collective aux pays qui, en adhérent à l'Arrangement de Madrid, déclareront user de la faculté prévue à l'article 3 *bis*. Ces pays pourront, en outre, déclarer simultanément que l'application de cet Acte sera limitée aux marques qui seront enregistrées à partir du jour où leur adhésion deviendra effective ; cette limitation n'atteindra toutefois pas les marques internationales ayant déjà fait antérieurement, dans ce pays, l'objet d'un enregistrement national identique et qui pourront donner lieu à des demandes d'extension de protection formulées et notifiées conformément aux articles 3 *ter* et 8, alinéa (2), lettre *c*).

(6) Les enregistrements de marques qui ont fait l'objet d'une des notifications prévues par cet article seront considérés comme substitués aux enregistrements effectués directement dans le nouveau pays contractant avant la date effective de son adhésion.

(7) Les dispositions de l'article 16 *bis* de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle s'appliquent au présent Arrangement.

#### *Article 11 bis*

En cas de dénonciation du présent Arrangement, l'article 17 *bis* de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle fait règle. Les marques internationales enregistrées jusqu'à la date à laquelle la dénonciation devient effective, et non refusées dans l'année prévue à l'article 5, continueront, pendant la durée de la protection internationale, à bénéficier de la même protection que si elles avaient été directement déposées dans ce pays.

(3) This notification, of itself, shall assure to the said marks the benefits of the foregoing provisions in the territory of the acceding country, and shall mark the commencement of the period of one year during which the Administration concerned may make the declaration referred to in Article 5.

(4) However, each country when acceding to this Agreement may declare that, except in the case of international marks which have already been the subject in that country of an identical national registration still in force, and which shall be immediately recognized upon the request of interested parties, the application of this Act shall be limited to marks registered from the date when the accession becomes effective.

(5) Such a declaration shall relieve the International Bureau of the necessity of making the collective notification referred to above. The Bureau shall restrict its action to giving notification of the marks in respect of which application is, within a period of one year from the accession of the new country, made to the Bureau, with the necessary particulars, for permission to take advantage of the exception referred to in the preceding paragraph.

The International Bureau shall not make the collective notification to countries which, in acceding to the Madrid Agreement, declare their intention to avail themselves of the right provided by Article 3 *bis*. These countries may also declare at the same time that the application of this Act shall be limited to marks registered from the day on which their accession becomes effective ; this limitation shall not affect international marks which have already been the subject of an identical national registration in these countries, and which could give rise to requests for extension of protection made and notified in conformity with Article 3 *ter* and Article 8, paragraph (2) (c).

(6) Registrations of marks which have been the subject of one of the notifications provided for in this Article shall be regarded as replacing registrations directly effected in the new contracting country before the effective date of its accession.

(7) The provisions of Article 16 *bis* of the Paris Convention for the Protection of Industrial Property shall apply to this Agreement.

#### *Article 11 bis*

In the event of denunciation of this Agreement, the provisions of Article 17 *bis* of the Paris Convention for the Protection of Industrial Property shall apply. International marks registered up to the date on which the denunciation becomes effective, and not refused within the period of one year referred to in Article 5, shall continue, throughout the period of international protection, to enjoy the same protection as if they had been directly deposited in the denouncing country.

*Article 12*

(1) Le présent Arrangement sera ratifié et les ratifications en seront déposées à Paris aussitôt que possible.

(2) Il entrera en vigueur entre les pays au nom desquels il aura été ratifié ou qui y auront adhéré aux termes de l'article 11, alinéa (1), lorsque douze pays au moins l'auront ratifié ou y auront adhéré, deux années après que le dépôt du douzième instrument de ratification ou d'adhésion leur aura été notifié par le Gouvernement de la Confédération suisse et il aura la même force et durée que la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.

(3) À l'égard des pays qui déposeront leur instrument de ratification ou d'adhésion postérieurement au dépôt du douzième instrument de ratification ou d'adhésion, il entrera en vigueur selon les règles de l'article 16 de la Convention de Paris. Toutefois, cette entrée en vigueur sera subordonnée en tout état de cause à l'expiration du délai prévu à l'alinéa précédent.

(4) Cet Acte remplacera, dans tous les rapports entre les pays au nom desquels il aura été ratifié ou qui y auront adhéré, à partir du jour où il entrera en vigueur à leur égard, l'Arrangement de Madrid de 1891, dans ses textes antérieurs au présent Acte. Toutefois, chaque pays qui aura ratifié le présent Acte ou qui y aura adhéré restera soumis aux textes antérieurs dans ses rapports avec les pays qui ne l'auront pas ratifié ou qui n'y auront pas adhéré à moins que ce pays n'ait expressément déclaré ne plus vouloir être lié par ces textes. Cette déclaration sera notifiée au Gouvernement de la Confédération suisse. Elle ne produira son effet que douze mois après sa réception par ledit gouvernement.

(5) Le Bureau international réglera, en accord avec les pays intéressés, les mesures administratives d'adaptation qui s'avéreront opportunes en vue de l'exécution des dispositions du présent Arrangement.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires soussignés, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont signé le présent Arrangement.

FAIT à Nice en un seul exemplaire, le 15 juin 1957.

Pour la République Fédérale d'Allemagne :

Herbert KUHNEMANN

Pour l'Australie :

Pour l'Autriche :

Gottfried THALER

Pour la Belgique :

L. HERMANS

Pour le Brésil :

*Article 12*

(1) This Agreement shall be ratified and the ratifications shall be deposited at Paris as soon as possible.

(2) It shall come into force between the countries in whose names it has been ratified or which have acceded to it in accordance with Article 11, paragraph (1), when twelve countries at least have ratified it or acceded to it, two years after the deposit of the twelfth instrument of ratification or accession has been notified to them by the Government of the Swiss Confederation, and it shall have the same force and duration as the Paris Convention for the Protection of Industrial Property.

(3) In the case of countries which deposit their instrument of ratification or accession after the deposit of the twelfth instrument of ratification or accession, it shall enter into force in accordance with the provisions of Article 16 of the Paris Convention. However, this entry into force shall be subject in all cases to the expiration of the period provided in the preceding paragraph.

(4) This Act shall, in all relations between the countries in whose names it has been ratified or which have acceded to it, replace, as from the day on which it enters into force in regard to them, the Madrid Agreement of 1891, in its texts previous to this Act. However, each country which has ratified this Act or has acceded to it shall remain bound by the previous texts in its relations with countries which have not ratified it or acceded to it, unless that country has expressly declared that it no longer wishes to be bound by those texts. This declaration shall be notified to the Government of the Swiss Confederation. It shall not be effective until twelve months after its receipt by the said Government.

(5) The International Bureau shall, in agreement with the countries concerned, provide for the administrative measures of adaptation which appear necessary with a view to the carrying out of the provisions of this Agreement.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned Plenipotentiaries, having exchanged their full powers, found in good and due form, have signed this Arrangement.

DONE at Nice in a single copy, on 15 June 1957.

For the Federal Republic of Germany :

Herbert KUHNEMANN

For Australia :

For Austria :

Gottfried THALER

For Belgium :

L. HERMANS

For Brasil :

Pour la République Populaire de Bulgarie :

Pour le Canada :

Pour Ceylan :

Pour Cuba :

Pour le Danemark :

Pour la République Dominicaine :

Pour l'Égypte :

Pour l'Espagne :

N. JURISTO VALVERDE  
J. L. APARICIO

Pour les États-Unis d'Amérique :

Pour la Finlande :

Pour la France :

Marcel PLAISANT

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :

Pour la Grèce :

Pour la République Populaire de Hongrie :

Lajos DEGE

Pour l'Indonésie :

Pour l'Irlande :

Pour Israël :

Pour l'Italie :

TALAMO

Pour le Japon :

Pour le Liban :

Pour la Principauté du Liechtenstein :

Hans MORF

Pour le Luxembourg :

J. P. HOFFMANN

Pour le Maroc :

Taieb SEBTI



For the People's Republic of Bulgaria :

For Canada :

For Ceylon :

For Cuba :

For Denmark :

For the Dominican Republic :

For Egypt :

For Spain :

N. JURISTO VALVERDE  
J. L. APARICIO

For the United States of America :

For Finland :

For France :

Marcel PLAISANT

For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland :

For Greece :

For the Hungarian People's Republic :

Lajos DEGE

For Indonesia :

For Ireland :

For Israel :

For Italy :

TALAMO

For Japan :

For Lebanon :

For the Principality of Liechtenstein :

Hans MORF

For Luxembourg :

J. P. HOFFMANN

For Morocco :

Taieb SEBTI

Pour le Mexique :

Pour Monaco :

C. SOLAMITO

Pour la Norvège :

Pour la Nouvelle-Zélande :

Pour les Pays-Bas :

C. J. DE HAAN

Pour la République Populaire de Pologne :

Pour le Portugal, avec les îles Açores et Madère :

Jorge VAN ZELLER GARIN

Pour la Roumanie :

Pour la Suède :

Pour la Suisse :

Hans MORF  
Léon EGGER

Pour la Syrie :

Pour la République Tchèque et Slovaquie :

D. Jan CECH

Pour la Tunisie :

Salah Eddine EL GOULLI

Pour la République de Turquie :

Pour l'Union Sud-Africaine :

Pour le Viet-Nam :

Pour la Yougoslavie :

Milenko JAKOVLJEVIC

For Mexico :

For Monaco :

C. SOLAMITO

For Norway :

For New Zealand :

For the Netherlands :

C. J. DE HAAN

For the Polish People's Republic :

For Portugal, with the Azores and Madeira Islands :

Jorge VAN ZELLER GARIN

For Romania :

For Sweden :

For Switzerland :

Hans MORF  
Léon EGGER

For Syria :

For the Republic of Czechoslovakia :

Dr. Jan CECH

For Tunisia :

Salah Eddine EL GOULLI

For the Republic of Turkey :

For the Union of South Africa :

For Viet-Nam :

For Yugoslavia :

Milenko JAKOVLJEVIC



**No. 8471**

---

**JAPAN  
and  
REPUBLIC OF KOREA**

**Treaty on Basic Relations. Signed at Tokyo, on 22 June  
1965**

*Official texts: Japanese, Korean and English.*

*Registered by Japan on 15 December 1966.*

---

**JAPON  
et  
RÉPUBLIQUE DE CORÉE**

**Traité général de relations. Signé à Tokyo, le 22 juin 1965**

*Textes officiels japonais, coréen et anglais.*

*Enregistré par le Japon le 15 décembre 1966.*



千九百六十五年六月二十二日に東京で、ひとしく正文である日本語、韓国語及び英語により本書二通を作成した。解釈に相違がある場合には、英語の本文による。

日本国のために

椎名悦三郎

高杉 晋一

大韓民国のために

李 東 元

金 東 祚

両締約国は、その貿易、海運その他の通商の関係を安定した、かつ、友好的な基礎の上に置くために、条約又は協定を締結するための交渉を実行可能な限りすみやかに開始するものとする。

#### 第六条

両締約国は、民間航空運送に関する協定を締結するための交渉を実行可能な限りすみやかに開始するものとする。

#### 第七条

この条約は、批准されなければならない。批准書は、できる限りすみやかにソウルで交換されるものとする。この条約は、批准書の交換の日に効力を生ずる。

以上の証拠として、それぞれの全権委員は、この条約に署名調印した。



## 第二条

千九百十年八月二十二日以前に大日本帝国と大韓帝国との間で締結されたすべての条約及び協定は、もはや無効であることが確認される。

## 第三条

大韓民国政府は、国際連合総会決議第百九十五号（Ⅱ）に明らかに示されているとおりの朝鮮にある唯一の合法的な政府であることが確認される。

## 第四条

(a) 両締約国は、相互の関係において、国際連合憲章の原則を指針とするものとする。

(b) 両締約国は、その相互の福祉及び共通の利益を増進するに当たつて、国際連合憲章の原則に適合して協力するものとする。

## 第五条

日本国

日本国外務大臣 椎名悦三郎

高杉晋一

大韓民国

大韓民国外務部長官 李 東 元

大韓民国特命全權大使 金 東 祚

これらの全権委員は、互いにその全権委任状を示し、それが良好妥当であると認められた後、次の諸条を協定した。

#### 第一条

両締約国間に外交及び領事関係が開設される。両締約国は、大使の資格を有する外交使節を遅滞なく交換するものとする。また、両締約国は、両国政府により合意される場所に領事館を設置する。

## No. 8471. JAPANESE TEXT — TEXTE JAPONAIS

日本国と大韓民国との間の基本関係に関する条約  
日本国及び大韓民国は、

両国民間の関係の歴史的背景と、善隣関係及び主権の相互尊重の原則に基づく両国間の関係の正常化に対する相互の希望とを考慮し、

両国の相互の福祉及び共通の利益の増進のため並びに国際の平和及び安全の維持のために、両国が国際連合憲章の原則に適合して緊密に協力することが重要であることを認め、

千九百五十一年九月八日にサン・フランシスコ市で署名された日本国との平和条約の関係規定及び千九百四十八年十二月十二日に国際連合総会で採択された決議第九十五号（Ⅱ）を想起し、

この基本関係に関する条約を締結することに決定し、よつて、その全権委員として次のとおり任命した。

No. 8471. KOREAN TEXT — TEXTE CORÉEN

일본국과 대한 민국 간의 기본 관계에  
관한 조약

일본국과 대한 민국은.

양국 국민 관계의 역사적 배경과, 선민 관계와 주권 상호 존중의 원칙에 입각한 양국 관계의 정상화에 대한 상호 희망을 고백하며,

양국의 상호 복지와 공통 이익을 증진하고 국제 평화와 안전을 유지하는 데 있어서 양국이 국제 연합 헌장의 원칙에 합당하게 긴밀히 협력함이 중요하다는 것을 인정하며, 또한

1951년 9월 8일 샌프란시스코에서 서명된 일본국과의 평화 조약의 관계 규정과 1948년 12월 12일 국제 연합 총회에서 채택된 결의 제 195(III)호를 상기하며,

본 기본 관계에 관한 조약을 체결하기로 결정하며, 이에 다음과 같이 양국의 전권 위임을 임명하였다.

## 일본국

일본국 외무대신

시이나 에쓰 사부로오

다까스기 싱이찌

## 대한민국

대한민국 외무부 장관

이 동 원

대한민국 특별 전권대사

김 동 조

이들 전권 위원은, 그들의 전권 위임장을 상호 제시하고,  
그것이 양호 타당하다고 인정한 후, 다음의 제 조항에 합의하였다.

## 제 1 조

양 계약 당사국 간에 외교 및 영사 관계를 수립한다.

양 계약 당사국은 대사급 외교 사절을 지체없이 교환한다.

양 계약 당사국은 또한 양국 정부에 의하여 합의되는 장소에  
영사관을 설치한다.

## 제 2 조

1910년 8월 22일 및 그 이전에 대 일본 제국과 대한 제국  
간에 체결된 모든 조약 및 협정이 이미 무효임을 확인한다.

## 제 3 조

대한민국 정부가, 국제 연합 총회의 결의 제 195(III)호에 명시된 바와 같이, 한반도에 있어서의 유일한 합법 정부임을 확인한다.

## 제 4 조

(가) 양 제약 당사국은 양국 상호 간의 관계에 있어서 국제 연합 헌장의 원칙을 지침으로 한다.

(나) 양 제약 당사국은 양국의 상호의 복지와 공통의 이익을 증진함에 있어서 국제 연합 헌장의 원칙에 합당하게 협력한다.

## 제 5 조

양 제약 당사국은 양국의 무역, 해운 및 기타 통상상의 관계를 안정되고 우호적인 기초 위에 두기 위하여 조약 또는 협정을 체결하기 위한 고섭을 실행 가능한 한 조속히 시작한다.

## 제 6 조

양 제약 당사국은 민간 항공 운수에 관한 협정을 체결하기 위하여 실행 가능한 한 조속히 고섭을 시작한다.

## 제 7 조

본 조약은 비준되어야 한다. 비준서는 가능한 한 조속히 서울에서 교환한다. 본 조약은 비준서가 교환된 날로부터 효력을 발생한다.

이상의 증거로서, 각 전권 위원은 본 조약에 서명 날인 하였다.

1965년 월 월 칠 토요일에, 동등히 정본인 일본어, 한국어 및 영어로 본서 2통을 작성하였다. 해석에 상위가 있을 경우에는 영어 본에 따른다.

일본국을 위하여

椎名悦三郎

高杉 晋一

대한 민국을 위하여

李 東 元

金 東 祚

No. 8471. TREATY<sup>1</sup> ON BASIC RELATIONS BETWEEN  
JAPAN AND THE REPUBLIC OF KOREA. SIGNED AT  
TOKYO, ON 22 JUNE 1965

---

Japan and the Republic of Korea,

Considering the historical background of relationship between their peoples and their mutual desire for good neighborliness and for the normalization of their relations on the basis of the principle of mutual respect for sovereignty ;

Recognizing the importance of their close cooperation in conformity with the principles of the Charter of the United Nations to the promotion of their mutual welfare and common interests and to the maintenance of international peace and security ; and

Recalling the relevant provisions of the Treaty of Peace with Japan signed at the city of San Francisco on September 8, 1951<sup>2</sup> and the Resolution 195 (III) adopted by the United Nations General Assembly on December 12, 1948 ;<sup>3</sup>

Have resolved to conclude the present Treaty on Basic Relations and have accordingly appointed as their Plenipotentiaries,

Japan :

Etsusaburo Shima, Minister for Foreign Affairs of Japan  
Shinichi Takasugi

The Republic of Korea :

Tong Won Lee, Minister of Foreign Affairs of the Republic of Korea  
Dong Jo Kim, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the Republic  
of Korea

Who, having communicated to each other their full powers found to be in good and due form, have agreed upon the following articles :

---

<sup>1</sup> Came into force on 18 December 1965, the date of the exchange of instruments of ratification at Seoul, in accordance with article VII.

<sup>2</sup> United Nations, *Treaty Series*, Vol. 136, p. 45.

<sup>3</sup> United Nations, *Official Records of the third session of the General Assembly, Part I, Resolutions* (A/810), p. 25.



[TRADUCTION — TRANSLATION]

N° 8471. TRAITÉ GÉNÉRAL DE RELATIONS<sup>1</sup> ENTRE LE  
JAPON ET LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE. SIGNÉ À  
TOKYO, LE 22 JUIN 1965

Le Japon et la République de Corée,

Considérant l'histoire des relations entre leurs peuples et leur désir mutuel d'entretenir des rapports de bon voisinage et de normaliser leurs relations sur la base du principe du respect mutuel de leur souveraineté ;

Reconnaissant l'importance d'une étroite coopération mutuelle conforme aux principes de la Charte des Nations Unies, pour promouvoir le bien-être de leurs populations et servir leurs intérêts communs et pour maintenir la paix et la sécurité internationales ; et

Rappelant les dispositions pertinentes du Traité de paix avec le Japon signé à San Francisco le 8 septembre 1951<sup>2</sup> et la résolution 195 (III) adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 12 décembre 1948<sup>3</sup>,

Ont résolu de conclure le présent Traité général de relations et ont, à cette fin, désigné pour plénipotentiaires,

Le Japon :

Etsusaburo Shiina, ministre des affaires étrangères du Japon ;  
Shinichi Takasugi ;

La République de Corée :

Tong Won Lee, ministre des affaires étrangères de la République de Corée ;  
Dong Jo Kim, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République de Corée ;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

<sup>1</sup> Entré en vigueur le 18 décembre 1965, date de l'échange des instruments de ratification à Séoul, conformément à l'article VII.

<sup>2</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 136, p. 45.

<sup>3</sup> Nations Unies, *Documents officiels de la troisième session de l'Assemblée générale, première partie, Résolutions* (A/810), p. 25.

*Article I*

Diplomatic and consular relations shall be established between the High Contracting Parties. The High Contracting Parties shall exchange diplomatic envoys with the Ambassadorial rank without delay. The High Contracting Parties will also establish consulates at locations to be agreed upon by the two Governments.

*Article II*

It is confirmed that all treaties or agreements concluded between the Empire of Japan and the Empire of Korea on or before August 22, 1910 are already null and void.

*Article III*

It is confirmed that the Government of the Republic of Korea is the only lawful Government in Korea as specified in the Resolution 195 (III) of the United Nations General Assembly.

*Article IV*

(a) The High Contracting Parties will be guided by the principles of the Charter of the United Nations in their mutual relations.

(b) The High Contracting Parties will cooperate in conformity with the principles of the Charter of the United Nations in promoting their mutual welfare and common interests.

*Article V*

The High Contracting Parties will enter into negotiations at the earliest practicable date for the conclusion of treaties or agreements to place their trading, maritime and other commercial relations on a stable and friendly basis.

*Article VI*

The High Contracting Parties will enter into negotiations at the earliest practicable date for the conclusion of an agreement relating to civil air transport.

*Article VII*

The present Treaty shall be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged at Seoul as soon as possible. The present Treaty shall enter into force as from the date on which the instruments of ratification are exchanged.

*Article premier*

Des relations diplomatiques et consulaires seront établies entre les Hautes Parties contractantes. Les Hautes Parties contractantes échangeront sans retard des envoyés diplomatiques ayant rang d'ambassadeur. Les Hautes Parties contractantes ouvriront également des consulats dans les localités dont les deux Gouvernements seront convenus.

*Article II*

Il est confirmé que tous les traités ou accords qui ont pu être conclus entre l'Empire du Japon et l'Empire de Corée à la date du 22 août 1910 ou antérieurement, sont déjà nuls et non avenus.

*Article III*

Il est confirmé que le Gouvernement de la République de Corée est le seul gouvernement légitime de la Corée, comme le précise la résolution 195 (III) de l'Assemblée générale des Nations Unies.

*Article IV*

a) Les Hautes Parties contractantes s'inspireront des principes de la Charte des Nations Unies dans leurs relations mutuelles.

b) Les Hautes Parties contractantes collaboreront, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies, en vue de promouvoir le bien-être de leurs populations et de servir leurs intérêts communs.

*Article V*

Les Hautes Parties contractantes entameront des négociations le plus rapidement possible en vue de conclure des traités ou des accords, afin d'asseoir leurs échanges, leurs relations maritimes et leurs autres relations commerciales sur des bases stables et amicales.

*Article VI*

Les Hautes Parties contractantes entameront des négociations le plus rapidement possible en vue de parvenir à un accord concernant les transports aériens civils.

*Article VII*

Le présent Traité est sujet à ratification. Les instruments de ratification seront échangés à Séoul dès que faire se pourra. Le présent Traité entrera en vigueur à compter de la date de l'échange des instruments de ratification.

IN WITNESS WHEREOF, the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have affixed thereto their seals.

DONE in duplicate at Tokyo, this twenty-second day of June of the year one thousand nine hundred and sixty-five in the Japanese, Korean, and English languages, each text being equally authentic. In case of any divergence of interpretation, the English text shall prevail.

For Japan :

Etsusaburo SHIINA  
Shinichi TAKASUGI

For the Republic of Korea :

TONG WON LEE  
DONG JO KIM

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité et y ont apposé leur sceau.

FAIT en double exemplaire à Tokyo, le 22 juin 1965, dans les langues japonaise, coréenne et anglaise, chacun des textes faisant également foi. En cas de divergence d'interprétation, le texte anglais prévaudra.

Pour le Japon :

Etsusaburo SHIINA  
Shinichi TAKASUGI

Pour la République de Corée :

TONG WON LEE  
DONG JO KIM



No. 8472

---

**JAPAN  
and  
REPUBLIC OF KOREA**

**Agreement on fisheries (with annex, exchanges of notes, exchange of letters, agreed minutes and record of discussions). Signed at Tokyo, on 22 June 1965**

*Official texts: Japanese and Korean.*

*Registered by Japan on 15 December 1966.*

---

**JAPON  
et  
RÉPUBLIQUE DE CORÉE**

**Accord concernant la pêche (avec annexe, échanges de notes, échange de lettres, procès-verbaux approuvés et compte rendu des discussions). Signé à Tokyo, le 22 juin 1965**

*Textes officiels japonais et coréen.*

*Enregistré par le Japon le 15 décembre 1966.*





ぞれ附着するものとする。

- (b) 証明書及び標識の総数（底びき網漁業及びさばつり漁業に従事する漁船については各漁船に附着される二枚の標識を一として計算し、まき網漁業に従事する漁船については網船に附着される二枚の正の標識を一として計算する。）は、暫定的漁業規制措置の対象となる漁業別に当該漁業に関する最高出漁隻数及び統数と同数とする。ただし、漁業の実態にかんがみ、五十トン以上の漁船による底びき網漁業についてはその最高出漁隻数の十パーセントまで、五十トン未満の漁船による底びき網漁業についてはその最高出漁隻数の二十パーセントまで、それぞれ増加発給することができる。

- (c) 標識の様式及び附着場所は、両締約国政府間の協議により定められる。

以上

(c) まき網漁業のあじ又はさはを対象とする漁網の身網の主要部分については三十ミリメートル以上

4 集魚燈の光力（発電機の総設備容量）

(a) まき網漁業については一統につき、十キロワット以下の灯<sup>ひ</sup>船二隻及び七・五キロワット以下の灯<sup>ひ</sup>船一隻とし、計二十七・五キロワット以下

(b) 六十トン以上の漁船によるさはつり漁業については十キロワット以下

5 証明書及び標識

(a) 共同規制水域内に出漁する漁船は、それぞれの政府が発給する証明書を所持し、かつ、標識を附着するものとする。ただし、まき網漁業に従事する漁船については、網船以外の漁船は証明書を所持する必要はなく、また、網船は正の標識を、網船以外の漁船は正の標識に符合する副の標識をそれ

- (ii) トロール漁業については百トン以上五百五十トン以下
- ただし、五十トン以上の漁船による底びき網漁業（大韓民国が日本海において認めている六十トン未満の漁船によるえび底びき網漁業を除く。）は、東経百二十八度以東の水域においては、行なわないこととする。
- (b) まき網漁業については網船四十トン以上百トン以下
- ただし、この協定の署名の日に日本国に現存する百トン以上のまき網船一隻は、当分の間例外として認められる。
- (c) 六十トン以上の漁船によるさばつり漁業については百トン以下
- 3  
網目（海中における内径とする。）
- (a) 五十トン未満の漁船による底びき網漁業については三十三ミリメートル以上
- (b) 五十トン以上の漁船による底びき網漁業については五十四ミリメートル

## 2

## 漁船規模

- (a) 底びき網漁業のうち、
- (i) トロール漁業以外のものについては三十トン以上百七十トン以下
- (d) 六十トン以上の漁船によるさばつり漁業については十五隻
- ただし、操業期間は六月一日から十二月三十一日までとし、操業区域は大韓民国の慶尚北道と慶尚南道との境界線と海岸線との交点と北緯三十五度三十分と東経百三十度との交点とを結ぶ直線以南（ただし、濟州島の西側においては北緯三十三度三十分以南）の水域とする。
- (e) 日本国の漁船と大韓民国の漁船との漁獲能力の格差がある間、大韓民国の出漁隻数又は統数は、両締約国政府間の協議により、この協定の最高出漁隻数又は統数を基準とし、その格差を考慮して調整される。
- (ii) 五月十六日から翌年の一月十五日までの期間においては百二十統

## 附屬書

この協定の第三条に定める暫定的漁業規制措置は、両締約国のそれぞれに適用されるものとし、その内容は、次のとおりとする。

1 最高出漁隻数又は統数（共同規制水域内における操業のため証明書を所持し、かつ、標識を附着して同時に同水域内に出漁している漁船の隻数又は統数の最高限度をいう。）

- (a) 五十トン未満の漁船による底びき網漁業については百十五隻
- (b) 五十トン以上の漁船による底びき網漁業については、
  - (i) 十一月一日から翌年の四月三十日までの期間においては二百七十隻
  - (ii) 五月一日から十月三十一日までの期間においては百隻
- (c) まき網漁業については、
  - (i) 一月十六日から五月十五日までの期間においては六十隻

金	李	大	高	椎	日
東	東	韓	杉	名	本
祚	元	民	晋	悦	国
		国	一	三	の
		の		郎	た
		た			め
		め			に
		に			

1 この協定は、批准されなければならない。批准書は、できる限りすみやかにソウルで交換されるものとする。この協定は、批准書の交換の日に効力を生ずる。

2 この協定は、五年間効力を存続し、その後は、いずれか一方の締約国が他方の締約国にこの協定を終了させる意思を通告する日から一年間効力を存続する。

以上の証拠として、下名は、各自の政府からこのために正当な委任を受け、この協定に署名した。

千九百六十五年六月二十二日に東京で、ひとしく正文である日本語及び韓国語により本書二通を作成した。

が指名する第三の仲裁委員との三人の仲裁委員からなる仲裁委員会に決定のため付託するものとする。ただし、第三の仲裁委員は、両締約国のうちいずれかの国民であつてはならない。

3 　いずれか一方の締約国の政府が当該期間内に仲裁委員を任命しなかつたとき、又は第三の仲裁委員若しくは第三国について当該期間内に合意されなかつたときは、仲裁委員会は、両締約国政府のそれぞれが三十日の期間内に選定する国の政府が指名する各一人の仲裁委員とそれらの政府が協議により決定する第三国の政府が指名する第三の仲裁委員をもつて構成されるものとする。

4 　両締約国政府は、この条の規定に基づく仲裁委員会の決定に服するものとする。

第十條



な秩序を維持するため、及び海上における両締約国の漁船間の事故の円滑かつ迅速な解決を図るために適切と認める措置を執るものとする。

2 1に掲げる目的のため、両締約国の関係当局は、できる限り相互に密接に連絡し、協力するものとする。

#### 第九条

1 この協定の解釈及び実施に関する両締約国間の紛争は、まず、外交上の経路を通じて解決するものとする。

2 1の規定により解決することができなかつた紛争は、いずれか一方の締約国の政府が他方の締約国の政府から紛争の仲裁を要請する公文を受領した日から三十日の期間内に各締約国政府が任命する各一人の仲裁委員と、こうして選定された二人の仲裁委員が当該期間の後の三十日の期間内に合意する第三の仲裁委員又は当該期間内にその二人の仲裁委員が合意する第三国の政府

(f) この協定の違反に関する同等の刑の細目の制定について審議し、及び両締約国に勧告する。

(g) 毎年委員会の事業報告を両締約国に提出する。

(h) そのほか、この協定の実施に伴う技術的な諸問題につき検討し、必要と認めるときは、執られるべき措置について両締約国に勧告する。

2 委員会は、その任務を遂行するため、必要に応じ、専門家をもつて構成される下部機構を設置することができる。

3 両締約国政府は、1の規定に基づき行なわれた委員会の勧告をできる限り尊重するものとする。

#### 第八条

1 両締約国は、それぞれ自国の国民及び漁船に対し、航行に関する国際慣行を遵守させるため、両締約国の漁船間の操業の安全を図り、かつ、その正常

- (a) 両締約国が共通の関心を有する水域における漁業資源の研究のため行う科学的調査について、並びにその調査及び研究の結果に基づき執られるべき共同規制水域内における規制措置について両締約国に勧告する。
- (b) 共同資源調査水域の範囲について両締約国に勧告する。
- (c) 必要に応じ、暫定的漁業規制措置に関する事項につき検討し、及びその結果に基づき執られるべき措置（当該規制措置の修正を含む。）について両締約国に勧告する。
- (d) 両締約国の漁船間の操業の安全及び秩序に関する必要な事項並びに海上における両締約国の漁船間の事故に対する一般的な取扱方針につき検討し、並びにその結果に基づき執られるべき措置について両締約国に勧告する。
- (e) 委員会の要請に基づいて両締約国が提供すべき資料、統計及び記録を編集し、及び研究する。

長及び副議長の選定は、各年においてそれぞれの締約国がそれらの地位に順番に代表されるように行なうものとする。

7 委員会の下に、その事務を遂行するため常設の事務局が設置される。

8 委員会の公用語は、日本語及び韓国語とする。提案及び資料は、いずれの公用語によつても提出することができ、また、必要に応じ、英語によつても提出することができる。

9 委員会がその共同の経費を必要と認めるときは、委員会が勧告し、かつ、両締約国が承認する形式及び割合において両締約国が負担する分担金により、委員会が支払うものとする。

10 委員会は、その共同の経費のための資金の支出を委任することができる。

#### 第七条

1 委員会は、次の任務を遂行する。

- 「委員会」という。)を設置し、及び維持する。
- 2 委員会は、二の国別委員部で構成し、各国別委員部は、それぞれの締約国の政府が任命する三人の委員で構成する。
  - 3 委員会のすべての決議、勧告その他の決定は、国別委員部の間の合意によつてのみ行なうものとする。
  - 4 委員会は、その会議の運営に関する規則を決定し、必要があるときは、これを修正することができる。
  - 5 委員会は、毎年少なくとも一回会合し、また、そのほかに一方の国別委員部の要請により会合することができる。第一回会議の期日及び場所は、両締約国の間の合意で決定する。
  - 6 委員会は、その第一回会議において、議長及び副議長を異なる国別委員部から選定する。議長及び副議長の任期は、一年とする。国別委員部からの議

## 第四条

1 漁業に関する水域の外側における取締り（停船及び臨検を含む。）及び裁判管轄権は、漁船の属する締約国のみが行ない、及び行使する。

2 いずれの締約国も、その国民及び漁船が暫定的漁業規制措置を誠実に遵守することを確保するため適切な指導及び監督を行ない、違反に対する適当な罰則を含む国内措置を実施する。

## 第五条

共同規制水域の外側に共同資源調査水域が設定される。その水域の範囲及びその水域内で行なわれる調査については、第六条に定める漁業共同委員会が行なうべき勧告に基づき、両締約国間の協議の上決定される。

## 第六条

1 両締約国は、この協定の目的を達成するため、日韓漁業共同委員会（以下

- (iv) 北緯三十四度四十四分十秒と東経百二十九度八分との交点
- (v) 北緯三十四度五十分と東経百二十九度十四分との交点
- (ix) 北緯三十五度三十分と東経百三十度との交点
- (x) 北緯三十七度三十分と東経百三十一度十分との交点
- (xi) 牛岩嶺高頂

### 第三条

両締約国は、共同規制水域においては、漁業資源の最大の持続的生産性を確保するために必要とされる保存措置が十分な科学的調査に基づいて実施されるまでの間、底びき網漁業、まき網漁業及び六十トン以上の漁船によるさばつり漁業について、この協定の不可分の一部をなす附属書に掲げる暫定的漁業規制措置を実施する。(トンとは、総トン数によるものとし、船内居住区改善のため許容トン数を差し引いたトン数により表示する。)

れ結ぶ直線により二分する。

## 第二条

両締約国は、次の各線により囲まれる水域（領海及び大韓民国の漁業に関する水域を除く。）を共同規制水域として設定する。

(a) 北緯三十七度三十分以北の東経百二十四度の経線

(b) 次の各点を順次に結ぶ線

(i) 北緯三十七度三十分と東経百二十四度との交点

(ii) 北緯三十六度四十五分と東経百二十四度三十分との交点

(iii) 北緯三十三度三十分と東経百二十四度三十分との交点

(iv) 北緯三十二度三十分と東経百二十六度との交点

(v) 北緯三十二度三十分と東経百二十七度との交点

(vi) 北緯三十四度三十四分三十秒と東経百二十九度二分五十秒との交点



## 第一条

1 両締約国は、それぞれの締約国が自国の沿岸の基線から測定して十二海里までの水域を自国が漁業に関して排他的管轄権を行使する水域（以下「漁業に関する水域」という。）として設定する権利を有することを相互に認める。ただし、一方の締約国がこの漁業に関する水域の設定に際し直線基線を使用する場合には、その直線基線は、他方の締約国と協議の上決定するものとする。

2 両締約国は、一方の締約国が自国の漁業に関する水域において他方の締約国の漁船が漁業に従事することを排除することについて、相互に異議を申し立てない。

3 両締約国の漁業に関する水域が重複する部分については、その部分の最大の幅を示す直線を二等分する点とその重複する部分が終わる二点とをそれぞれ

## No. 8472. JAPANESE TEXT — TEXTE JAPONAIS

## 日本国と大韓民国との間の漁業に関する協定

日本国及び大韓民国は、

両国が共通の関心を有する水域における漁業資源の最大の持続的生産性が維持されるべきことを希望し、

前記の資源の保存及びその合理的開発と発展を図ることが両国の利益に役立つことを確信し、

公海自由の原則がこの協定に特別の規定がある場合を除くほかは尊重されるべきことを確認し、

両国の地理的近接性と両国の漁業の交錯から生ずることのある紛争の原因を除去することが望ましいことを認め、

両国の漁業の発展のため相互に協力することを希望して、  
次のとおり協定した。

No. 8472. KOREAN TEXT — TEXTE CORÉEN

일본국과 대한 민국 간의 어업에 관한 협정

일본국 및 대한 민국은,

양국이 공통의 관심을 갖는 수역에서의 어업 자원의  
최대의 지속적 생산성이 유지되어야 함을 희망하고,

전기의 자원의 보존 및 그 합리적 개발과 발전을 도모  
함이 양국의 이익에 도움이 됨을 확신하고,

공해 자유의 원칙이 본 협정에 특별한 규정이 있는  
경우를 제외하고는 존중되어야 한다는 것을 확인하고,

양국의 지리적 근접성과 양국 어업상의 교착으로부터  
발생할 수 있는 분쟁의 원인을 제거하는 것이 바람직함을  
인정하고,

양국 어업의 발전을 위하여 상호 협력할 것을 희망하여,  
다음과 같이 합의하였다.

제 1 조

1 양 계약국은 각 계약국이 자국의 연안의 기선부터  
측정하여 12해리까지의 수역을, 자국이 어업에 관하여

배타적 권한권을 행사하는 구역 (이하 "어업에 관한 구역"이란 함)으로서 설정하는 권리를 갖고 있음을 상호 인정한다. 단, 일방 계약국이 이 어업에 관한 구역의 설정에 있어서 직선 기선을 사용하는 경우에는 그 직선 기선은 타방 계약국과 협의하여 결정한다.

2 양 계약국은 일방 계약국이 자국의 어업에 관한 구역에서 타방 계약국의 어선이 어업에 종사하는 것을 배제하는 데 대하여 상호 이의를 제기하지 아니한다.

3 양 계약국의 어업에 관한 구역이 중복하는 부분에 대하여는, 그 부분의 최대의 폭을 나타내는 직선을 2등분하는 점과 그 중복하는 부분이 달나는 2점을 각각 연결하는 직선에 의하여 양분한다.

## 제 2 조

양 계약국은 다음 각선으로 둘러 싸이는 구역 (영해 및 대한 민국의 어업에 관한 수역을 제외함)을 공동 규제 구역으로 설정한다.

( a ) 북위 37도 30분 이북의 동경 124도의 경선

( b ) 다음 각 점을 차례로 연결하는 선

- ( i ) 북위 37도 20분과 동경 124도의 고점
- ( ii ) 북위 36도 45분과 동경 124도 30분의  
고점
- ( iii ) 북위 33도 30분과 동경 124도 30분의  
고점
- ( iv ) 북위 32도 30분과 동경 126도의 고점
- ( v ) 북위 32도 30분과 동경 127도의 고점
- ( vi ) 북위 34도 34분 30초와 동경 129도 2분  
50초의 고점
- ( vii ) 북위 34도 44분 10초와 동경 129도  
8분의 고점
- ( viii ) 북위 34도 50분과 동경 129도 14분의  
고점
- ( ix ) 북위 35도 30분과 동경 130도의 고점
- ( x ) 북위 37도 30분과 동경 131도 10분의  
고점
- ( xi ) 우압팅 고점

## 제 3 조

양 체결국은 공동 규제 수역에서, 어업 자원의 최대의

지속적 생산성을 확보하기 위하여 필요한 보존 조치가 충분한 과학적 조사에 의거하여 실시 될 때까지, 저인망 어업, 선망 어업 및 60톤 이상의 어선에 의한 고등어 낚시 어업에 대하여, 본 협정의 불가분의 일부를 이루는 부속서에 규정된 잠정적 어업 규제 조치를 실시한다. ("톤"이란 함은 총 톤수에 의하는 것으로 하며, 선내 거주구 개선을 위한 허용 톤수를 감한 톤수에 의하여 표시함)

#### 제 4 조

1 어업에 관한 구역의 외측에서의 단속 (정선 및 임검을 포함함) 및 재판 관할권은 어선이 속하는 계약국만이 행하며, 또한 행사한다.

2 어느 계약국도 그 국민 및 어선이 잠정적 어업 규제 조치를 성실하게 준수하도록 함을 확보하기 위하여 적절한 지도 및 감독을 행하며, 위반에 대한 적당한 벌칙을 포함하는 국내 조치를 실시한다.

#### 제 5 조

공동 규제 구역의 외측에 공동 자업 조사 구역이 설정된다. 그 구역의 범위 및 동 구역안에서 행하여지는

조사에 대하여는, 제 6조에 규정되는 어업 공동 위원회가  
행할 권고에 의거하여, 양 체약국간의 협의에 따라 결정된다.

### 제 6 조

- 1 양 체약국은 본 협정의 목적을 달성하기 위하여  
일 한 어업 공동 위원회 (이하 "위원회"라고 함)를 설치하고  
유지한다.
- 2 위원회는 두개의 국별 위원부로 구성되며 각 국별  
위원부는 각 체약국 정부가 임명하는 3인의 위원으로 구성한다.
- 3 ' 위원회의 모든 결의, 권고 및 기타의 결정은 국별  
위원부 간의 합의에 의하여서만 행한다.
- 4 위원회는 그 회의의 운영에 관한 규칙을 결정하고  
필요가 있을 때에는 이를 수정할 수 있다.
- 5 위원회는 매년 적어도 1회 회합하고 또 그 외에  
일방의 국별 위원부의 요청에 의하여 회합할 수 있다. 제  
1회 회의의 일자 및 장소는 양 체약국 간의 합의로 결정한다.
- 6 위원회는 제 1회 회의에서 의장 및 부의장을 상이한  
국별 위원부에서 선정한다. 의장 및 부의장의 임기는 1년으로  
한다. 국별 위원부로부터의 의장 및 부의장의 선정은 매년  
각 체약국이 그 지위에 순번으로 대표되도록 한다.

- 7 위임회 밑에 그 사무를 수행하기 위한 상설 사무국이 설치된다.
- 8 위임회의 공용어는 일본어 및 한국어로 한다. 제안 및 자초는 어느 공용어도 제출할 수 있으며, 또한 필요에 따라 영어로도 제출할 수 있다.
- 9 위임회가 공동의 경비를 필요하다고 인정할 때에는 위임회가 권고하고 또한 양 계약국이 승인한 형식 및 비율에 따라 양 계약국이 부담하는 분담금에 의하여 위임회가 지불한다.
- 10 위임회는 공동 경비를 위한 자금의 지출을 위임할 수 있다.

#### 제 7 조

- 1 위임회는 다음 임무를 수행한다.
- ( a ) 양 계약국이 공동의 관심을 갖는 수역에서의 어업 자원의 연구를 위하여 행하는 과학적 조사에 대하여, 또한 그 조사와 연구의 결과에 의거하여 취할 공동 규제 수역 안에서의 규제 조치에 대하여 양 계약국에 권고한다.



( b ) 공동 자원 조사 구역의 범위에 대하여 양  
 계약국에 권고한다.

( c ) 필요에 따라 잠정적 어업 규제 조치에  
 관한 사항에 대하여 검토하고, 또한 그 결과에 의거하여  
 취할 조치 (당해 규제 조치의 수정을 포함함)에 대하여  
 양 계약국에 권고한다.

( d ) 양 계약국 어선간의 조업의 안전과 질서에  
 관한 필요한 사항 및 해상에서의 양 계약국 어선 간의  
 사고에 대한 일반적인 취급 방침에 대하여 검토하고 또한  
 그 결과에 의거하여 취할 조치에 대하여 양 계약국에  
 권고한다.

( e ) 위원회의 요청에 의하여 양 계약국이 제공  
 하여야 할 자료, 통계 및 기록을 편집하고 연구한다.

( f ) 본 협정의 위반에 관한 동등한 형의 세목  
 제정에 대하여 심의하고 또한 양 계약국에 권고한다.

( g ) 매년 위원회의 사업 보고를 양 계약국에  
 제출한다.

( h ) 이 외에 본 협정의 실시에 따르는 기술적인  
 제 문제에 대하여 검토하고 또한 필요하다고 인정할  
 때에는, 취할 조치에 대하여 양 계약국에 권고한다.

2. 위임회는 그 임무를 수행하기 위하여 필요에 따라 전문가로 구성되는 하부 기구를 설치할 수 있다.
- 3 양 체약국 정부는 1의 규정에 의거하여 행하여진 위임회의 권고를 가능한 한 존중한다.

#### 제 8 조

- 1 양 체약국은 각각 자국의 국민 및 어선에 대하여 항행에 관한 국제 관행을 준수시키기 위하여, 양 체약국 어선 간의 조업의 안전을 도모하고 그 정상적인 질서를 유지하기 위하여, 또한 해상에서의 양 체약국 어선 간의 사고의 예방하고 신속한 해결을 도모하기 위하여, 적절하다고 인정하는 조치를 취한다.
- 2 1에 열거한 목적을 위하여 양 체약국의 관계 당국은 가능한 한 상호 밀접하게 연락하고 협력한다.

#### 제 9 조

- 1 본 협정의 해석 및 실시에 관한 양 체약국 간의 분쟁은 우선 외교상의 경로를 통하여 해결한다.
- 2 1의 규정에 의하여 해결할 수 없었던 분쟁은 어느 일방 체약국의 정부가 타방 체약국의 정부로부터 분쟁의 중재를

요청하는 공함을 접수한 날로부터 30일의 기간 내에 각 계약국 정부가 임명하는 1인의 중재 위원과 이와같이 선정된 2인의 중재 위원이 당해 기간 후 30일의 기간 내에 합의하는 제 3의 중재 위원 또는 당해 기간 내에 이들 2인의 중재 위원이 합의하는 제 3국의 정부가 지명하는 제 3의 중재 위원과의 3인의 중재 위원으로 구성되는 중재 위원회에 결정을 위하여 회부한다. 단, 제 3의 중재 위원은 양 계약국 중의 어느 편의 국민이어서는 아니된다.

3 어느 일방 계약국의 정부가 당해 기간 내에 중재 위원을 임명하지 아니하였을 때, 또는 제 3의 중재 위원 또는 제 3국에 대하여 당해 기간 내에 합의하지 못하였을 때에는, 중재 위원회는 양 계약국 정부가 각각 30일의 기간 내에 선정하는 국가의 정부가 지명하는 각 1인의 중재 위원과 이들 정부가 협의에 의하여 결정하는 제 3국의 정부가 지명하는 제 3의 중재 위원으로 구성한다.

4 양 계약국 정부는 본 조의 규정에 의거한 중재 위원회의 결정에 복한다.

#### 제 10 조

1 본 협정은 비준되어야 한다. 비준서는 가능한 한 조속히 서울에서 교환한다. 본 협정은 비준서가 교환된

날로부터 효력을 발생한다.

2 본 협정은 5년간 효력을 가지며, 그 후에는 어느  
일방 계약국이 타방 계약국에 본 협정을 종결시킬 의사를  
통고하는 날로부터 1년간 효력을 가진다.

이상의 증거로서, 하기 대표는 각자의 정부로부터 정당한 위임을  
받아 본 협정에 서명하였다.

1965년 6월 22일 도쿄에서 동등히 정본인 일본어  
및 한국어로 본서 2통을 작성하였다.

일본국을 위하여

椎名悦三郎

高杉 晋一

대한민국을 위하여

李 東 元

金 東 祚

## 부속서

본 협정 제 3조에 규정된 잠정적 어업 규제 조치는 양  
 계약국에 각각 적용되며, 그 내용은 다음과 같다.

1. 최고 총어획수 또는 통수 (공동 규제 구역 안에서의  
 조업을 위하여 감찰을 소지하고 또한 표지를 부착하고, 동시에  
 동 구역 안에 출어하고 있는 어선의 총수 또는 통수의 최고  
 한도를 말함)

( a ) 50톤 미만의 어선에 의한 저인망 어업에

대하여는 115척

( b ) 50톤 이상의 어선에 의한 저인망 어업에 대하여는

( i ) 11월 1일부터 익년 4월 30일까지의 기간

에는 270척

( ii ) 5월 1일부터 10월 30일까지의 기간에는

100척

( c ) 선망 어업에 대하여는

( i ) 1월 16일부터 5월 15일까지의 기간에는 60통

( ii ) 5월 16일부터 익년 1월 15일까지의 기간

에는 120통

( d ) 60톤 이상의 어선에 의한 고등어 낚시 어업에

대하여는 15척

단, 조업 기간은 6월 1일부터 12월 31일까지로 하여,  
조업 구역은 대한 민국의 경상북도와 경상남도의 경계선과  
해안선의 교점과 북위 35도 30분과 동경 130도의 교점을  
연결하는 직선 이남 (단, 제주도의 서측에 있어서는 북위  
33도 30분 이남)의 수역으로 한다.

( e ) 일본국 어선과 대한 민국 어선의 어획  
능력에 격차가 있는 동안, 대한 민국의 총어 척수 또는  
통수는 양 체약국 정부 간의 협의에 따라, 본 협정의  
최고 총어 척수 또는 통수를 기준으로 하고 그 격차를  
고려하여 조정한다.

## 2 어선 규모

( a ) 저인망 어업 중에서

( i ) 트롤 어업 이외의 것에 대하여는 30톤  
이상 170톤 이하

( ii ) 트롤 어업에 대하여는 100톤 이상 550톤  
이하

단, 50톤 이상의 어선에 의한 저인망 어업  
(대한 민국이 동해에서 인정하고 있는 60톤  
미만의 어선에 의한 새우 저인망 어업을

제외함)은 동경 128도 이동회 수역에서는  
행하지 아니한다.

( b ) 선망 어업에 대하여는 망선 40톤 이상 100톤  
이하

단, 본 협정 서명일에 일본국에 현존하는 100톤 이상의  
선망 망선 1척은 당분간 예외로 인정한다.

( c ) 60톤 이상의 어선에 의한 고등어 낚시 어업에  
대하여는 100톤 이하

### 3 망목 (해중에서의 내경으로 함)

( a ) 50톤 미만외 어선에 의한 저인망 어업에  
대하여는 33밀리미터 이상

( b ) 50톤 이상외 어선에 의한 저인망 어업에 대하여는  
54밀리미터 이상

( c ) 선망 어업중 전갱이 또는 고등어를 대상으로  
하는 어망의 선망의 주요 부분에 대하여는 30밀리미터  
이상

### 4 집어등의 광폭 (발전기의 총 설비 용량)

( a ) 선망 어업에 대하여는 1통 당 10킬로와트  
이하의 동선 2척 및 7.5킬로와트 이하의 동선 1척으로

하고, 합계 27.5킬로와트 이하

( b ) 60톤 이상의 어선에 의한 고등어 낚시 어업에  
대하여는 10킬로와트 이하

##### 5 감찰 및 표시

( a ) 공동 규제 구역 안에 들어하는 어선은 각 정부가  
발급하는 감찰을 소지하고 또한 표시를 부착하여야 한다.  
단, 선망 어업에 종사하는 어선에 대하여는 망선 이외의  
어선은 감찰을 소지할 필요가 없으며, 또한 망선은 정  
표시, 망선 이외의 어선은 정 표시에 부합하는 부 표시를  
각각 부착하여야 한다.

( b ) 감찰 및 표시의 총수 (저인망 어업 및 고등어  
낚시 어업에 종사하는 어선에 대하여는 각 어선에 부착하는  
2개의 표시를 하나로 계산하고, 선망 어업에 종사하는  
어선에 대하여는 망선에 부착하는 2개의 정 표시를 하나로  
계산함)는 잠정적 어업 규제 조치의 대상이 되는 여업별로  
당해 어업에 관한 최고 출어 척수 및 통수와 동수로 한다.  
단, 어업의 실패에 비추어 50톤 이상의 어선에 의한 저인망  
어업에 대하여는 그 최고 출어 척수의 15퍼센트까지, 50톤  
미만의 어선에 의한 저인망 어업에 대하여는 그 최고 출어  
척수의 20퍼센트까지 각각 증가 발급할 수 있다.

( c ) 표시의 양식 및 부착 장소는 양 제약국  
정부 간의 협의에 의하여 정하여 진다.



EXCHANGE OF NOTES CONCERNING THE STRAIGHT BASELINES IN CONNECTION WITH THE ESTABLISHMENT OF THE FISHERY ZONE OF THE REPUBLIC OF KOREA

ÉCHANGE DE NOTES RELATIF AU TRACÉ DES LIGNES DROITES À PARTIR DESQUELLES DOIT ÊTRE DÉLIMITÉE LA ZONE DE PÊCHE DE LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE

## I

[KOREAN TEXT — TEXTE CORÉEN]

1965년 6월 22일

토오코오에서

각하,

본관은 금일 서명된 대한 민국과 일본국 간의 어업에 관한 협정에 언급하여, 대한 민국 정부가 대한 민국의 어업에 관한 수역의 설정에 관하여 다음의 직선 기선을 결정할 의향임을 언명하는 영광을 가집니다.

- (1) 장거곶 및 담만곶의 각각의 돌단을 연결하는 직선에 의한 만구의 폐쇄선
- (2) 화암추 및 범월곶의 각각의 돌단을 연결하는 직선에 의한 만구의 폐쇄선
- (3) 1.5미터역암, 생도, 흥도, 간여암, 상백도 및 거문도의 각각의 남단을 차례로 연결하는 직선
- (4) 소명도, 서귀열비도, 어청도, 직도, 상황등도 및 횡도 (안마근도)의 각각의 서단을 차례로 연결하는 직선

본관은 각하가 일본국 정부를 대신하여 전기의 직선 기선의  
결정에 대하여 일본국 정부로서 이의가 없음을 확인하면 대한 민국  
정부는 이 문제에 대하여 일본국 정부와의 협의가 종료한 것으로  
간주할 것임을 언명하는 영광을 가집니다.

각하에게 새로이 본관의 변함없는 경의를 표하는 바입니다.

이 동원  
외무부 장관

일본국 외무대신

시이나 에쓰사부로오

외무성

도오코오.

ないことを日本国政府に代わつて確認されれば、大韓民国政府は、この問題についての日本国政府との協議が終了したものとみなすことを申し述べる。光榮を有します。

本大臣は、大韓民国政府が大韓民国の漁業に関する水域の設定に関して前記の直線基線を決定されることについて日本国政府として異議がないことを申し述べる光榮を有します。

本大臣は、以上を申し進めるに際し、ここに重ねて閣下に向かつて敬意を表します。

千九百六十五年六月二十二日

日本国外務大臣 椎名悦三郎

大韓民国外務部長官 李東元閣下

## II

## [JAPANESE TEXT — TEXTE JAPONAIS]

(韓国の漁業に関する水域の直線基線に関する交換公文)

(日本側書簡)

書簡をもつて啓上いたします。本大臣は、本日付けの閣下の次の書簡を受領したことを確認する光栄を有します。

本長官は、本日署名された大韓民国と日本国との間の漁業に関する協定に言及し、大韓民国政府が大韓民国の漁業に関する水域の設定に関して次の直線基線を決定する意向であることを申し述べ光栄を有します。

- (1) 長髯岬及び達萬岬のそれぞれの突端を結ぶ直線による湾口の閉鎖線
- (2) 花岩岬及び凡月岬のそれぞれの突端を結ぶ直線による湾口の閉鎖線
- (3) 一・五メートル岩、生島、鴻島、于汝岩、上白島及び巨文島のそれぞれの南端を順次結ぶ直線

- (4) 小鈴島、西格列飛島、於青島、櫻島、上旺嶮島及び横島(鞍馬群島)のそれぞれの西端を順次結ぶ直線

本長官は、閣下が前記の直線基線の決定について日本国政府として異議が

EXCHANGE OF NOTES CONCERNING THE FISHERY ZONE OF THE REPUBLIC OF KOREA      ÉCHANGE DE NOTES CONCERNANT LA ZONE DE PÊCHE DE LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE

## I

[KOREAN TEXT — TEXTE CORÉEN]

1965년 6월 22일

토요일에

국가.

본관은 금일 서명된 대한 민국과 일본국 간의 어업에 관한 협정에 언급하여, 양국 정부 대표간에 도달된 다음의 양해를 확인하는 의사를 가집니다.

잠정적 조치로서, 대한 민국이 설정하는 어업에 관한 수역을 구획하는 선과 다음 각 선에 의하여 둘러 싸이는 수역이 당분간 대한 민국의 어업에 관한 수역에 포함된다.

- (1) 북위 33도 48분 15초와 동경 127도 21분의 교점, 북위 33도 47분 30초와 동경 127도 13분의 교점 및 우도의 진동 12해리의 접을 차력으로 연결하는 직선
- (2) 북위 33도 56분 25초와 동경 125도 55분 30초의 교점과 북위 33도 28분 20초와 동경 125도 56분 20초의 교점을 연결하는 직선

위의 양해를 일본국 정부를 대신하여 확인하는 각국의 외관을 접수할 때에는 대한 민국 정부는 본 서한과 각국의 외관이 상기 협정의 합도입자에 토력이 발생하는 양국 정부간의 합의를 구성하는 것으로 간주할 것입니다.

각자에게 새로이 본관의 변함없는 경의를 표하는 바입니다.

이 동원  
외무부 장관

일본국 외무대신

시이나 에쓰사부로오

외무성

토오코오.

(2) 北緯三十三度五十六分二十五秒と東経百二十五度五十五分三十秒との交点と北緯三十三度二十四分二十秒と東経百二十五度五十六分二十秒との交点を結ぶ直線

前記の了解を日本国政府に代わつて確認される閣下の返簡を受領したときは、大韓民国政府は、この書簡及び閣下の返簡が前記の協定の効力発生の日に効力を生ずる両国政府間の合意を構成するものとみなします。

本大臣は、前記の了解が日本国政府の了解でもあること並びに日本国政府が閣下の書簡及びこの返簡を前記の協定の効力発生の日に効力を生ずる両国政府間の合意を構成するものとみなすことを確認する光榮を有します。

本大臣は、以上を申し進めるに際し、ここに重ねて閣下に向かつて敬意を表します。

千九百六十五年六月二十二日

日本国外務大臣 椎名悦三郎

大韓民国外務部長官 李東元閣下

## II

[JAPANESE TEXT — TEXTE JAPONAIS]

(韓国の漁業に関する水域に関する交換公文)

(日本側書簡)

書簡をもつて啓上いたします。本大臣は、本日付けの閣下の次の書簡を受領したことを確認する光榮を有します。

本長官は、本日署名された大韓民国と日本国との間の漁業に関する協定に言及し、両国政府の代表の間で到達された次の了解を確認する光榮を有します。

暫定的措置として、大韓民国が設定する漁業に関する水域を画する線と次のそれぞれの線とにより囲まれる水域は、当分の間大韓民国の漁業に関する水域に含まれることとする。

- (1) 北緯三十三度四十八分十五秒と東経百二十七度二十一分との交点、北緯三十三度四十七分三十秒と東経百二十七度十三分との交点及び牛島の真東十二海里の点を順次結ぶ直線



## 9 無害通航に関し、

領海及び漁業に関する水域における無害通航（漁船は漁具を格納した場合に限る。）は、国際法規によるものであることが確認される。

## 10 海難救助及び緊急避難に関し、

両国政府は、両国の漁船の海難救助及び緊急避難に関し、できる限りすみやかに取極を行なうものとする。その取極が両国政府の間で行なわれる前においても、両国政府は、両国の漁船の海難救助及び緊急避難について国際慣行に従つてできる限り適切な救助及び保護を与えるものとする。

千九百六十五年六月二十二日に東京で

E · S ·

T · W · L ·

置を執る。

(b) 大韓民国政府が前記の大韓民国の漁業禁止水域内の黄海の部分において大韓民国の五十トン未満の漁船による底びき網漁業及び同水域内の日本海の部分において大韓民国のえび底びき網漁業に関して実施している制度は、例外的に認められる。

(c) 一方の国の監視船上にある権限を有する公務員が(ii)に掲げるその国の水域において他方の国の漁船が操業していることを発見した場合には、その事実につき当該漁船の注意を喚起するとともに、すみやかにその旨を当該他方の国の監視船上にある権限を有する公務員に通報することができる。当該他方の国の政府は、当該漁船の取締り及びこれに対する管轄権の行使に当たつて、その通報を尊重することとし、その結果執られた措置を当該一方の国の政府に対し通報する。

のとする。

7 沿岸漁業に関し、

両国政府は、沿岸漁業（底びき網漁業、まき網漁業及び六十トン以上の漁船によるさばつり漁業を除く。）の操業の実態に関して情報の交換を行ない、漁場秩序を維持するため必要なときは、相互に協議を行なう。

8 国内漁業禁止水域等の相互尊重に関し、

(a) 日本国政府が現在設定している底びき網漁業及びまき網漁業についての漁業禁止水域並びに底びき網漁業についての東経百二十八度、東経百二十八度三十分、北緯三十三度九分十五秒及び北緯二十五度の各線で囲まれた水域と大韓民国政府が現在設定している底びき網漁業及びトロール漁業についての漁業禁止水域とに関し、両国政府は、それぞれ相手国のこれらの水域において当該漁業に自国の漁船が従事しないようにするため必要な措

員の中から選任する。事務局長の任期は、一年とする。事務局長は、自国の関係当局の補佐を受け、及び、必要に応じ、自国に駐在する他方の締約国の権限を有する公務員の援助を受けて、委員会の会議の開催準備を含め、その他の必要な事務局の事務を遂行する。

5 仲裁委員会に関し、

協定第九条<sup>3</sup>にいう両国政府のそれぞれが選定する国及びそれらの国の政府が協議により決定する第三国は、日本国及び大韓民国の双方と外交関係を有する国のうちから選ばれるものとする。

6 監視船間の出漁状況の情報提供に関し、

一方の国の監視船は、共同規制水域内における漁船の出漁状況につき必要と認めるときは、他方の国の監視船に対して必要な情報を提供するよう要請することができる。当該他方の国の監視船は、できる限りこの要請に応ずるも

(c) いずれの国の政府も、他方の国の政府の要請があつたときは、暫定的漁業規制措置に関し、自国内における取締りの実施状況を視察させるための便宜を、このために特に権限を与えられた他方の国の政府の公務員に対し、できる限り与える。

(d) いずれの国の政府も、他方の国の政府の要請があり、かつ、これを適当と認めるときは、暫定的漁業規制措置に関して自国がその漁船に対して行なう取締りの実施に当たり、その実情の視察のため、当該他方の国の政府の公務員をもつばら漁業の取締りに従事する自国の監視船に乗船させるための便宜を相互にできる限り与える。

4

日韓漁業共同委員会に関し、

日韓漁業共同委員会は、その常設の事務局の事務局長を、毎年の定例年次会議の閉会前に、翌年の定例年次会議が開催される締約国の国別委員部の委

(a) 一方の国の監視船上にある権限を有する公務員は、他方の国の漁船が現に暫定的漁業規制措置に明らかに違反していると信ずるに足りる相当の理由のある事実を発見したときは、直ちにこれをその漁船の属する国の監視船上にある権限を有する公務員に通報することができる。当該他方の国の政府は、当該漁船の取締り及びこれに対する管轄権の行使に当たつて、その通報を尊重することとし、その結果執られた措置を当該一方の国の政府に対し通報する。

(b) 両国の監視船は、暫定的漁業規制措置に関してそれぞれ自国の漁船に対して行なう取締りの実施に当たり、その取締りを円満かつ効果的に行なうため、必要に応じ、あらかじめ両国の関係当局間において協議されたところに従い、相互に連携して巡視し、かつ、緊密な連絡を保持することができる。

事する自国の漁船が共同規制水域内において漁獲した漁獲物を水揚げすべき港を指定する。

(c) いずれの国の政府も、自国の出漁漁船による共同規制水域内におけるその漁獲量の報告及び水揚港における調査を通じ、漁獲量を月別に集計し、その結果を毎年少なくとも四回他方の国の政府に通報する。

(d) いずれの国の政府も、他方の国の政府の公務員が3回の視察を行なう際に、当該他方の国の政府の要請があつたときは、その公務員に対し、暫定的漁業規制措置の適用の対象となつている自国の漁船による漁獲物の水揚状況を視察させるための便宜をもあわせてできる限り与え、また、漁獲量の報告及び集計の状況についてできる限り説明が行なわれるよう取り計らう。

3

暫定的漁業規制措置に関する取締り及び違反に関し、

漁船によるさばつり漁業による年間総漁獲基準量は、十五万トン（上下十パーセントの変動がありうる。）とし、日本国については、この十五万トンの内訳は、五十トン未満の漁船による底びき網漁業については一万トン、五十トン以上の漁船による底びき網漁業については三万トン及びまき網漁業と六十トン以上の漁船によるさばつり漁業については十一万トンであるものとする。年間総漁獲基準量は、最高出漁隻数又は統数によつて操業を規制するに当たり指標となる数量であるものとする。いずれの国の政府も、共同規制水域内における底びき網漁業、まき網漁業及び六十トン以上の漁船によるさばつり漁業による年間総漁獲量が十五万トンを超過すると認められる場合には、漁期中においても年間総漁獲量を十六万五千トン以下にとどめるため出漁隻数又は統数を抑制するよう行政指導を行なう。

(b) いずれの国の政府も、暫定的漁業規制措置の適用の対象となる漁業に従



## AGREED MINUTES — PROCÈS-VERBAUX APPROUVÉS

[JAPANESE TEXT — TEXTE JAPONAIS]

日本国と大韓民国との間の漁業に関する協定についての合意された議事録

日本国政府代表及び大韓民国政府代表は、本日署名された日本国と大韓民国との間の漁業に関する協定に関して次の了解に到達した。

1 証明書及び標識に関し、

(a) 両国政府は、証明書及び標識が、港内における場合を除き、海上において一の漁船から他の漁船に引き渡されることがないように行政指導を行なう。

(b) 一方の国の政府は、自国の出漁漁船の正午位置報告に基づき漁業別出漁状況を月別に集計して毎年少なくとも四回他方の国の政府に通報する。

2 年間総漁獲基準量に関し、

(a) 共同規制水域内における底びき網漁業、まき網漁業及び六十トン以上の

## AGREED MINUTES — PROCÈS-VERBAUX APPROUVÉS

[KOREAN TEXT — TEXTE CORÉEN]

일본국과 대한 민국 간의 어업에 관한 협정에  
대한 합의 의사록

일본국 정부 대표 및 대한 민국 정부 대표는 금일 서명된  
일본국과 대한 민국 간의 어업에 관한 협정에 관하여 다음 양해에  
도달하였다.

## 1 감찰 및 포지에 관하여

(a) 양국 정부는 감찰 및 포지가 항구 안에서의  
경우를 제외하고는 해상에서 어느 어선으로부터 다른 어선에  
인도되는 일이 없도록 행정 지도를 한다.

(b) 일방국의 정부는, 자국의 출어 어선의 정오 위치  
보고에 의거하여 어업별 출어 상황을 일별로 집계하여 매년  
적어도 4회 타방국의 정부에 통보한다.

## 2 연간 총 어획 기준량에 관하여

(a) 공동 규제 구역 안에서의 저인망 어업, 선망  
어업 및 60톤 이상의 어선에 의한 고등어 낚시 어업에 의한  
연간 총 어획 기준량은 15만톤 (삼하 10퍼센트의 변동이

있을 수 있음)으로 하고, 일본국에 대하여는 이 15만톤의 내역을, 50톤 미만의 어선에 의한 저인망 어업에 대하여는 1만톤, 50톤 이상의 어선에 의한 저인망 어업에 대하여는 3만톤 및 선망 어업과 60톤 이상의 어선에 의한 고등어 낚시 어업에 대하여는 11만톤으로 한다. 연간 총 어획 기준량은 최고 총어 적수 또는 통수에 의하여 조업을 규제함에 있어서 지표가 되는 수량으로 한다. 어느 국가의 정부도 공동 규제 구역 안에서의 저인망 어업, 선망 어업 및 60톤 이상의 어선에 의한 고등어 낚시 어업에 의한 연간 총 어획량이 15만톤을 초과하지라고 인정하는 경우에는 여기중이라도 연간 총 어획량을 16만 5천톤 이하로 그치게 하기 위하여 총어 적수 또는 통수를 억제하도록 행정 지도를 한다.

(b) 어느 국가의 정부도 잠정적 어업 규제 조치의 적용의 대상이 되는 어업에 종사하는 자국의 어선이 공동 규제 구역 안에서 어획한 어획물을 양륙하여야 할 항구를 지정한다.

(c) 어느 국가의 정부도 자국의 총어 어선에 의한 공동 규제 구역 안에서의 어획량의 보고 및 양륙항에서의 조사를 통하여 어획량을 엄밀로 집계하여 그 결과를 매년

적어도 4회 타방국 정부에 통보한다.

(가) 어느 국가의 정부도 타방국 정부의 공무원이 3(c)의 시찰을 행함에 있어서 당해 타방국 정부의 요청이 있을 때에는 그 공무원에 대하여 잠정적 어업 규제 조치의 적용 대상이 되고 있는 자국의 어선에 의한 어획물의 양륙 상황을 시찰시키기 위한 편의도 가능한 한 제공하며 또한 어획량의 보고 및 집계외 상황에 대하여 가능한 한 설명이 행하여지도록 한다.

### 3 잠정적 어업 규제 조치에 관한 단속 및 위반에 관하여

(a) 일방국의 감시선 상에 있는 권한 있는 공무원은 타방국의 어선이 현재 잠정적 어업 규제 조치를 분명히 위반하고 있다고 믿을 만한 상당한 이유가 있는 사실을 발견하였을 때에는, 곧 이를 그 어선이 속하는 국가의 감시선 상에 있는 권한 있는 공무원에게 통보할 수 있다. 당해 타방국 정부는 당해 어선의 단속 및 이에 대한 관할권을 행사함에 있어서 그 통보를 존중하며, 그 결과 취하여진 조치를 당해 일방국 정부에 통보한다.

(b) 양국의 감시선은 잠정적 어업 규제 조치에 관하여 각각 자국 어선에 대한 단속을 실시함에 있어서

이를 엄만하고 효과적으로 행하기 위하여 필요에 따라,  
사건에 양국의 관계 당국 간에서 협의되는 바에 따라  
상호 제휴하여 순시하고, 또한 긴밀한 연락을 유지할 수  
있다.

(c) 어느 국가의 정부도 타방국 정부의 요청이 있을  
때에는 잠정적 어업 규제 조치에 관한 자국 안에서의  
단속의 실시 상황을 시찰할 수 있도록, 이를 위하여 특히  
권한을 부여 받은 타방국 정부의 공무원에 대하여, 가능한  
한 편의를 제공한다.

(d) 어느 국가의 정부도 타방국 정부의 요청이 있고  
또한 이를 적당하다고 인정할 때에는, 잠정적 어업 규제  
조치에 관하여 자국 어선에 대한 단속을 실시함에 있어서  
그 실정을 시찰하게 하기 위하여 당해 타방국 정부의 공무원을  
오로지 어업의 단속에 종사하는 자국의 감시선에 승선시키기  
우 편의를 상호 가능한 한 제공한다.

#### 4 일한 어업 공동 위엄회에 관하여

일한 어업 공동 위엄회는 상설 사무국의 사무국장을  
매년 정기 연차 회의의 폐회 전에 익년의 정기 연차 회의가 개최될  
체약국의 국별 위엄부의 위엄 중에서 선임한다. 사무국장의

입기는 1년으로 한다. 사무국장은 자국의 관계 당국의 보좌를 받으며, 또한 필요에 따라 자국에 주재하는 타방 체약국의 권한있는 공무원의 업조를 받아 위원회의 회의 개최 준비를 포함한 기타의 필요한 사무국의 사무를 수행한다.

#### 5 중재 위원회에 관하여

협정 제 9조 3에서 규정한 양국 정부가 각각 선정하는 국가 및 이들 국가의 정부가 협의에 의하여 결정하는 제 3국은 대한 민국 및 일본국의 양국과 외교 관계가 있는 국가 중에서 선정한다.

#### 6 감시선 간의 출어 상황의 정보 제공에 관하여

일방국의 감시선은 공동 규제 구역 안에서 어선의 출어 상황에 대하여 필요하다고 인정할 때에는, 타방국 감시선에 대하여 필요한 정보를 제공하도록 요청할 수 있으며 당해 타방국 감시선은 가능한 한 이에 응한다.

#### 7 연안 어업에 관하여

양국 정부는 연안 어업 (저인망 어업, 선망 어업 및 60톤 이상의 어선에 의한 고등어 낚시 어업을 제외함) 의 조업 실태에 관하여 정보를 교환하고, 어장 질서를 유지하기 위하여 필요할 때에는 상호 협의한다.

8 국내 어업 금지 구역 등의 상호 존중에 관하여

( a ) 일본국 정부가 현재 설정하고 있는 저인망 어업 및 선망 어업에 관한 어업 금지 구역과 저인망 어업에 관한 동경 128도, 동경 128도 30분, 북위 33도 9분 15초 및 북위 25도의 각선으로 둘러 싸인 구역과 대한 민국 정부가 현재 설정하고 있는 저인망 어업 및 트롤 어업에 관한 어업 금지 구역에 관하여, 양국 정부가 각각 상대국의 구역에서 당해 어업에 자국 어선이 종사하지 아니하도록 하기 위하여 필요한 조치를 취한다.

( b ) 대한 민국 정부가 전기한 대한 민국의 어업 금지 구역 안의 황해 부분에서, 대한 민국의 50톤 미만의 어선에 의한 저인망 어업 및 동 구역 안의 동해 부분에서 대한 민국의 새우 저인망 어업에 관하여 실시하고 있는 제도는 예외적으로 인정된다.

( c ) 일방국의 감시 선상에 있는 권한있는 공무원이 ( a )에서 열거한 동국의 구역에서 타방국의 어선이 조업하고 있음을 발견하였을 경우에는, 그 사실에 관하여 당해 어선에 주의를 환기시키고 또한 조속히 이를 당해 타방국의 감시 선상에 있는 권한 있는 공무원에게 통보할 수 있다. 당해 타방국 정부는 당해 어선의 단속 및 이에 대한 권한권을

행사함에 있어서 그 통보를 존중하며, 그 결과 취하여진 조치를 당해 일방국 정부에 통보한다.

9 무해 통항에 관하여

영해 및 어업에 관한 구역에서의 무해 통항 (어선은 어구를 격납한 경우에 한함)은 국제 법규에 따르는 것임이 확인된다.

10 해난 구조 및 긴급 피난에 관하여

양국 정부는 양국의 어선의 해난 구조 및 긴급 피난에 대하여 가능한 한 조속히 약정한다. 그 약정이 양국 정부 간에 이루어지기 전에도 양국 정부는 양국 어선의 해난 구조 및 긴급 피난에 대하여 국제 관행에 따라 가능한 한 적절한 구조 및 보호를 한다.

1965년 6월 22일

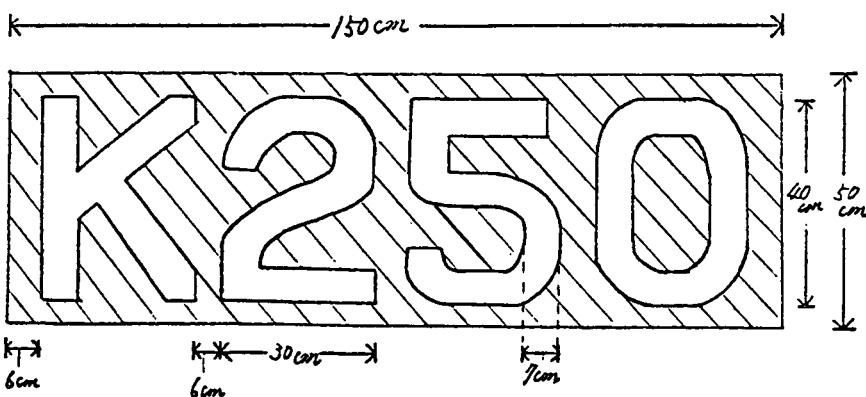
토오쿄오에서

E.S.

T.W.L.

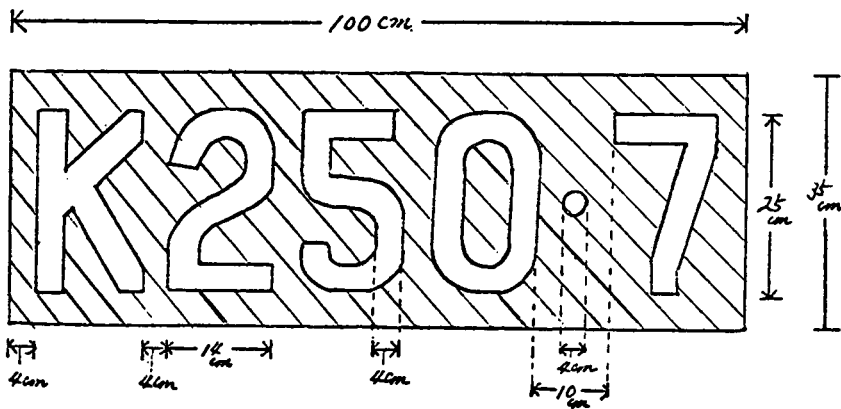


(正)



(b) 韓国側様式

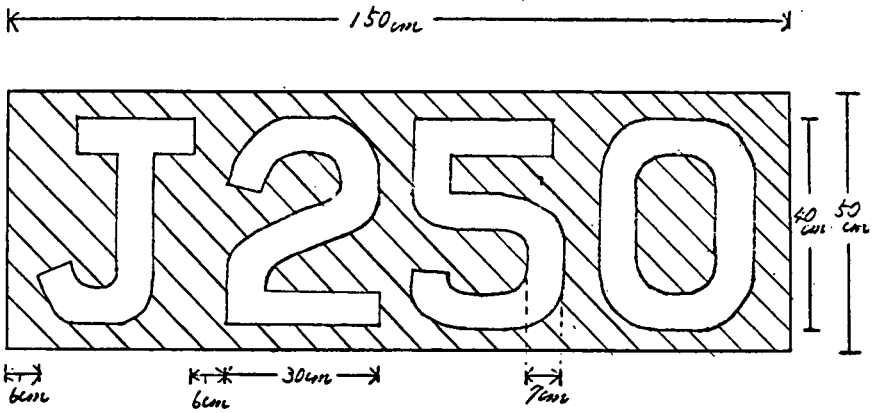
(副)



(備考) 斜線の部分は黄橙色、その他の部分は黒色とする。

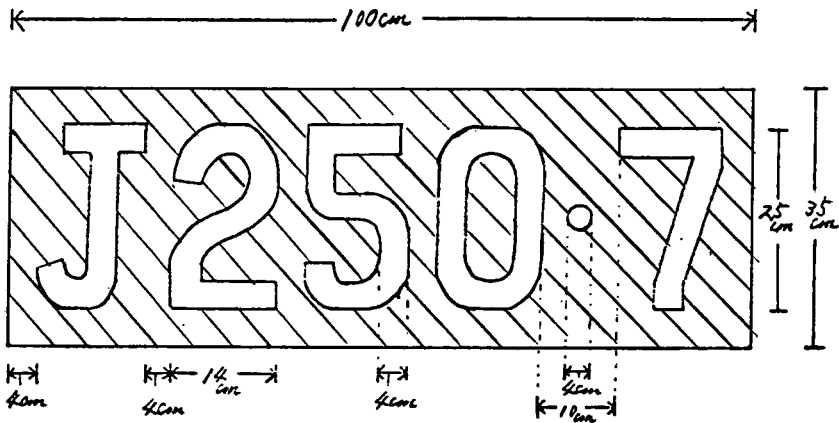
(正)

(備考) 斜線の部分は黄橙色、その他の部分は黒色とする。



(a) 日本側様式

(副)



力を生ずる兩國政府間の合意を構成するものとみなします。

本大臣は、以上を申し進めるに際し、ここに重ねて閣下に向かつて敬意を表します。

千九百六十五年六月二十二日

日本国外務大臣 椎名悦三郎

大韓民国外務部長官 李東元閣下

EXCHANGE OF NOTES CONCERNING IDENTIFICATION MARKINGS      ÉCHANGE DE NOTES RELATIF AUX MARQUES DISTINCTIVES

## I

## [JAPANESE TEXT — TEXTE JAPONAIS]

(漁業協定附属書に定める標識に関する交換公文)

(日本側書簡)

書簡をもつて啓上いたします。本大臣は、日本国と大韓民国との間の漁業に関する協定の附属書に定める標識の様式及び附着場所につき、両国政府の代表者の間で次のとおり了解に到達したことを確認する光榮を有します。

1 標識には、漁船の国籍を示す略字並びに漁業の種類及び根拠地港を識別することができるよう番号を付するものとし、その様式は、別紙のとおりとする。

2 標識には、夜間において前記の略字及び番号を識別することができるような塗料を塗付するものとする。

3 すべての標識には、おのおの政府の発給証印を付するものとする。

4 標識の附着場所は、船橋の両側の上辺の見やすいところとする。

前記の了解を大韓民国政府に代わつて確認される閣下の返簡を受領したときは、日本国政府は、この書簡及び閣下の返簡が前記の協定の効力発生の日に効

## II

[KOREAN TEXT — TEXTE CORÉEN]

1965년 6월 22일

토오코오에서

각하,

본관은 금일자의 각하의 다음과 같은 서한을 접수한 것을 확인하는 영광을 가집니다.

"본관은 일본국과 대한 민국 간의 어업에 관한 협정의 부속서에 규정된 포지의 양식 및 부착 장소에 대하여 양국 정부 대표 간에 도달된 다음 양해를 확인하는 영광을 가집니다.

- 1 포지에는 어선의 국적을 표시하는 약자 및 어업 종류와 근거지 항을 식별할 수 있는 번호를 부여하고, 그 양식은 별지와 같이 한다.
- 2 포지에는 약간에 있어서도 전기의 약자 및 번호를 식별할 수 있는 도표를 친한다.
- 3 모든 포지에는 각 정부의 발급 증인을 날인한다.
- 4 포지의 부착 장소는 선교 양측 위외 보이기 쉬운 곳으로 한다.

위의 양해를 대한 민국 정부를 대신하여 확인하는 각하의 회한을 접수할 때에는 일본국 정부는 본 서한과 각하의 회한이 상기 협정 발효 일자에 효력이 발생하는 양국 정부 간의 합의를 구성하는 것으로 간주할 것입니다."

본관은 위의 양해가 대한 민국 정부의 양해이며 또한 대한 민국 정부는 이 회한과 각하의 서한이 상기 협정의 발효 일자에 효력이 발생하는 양국 정부 간의 합의를 구성하는 것으로 간주할 것임을 확인하는 영광을 가집니다.

각하에게 새로이 본관의 변함없는 경외를 표하는 바입니다.

외무부 장관

이동원

일본국 외무대신

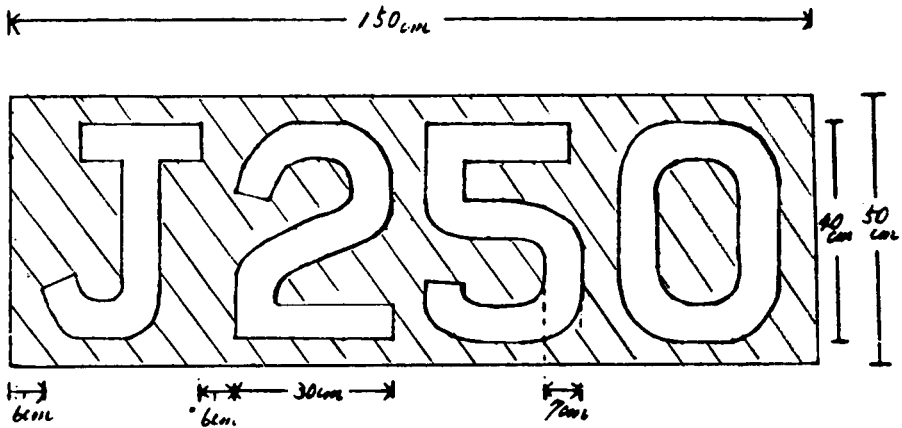
시이나 에쓰 사부로우

외무성

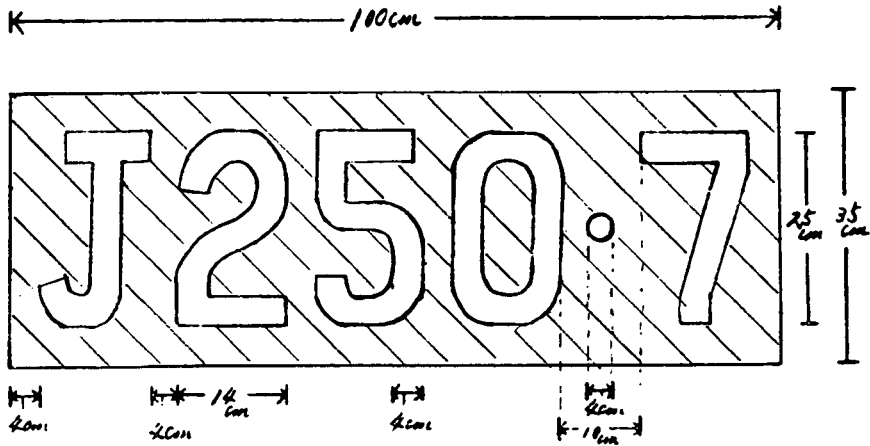
도오쿄오.

( a ) 일본국 양식

( 양 )



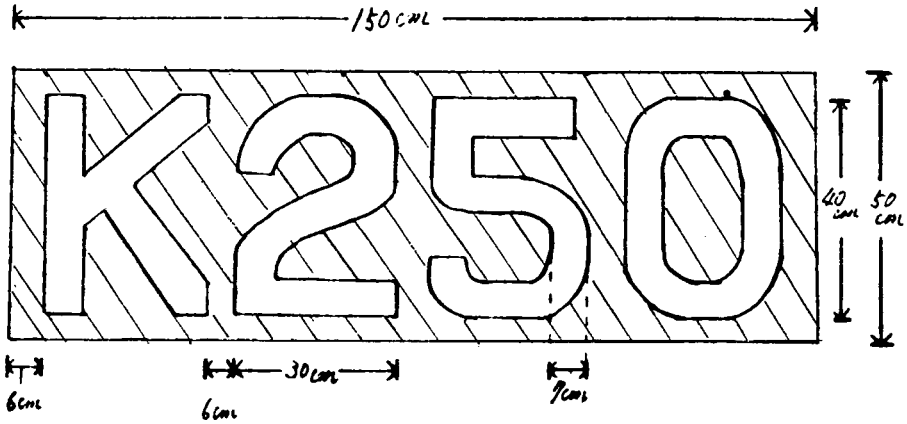
( 부 )



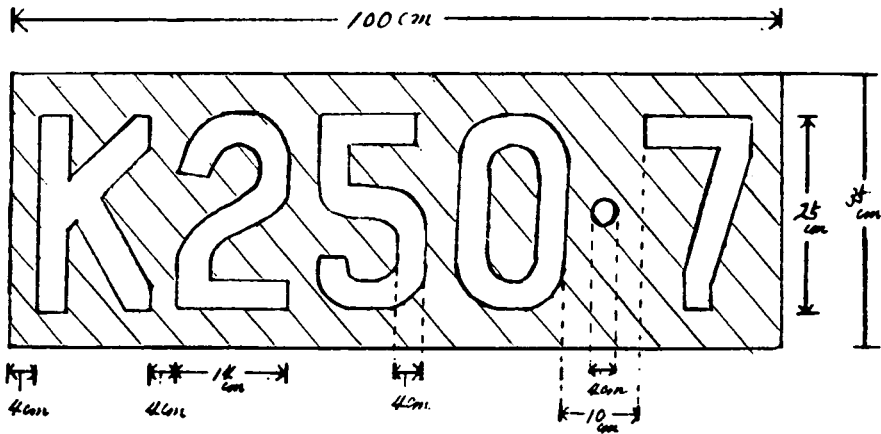
비고: 사선 부분은 황등색, 기마의 부분은 옥색으로 한다.

( b ) 한국국 양식

( 가 )



( 나 )



비고: 사선 부분은 옥색, 거마의 부분은 황동색으로 한다.



EXCHANGE OF NOTES CONCERN- ÉCHANGE DE NOTES RELATIF À  
 ING CO-OPERATION ON FISH- LA COOPÉRATION DANS LES  
 ERIES PÊCHERIES

## I

[KOREAN TEXT — TEXTE CORÉEN]

1965년 6월 22일

토오쿄오에서

각각.

본관은 금일 서명된 대한 민국과 일본국 간의 어업에 관한 협정에 언급하여, 양국 정부 대표간에 도달된 다음 양해를 확인하는 영장을 거칩니다.

양국 정부는 양국 어업의 발전과 향상을 도모하기 위하여 기술 및 경제 분야에서 가능한 한 상호 밀접하게 협력한다.

이 협력에는 다음을 포함한다.

- (1) 어업에 관한 정보 및 기술의 교환
- (2) 어업 전문가 및 기술자의 교류

위의 양해를 일본국 정부를 대신하여 확인하는 각국의 회합을 접수할 때에는 대한 민국 정부는 본 서함과 각국의 회합이 상기 협정의 발효일자에 효력이 발생하는 양국 정부 간의 합의를 구성하는 것으로 간주할 것입니다.

각국에게 새로이 본관의 변함없는 경의를 표하는 바입니다.

이 동원  
외무부 장관

일본국 외무대신

시이나 에쓰사부로오

외무성

토오코오.

は、大韓民国政府は、この書簡及び閣下の返簡が前記の協定の効力発生の日に効力を生ずる両国政府間の合意を構成するものとみなします。

本大臣は、前記の了解が日本国政府の了解でもあること並びに日本国政府が閣下の書簡及びこの返簡を前記の協定の効力発生の日に効力を生ずる両国政府間の合意を構成するものとみなすことを確認する光榮を有します。

本大臣は、以上を申し進めるに際し、ここに重ねて閣下に向かつて敬意を表します。

千九百六十五年六月二十二日

日本国外務大臣 椎名悦三郎

大韓民国外務部長官 李東元閣下

## II

## [JAPANESE TEXT — TEXTE JAPONAIS]

(漁業協力に関する交換公文)  
(日本側書簡)

書簡をもつて啓上いたします。本大臣は、本日付けの閣下の次の書簡を受領したことを確認する光栄を有します。

本長官は、本日署名された大韓民国と日本国との間の漁業に関する協定に言及し、両国政府の代表の間で到達された次の了解を確認する光栄を有します。

両国政府は、両国の漁業の発展と向上を図るため、技術及び経済の分野においてできる限り相互に密接に協力するものとする。

この協力のうちには、次のことが含まれる。

- (1) 漁業に関する情報及び技術を交換すること。
- (2) 漁業専門家及び技術者を交流させること。

前記の了解を日本国政府に代わつて確認される閣下の返簡を受領したとき

- 間隔を含む。)
- 三 避航に関する事項
- (一) 漁ろう作業中の漁船の優先の原則
- (二) 漁ろう作業中の漁船相互の避航についての原則
- (三) 漁ろう作業中に事故（漁具喪失、ロープ切断等）に会つた漁船優先の原則
- 四 投びよう及び停泊についての注意事項
- 五 海難救助に関する事項
- 六 漁船及び漁具の被害補償に関する事項

(別紙)

操業安全及び秩序維持に関する項目

一 標識及び信号

- (一) 漁船の漁ろう作業中の事実を示す標識
- (二) 漁船の漁ろう中に生じた事故を示す標識
- (三) 漁船の夜間における投びよう及び停泊を示す標識
- (四) 漁船の夜間識別信号及び針路汽笛信号

二 操業中の遵守事項

- (一) 前方の漁ろう作業中の漁船の操業を尊重する原則
- (二) 漁ろう作業中の漁具の延伸区域を尊重する原則
- (三) 複数の漁ろう体の並航操業の場合における原則
- (四) ふくそうする漁場における操業の原則（まき網漁業における灯<sup>ひ</sup>船の操業

LETTERS EXCHANGED CONCERNING THE SAFETY OF OPERATION, MAINTENANCE OF ORDER AND SETTLEMENTS OF ACCIDENTS AT SEA

ÉCHANGE DE LETTRES RELATIF À LA SÉCURITÉ ET À LA POLICE DE LA PÊCHE, ET AU RÈGLEMENT DES ACCIDENTS EN MER

## I

## [JAPANESE TEXT — TEXTE JAPONAIS]

(安全操業に関する往復書簡)

(日本国外務省アジア局長の韓国外務部亜州局長あて書簡)

本官は、本日本国と大韓民国との間の漁業に関する協定が署名されるに際し、日本国の水産当局が、日韓両国の漁船間の操業の安全を図り、かつ、その正常な秩序を維持するため及び海上における両国の漁船間の事故の円滑かつ迅速な解決を図る目的に資するため、両国の民間関係団体の間において別紙に掲げる項目をもつた取決めができる限りすみやかに行なわれるように日本国の民間関係団体を指導する意向であることを申し述べます。

昭和四十年六月二十二日

外務省アジア局長 後宮虎郎

外務部亜州局長 延河亀殿

## II

[KOREAN TEXT — TEXTE CORÉEN]

1965년 6월 22일

토오쿄오에서

본관은 규약의 대한 민국과 일본국 간의 어업에 관한 협정이 서명됨에 즈음하여, 대한 민국의 수산 당국은 한 일 양국 어선 간의 조업 안전을 도모하고 정상적인 질서를 유지하기 위하여, 또한 핵상에서의 양국 어선 간의 사고의 원활하고 신속한 해결을 도모할 목적에 기여하기 위하여, 양국의 민간 관계 단체 간에서 범지에 범거한 항목을 포함한 약정이 가능한 한 조속히 이루어 지도록 대한 민국의 민간 관계 단체를 지도할 의향임을 언명하는 바입니다.

연하구  
아주국장 연하구

일본국 외무성 아세아국장

우시로 다우 도락오

외무성

토오쿄오.



별지

## 조업 안전 및 질서 유지에 관한 항목

## 1 포지 및 신호

- (1) 어토 작업 중인 어선이 그 사실을 표시하는 포지
- (2) 어선의 어토 중에 발생한 사고를 표시하는 포지
- (3) 어선의 야간에 있어서의 투포 및 정박을 표시하는 포지
- (4) 어선의 야간 식별 신호 및 칙포 기적 신호

## 2 조업 중의 준수 사항

- (1) 전방에서 어토 작업 중인 어선의 조업을 존중하는 원칙
- (2) 어토 작업 중인 어구의 연선 구역을 존중하는 원칙
- (3) 복수의 어토척의 병행 조업에 있어서의 원칙
- (4) 특주하는 어장에서의 조업 원칙 (선망 어업에 있어서는 등선의 조업 간격을 포함함)

## 3 피항에 관한 사항

- (1) 어토 작업 중인 어선 우선의 원칙
- (2) 어토 작업 중인 어선 상호 피항에 대한 원칙
- (3) 어토 작업 중의 사고 어선 (어구 상실, 투포 중단 등) 우선의 원칙

## 4 투포 및 정박에 관한 주의 사항

## 5 해난 구조에 관한 사항

## 6 어선, 어구의 피해 보상에 관한 사항

の漁船で共同規制水域内に出漁するものの大半は零細な経営規模のものであり、その操業区域もこのような漁船の出漁能力の実体からみて同水域内においては主として対馬北方から済州島北西方までであり、このような実体は、当該漁業の実情からみて今後大きく変動するようなものではないと考えられる。

韓国側代表

(a) 協定についての合意された議事録<sup>2</sup>(a)にいう「出漁隻数又は統数を抑制するよう行政指導を行なう。」における行政指導には、証明書及び標識の発給数の調整が行なわれるよう指導することを含む。

(b) 協定についての合意された議事録<sup>3</sup>(c)にいう自国内における取締りの実施状況の視察には、証明書及び標識の発給状況についての説明が行なわれることを含む。

T · H ·

K · S · L ·

## RECORD OF DISCUSSIONS — COMPTE RENDU DES DISCUSSIONS

[JAPANESE TEXT — TEXTE JAPONAIS]

## 討議の記録

日韓漁業協定の締結のための交渉に際し、日韓双方よりそれぞれ次の発言がなされた。

日本側代表

- (a) 協定についての合意された議事録 2 (a) にいう「出漁隻数又は統数を抑制するよう行政指導を行なう。」における行政指導には、証明書及び標識の発給数の調整が行なわれるよう指導することを含む。
- (b) 協定についての合意された議事録 3 (c) にいう自国内における取締りの実施状況の視察には、証明書及び標識の発給状況についての説明が行なわれることを含む。
- (c) 暫定的漁業規制措置の適用の対象とならない沿岸漁業に従事する日本国

## RECORD OF DISCUSSIONS — COMPTE RENDU DES DISCUSSIONS

[KOREAN TEXT — TEXTE CORÉEN]

## 토의 기록

일 합 어업 협정의 체결을 위한 고섭에 있어서 일 합 양측으로부터 각각 다음 발언이 있었다.

일본측 대표

- ( a ) 협정에 대한 합의 의사록 2 ( a )에서 말하는 "출어 척수 또는 통수틀 억제하도록 행정 지도를 한다"의 행정 지도에는, 감찰 및 표지의 발급수의 조정이 행하여 지도록 지도하는 것이 포함된다.
- ( b ) 협정에 대한 합의 의사록 3 ( c )에서 말하는 자국 내에서의 단속의 실시 상황의 시찰에는, 감찰 및 표지의 발급 상황에 대한 설명을 행하는 것도 포함된다.
- ( c ) 잠정적 어업 규제 조치의 적용의 대상이 되지 않는 연안 어업에 종사하는 일본국 어선으로서 공동 규제 수역 안에 출어하는 것의 대부분은 영세한 경영 규모의 것이며, 그 조업 구역도 이러한 어선의 출어 능력의 실태로 보아 동 수역 안에서는

주로 대마도 북방으로부터 제주도 서북방까지이며,  
이러한 실태는 당해 어업의 실정으로 보아 금후 크게  
변동할 것은 아니라고 생각한다.

한국측 대표

- ( a ) 협정에 대한 합의 의사록 2 ( a )에서 말하는  
"출어 척수 또는 통수를 억제하도록 행정지도를  
한다"의 행정 지도에는, 감찰 및 포지의 발급수의  
조정이 행하여 지도를 지도하는 것이 포함된다.
- ( b ) 협정에 대한 합의 의사록 3 ( c )에서 말하는 자국  
내에서의 단속의 실시 상황의 시찰에는 감찰 및  
포지의 발급 상황에 대한 설명을 행하는 것도 포함된다.

T.H

K.S.L.

[TRANSLATION<sup>1</sup> — TRADUCTION<sup>2</sup>]

No. 8472. AGREEMENT<sup>3</sup> ON FISHERIES BETWEEN  
JAPAN AND THE REPUBLIC OF KOREA. SIGNED AT  
TOKYO, ON 22 JUNE 1965

---

Japan and the Republic of Korea,

Desiring that the maximum sustained productivity of the fishery resources in waters of their common interest be maintained ;

Being convinced that the conservation of the said resources and their rational exploitation and development will serve the interest of both countries ;

Confirming that the principle of the freedom of the high seas shall be respected[,]  
unless otherwise specifically provided in the present Agreement ;

Recognizing the desirability of eliminating causes of disputes which may arise from their geographical proximity and the intermingling of their fisheries ; and

Desiring to cooperate mutually for the development of their fisheries ;

Have agreed as follows :

*Article I*

1. The Contracting Parties mutually recognize that each Contracting Party has the rights to establish within twelve nautical miles measured from its coastal baseline a sea zone over which it exercises exclusive jurisdiction with respect to fisheries (hereinafter referred to as "fishery zone"). However, in case where either Contracting Party uses a straight baseline in establishing its fishery zone, it shall determine such straight baseline *upon* [through] consultation with the other Contracting Party.

---

<sup>1</sup> Translation by the Government of Japan. The Secretariat also received an English translation of this agreement from the Government of the Republic of Korea which on certain points differs from that provided by the Government of Japan. At the request of the Government of the Republic of Korea, these differences have been shown by printing in italics the pertinent word or phrase in the translation of the Government of Japan and providing in square brackets the corresponding expression in the translation by the Government of the Republic of Korea.

<sup>2</sup> Traduction du Gouvernement japonais. Le Gouvernement de la République de Corée a également communiqué au Secrétariat une traduction anglaise de cet accord qui diffère en certains points de celle transmise par le Gouvernement japonais. À la demande du Gouvernement de la République de Corée, on a indiqué en italique dans la traduction transmise par le Gouvernement japonais chaque mot ou groupe de mots donnant lieu à divergence et introduit à la suite entre crochets l'expression correspondante dans la traduction fournie par le Gouvernement de la République de Corée.

<sup>3</sup> Came into force on 18 December 1965, the date of the exchange of the instruments of ratification at Seoul, in accordance with article X.

[TRADUCTION — TRANSLATION]

N<sup>o</sup> 8472. ACCORD<sup>1</sup> ENTRE LE JAPON ET LA RÉPUBLIQUE  
DE CORÉE CONCERNANT LA PÊCHE. SIGNÉ À TOKYO,  
LE 22 JUIN 1965

---

Le Gouvernement du Japon et le Gouvernement de la République de Corée,  
Désireux de maintenir au plus haut niveau possible la production des pêcheries  
dans les eaux qui leur sont d'un intérêt commun,

Convaincus que la conservation des ressources de la mer et leur exploitation  
rationnelle serviront les intérêts des deux pays,

Résolus à respecter le principe de la liberté de la haute mer, sauf dans le cas où  
le présent Accord en dispose spécifiquement autrement,

Reconnaissant qu'il est souhaitable de supprimer les clauses des différends qui  
peuvent surgir du fait de la proximité géographique des deux pays et de l'imbrication  
de leurs pêcheries,

Désireux de coopérer mutuellement au développement de leurs pêcheries,

Sont convenus de ce qui suit :

*Article premier*

1. Les Parties contractantes se reconnaissent réciproquement le droit de créer,  
jusqu'à une distance de 12 milles marins mesurée à partir de leurs lignes de côte  
respectives, une zone maritime (ci-après dénommée « zone de pêche ») sur laquelle  
elles auront chacune en ce qui la concerne compétence exclusive en matière de pêche-  
ries. Toutefois, dans le cas où l'une des Parties contractantes déterminerait la limite  
de sa zone de pêche à partir d'une ligne droite, elle tracera cette ligne droite en con-  
sultation avec l'autre Partie.

---

<sup>1</sup> Entré en vigueur le 18 décembre 1965, date de l'échange des instruments de ratification  
à Séoul, conformément à l'article X.

2. The Contracting Parties shall not raise against each other any objection to the exclusion by either Contracting Party of the fishing vessels of the other Contracting Party from engaging in fishing operation in the fishery zone of that either Contracting Party.

3. The overlapping part of the fishery zones of the Contracting Parties shall be divided into two by the straight lines joining the two end-points of the part with the mid-point of the straight line drawn across that area at its widest point.

### *Article II*

The Contracting Parties shall establish a joint regulation zone enclosed by the lines described below (excluding any territorial seas and the fishery zone of the Republic of Korea).

(a) Meridian 124° East Longitude north of 37° 30' North Latitude.

(b) Lines connecting the following points in order :

- (i) Intersection of 37° 30' North Latitude and 124° East Longitude
- (ii) Intersection of 36° 45' North Latitude and 124° 30' East Longitude
- (iii) Intersection of 33° 30' North Latitude and 124° 30' East Longitude
- (iv) Intersection of 32° 30' North Latitude and 126° East Longitude
- (v) Intersection of 32° 30' North Latitude and 127° East Longitude
- (vi) Intersection of 34° 34' 30'' North Latitude and 129° 2' 50'' East Longitude
- (vii) Intersection of 34° 44' 10'' North Latitude and 129° 8' East Longitude
- (viii) Intersection of 34° 50' North Latitude and 129° 14' East Longitude
- (ix) Intersection of 35° 30' North Latitude and 130° East Longitude
- (x) Intersection of 37° 30' North Latitude and 131° 10' East Longitude
- (xi) Highest peak of Uamryung

### *Article III*

The Contracting Parties shall implement in the joint regulation zone, until such time as conservation measures necessary for the maintenance of the maximum sustained productivity of fishery resources are implemented on the basis of sufficient scientific surveys, the provisional regulation measures for fisheries described in the Annex, which constitutes an integral part of the present Agreement, with respect to drag-net fishing and seine fishing and to mackerel-angling fishing by fishing vessels of not less than 60 tons. (Tonnage is in gross tonnage and is indicated by deducting the tonnage allowed for improving living quarters of the vessel.)



2. Aucune des Parties contractantes ne fera d'objection à ce que l'une d'entre elles interdise aux bâtiments de l'autre Partie de se livrer à la pêche dans sa zone de pêche.

3. Si par endroits les zones de pêche des deux Parties contractantes chevauchent chaque partie commune sera partagée par des lignes droites joignant les deux extrémités de la partie commune à un point situé au milieu de la plus grande largeur de la partie commune.

### *Article II*

Les Parties contractantes créeront une zone de réglementation commune (à l'exclusion de la zone de pêche de la République de Corée et des eaux territoriales) délimitée par les lignes suivantes :

a) Le méridien de 124° de longitude est, au nord du parallèle de 37° 30' de latitude nord.

b) Les lignes reliant dans l'ordre les points définis par les coordonnées ci-après :

- i) 37° 30' de latitude nord et 124° de longitude est,
- ii) 36° 45' de latitude nord et 124° 30' de longitude est,
- iii) 33° 30' de latitude nord et 124° 30' de longitude est,
- iv) 32° 30' de latitude nord et 126° de longitude est,
- v) 32° 30' de latitude nord et 127° de longitude est,
- vi) 34° 34' 30'' de latitude nord et 129° 2' 50'' de longitude est,
- vii) 34° 44' 10'' de latitude nord et 129° 8' de longitude est,
- viii) 34° 50' de latitude nord et 129° 14' de longitude est,
- ix) 35° 30' de latitude nord et 130° de longitude est,
- x) 37° 30' de latitude nord et 131° 10' de longitude est,
- xi) Le plus haut sommet du Uamryung.

### *Article III*

Jusqu'à ce que les mesures de protection nécessaires pour maintenir la production des pêcheries au plus haut niveau possible puissent être appliquées sur la base d'études scientifiques appropriées, les Parties contractantes appliqueront dans la zone de réglementation commune, et en ce qui concerne la pêche à la drague et à la seine et la pêche à la ligne à maquereau par des bateaux de pêche d'au moins 60 tonneaux de tonnage brut (obtenu en déduisant le volume réservé pour améliorer le poste d'équipage), la réglementation provisoire des pêcheries décrite à l'annexe qui est partie intégrante du présent Accord.

*Article IV*

1. Policing (including halting and *inspecting* [visiting] of vessel) and court jurisdiction in the waters outside the fishery zone shall be carried out and exercised only by the Contracting Party to which the fishing vessel belongs.

2. Each Contracting Party shall give and exercise pertinent guidance and supervision in order to ensure that its nationals and fishing vessels observe faithfully the provisional regulation measures for fisheries, and shall enforce domestic measures, including appropriate penalties against violations thereof.

*Article V*

Joint resources survey zones shall be established outside the joint regulation zone. The extent of the said survey zones and the survey to be conducted within these zones shall be determined upon consultation between the two Contracting Parties on the basis of recommendation to be made by the Joint Fisheries Commission provided for in Article VI of the present Agreement.

*Article VI*

1. The Contracting Parties shall establish and maintain the Japan-Republic of Korea Joint Fisheries Commission (hereinafter referred to as "the Commission") in order to realize the objectives of the present Agreement.

2. The Commission shall be composed of two national sections, each consisting of three members appointed by the Governments of the respective Contracting Parties.

3. All resolutions, recommendations, and other decisions of the Commission shall be made only by agreement between the national sections.

4. The Commission may decide upon and amend, as occasion may require, rules for the conduct of its meetings.

5. The Commission shall meet at least once each year and at such other times as may be requested by either of the national sections. The date and place of the first meeting shall be determined by agreement between the Contracting Parties.

6. At its first meeting, the Commission shall select a Chairman and a Vice-Chairman from different national sections. The Chairman and the Vice-Chairman shall hold office for a period of one year. Selection of the Chairman and the Vice-Chairman from the national sections shall be made in such a manner as will provide in turn each Contracting Party with representation in these offices.

7. A permanent secretariat shall be established under the Commission to carry out the business of the Commission.

*Article IV*

1. La police de la pêche (y compris l'arraisonnement et l'inspection des bâtiments) et la juridiction dans les eaux extérieures à la zone de pêche seront de la compétence exclusive de la Partie contractante à laquelle appartient le bateau de pêche considéré.

2. Chacune des Parties contractantes donnera les instructions voulues et exercera la surveillance appropriée pour s'assurer que ses ressortissants et ses bateaux de pêche respectent scrupuleusement la réglementation provisoire des pêcheries et appliquera ses règlements nationaux, y compris les sanctions prévues en cas d'infraction à ces règlements.

*Article V*

Des zones communes d'étude des ressources de la mer seront créées à l'extérieur de la zone de réglementation commune. L'étendue de ces zones et la nature des études qui y seront entreprises seront déterminées après consultations entre les deux Parties contractantes et sur la base des recommandations formulées par la Commission mixte des pêcheries prévue à l'article VI du présent Accord.

*Article VI*

1. Les Parties contractantes créeront et maintiendront la Commission mixte nippo-coréenne des pêcheries (ci-après dénommée « la Commission ») afin de réaliser les objectifs du présent Accord.

2. La Commission comprendra deux sections nationales composées chacune de trois membres nommés par leurs gouvernements respectifs.

3. Toutes les résolutions, recommandations et autres décisions de la Commission devront être prises exclusivement en accord entre les deux sections nationales.

4. La Commission pourra établir son règlement intérieur et le modifier au besoin.

5. La Commission se réunira au moins une fois par an, et chaque fois que l'une des sections nationales en fera la demande. La date et le lieu de la première réunion seront fixés après accord entre les Parties contractantes.

6. À sa première réunion, la Commission choisira un Président et un Vice-Président n'appartenant pas à la même section nationale. La durée des mandats du Président et du Vice-Président sera d'un an. Le Président et le Vice-Président seront choisis dans les sections nationales de telle façon que chacune des Parties contractantes soit à tour de rôle représentée dans ces fonctions.

7. Il sera créé un secrétariat permanent placé sous l'autorité de la Commission et chargé de l'aider dans sa tâche.

8. The official languages of the Commission shall be Japanese and Korean. Proposals and data may be submitted in either official language, or, if necessary, in English.

9. In case the Commission concludes that joint expenses are necessary, such expenses shall be paid by the Commission through contributions made by the Contracting Parties in the form and proportion recommended by the Commission and approved by the Contracting Parties.

10. The Commission may delegate the disbursement of funds for the joint expenses.

#### *Article VII*

1. The Commission shall perform the following functions :

(a) Recommend to the Contracting Parties with respect to scientific survey to be conducted for the purpose of studying the fishery resources in waters of their common interest and to the regulation measures to be taken within the joint regulation zone on the basis of the results of such survey and study ;

(b) Recommend to the Contracting Parties with respect to the extent of the joint resources survey zones ;

(c) Review, when necessary, matters concerning the provisional regulation measures for fisheries and recommend to the Contracting Parties with respect to measures, including the revision of the provisional regulation measures, to be taken on the basis of the results of such review ;

(d) Deliberate on necessary matters concerning the safety and order of operation between the fishing vessels of the Contracting Parties and on general principles of measures for handling accidents at sea between the fishing vessels of the Contracting Parties, and recommend to the Contracting Parties with respect to measures to be taken on the basis of the results of such deliberation ;

(e) Compile and study data, statistics and records to be provided by the Contracting Parties at the request of the Commission ;

(f) Consider and recommend to the Contracting Parties with respect to the enactment of schedules of equivalent penalties for violations of the present Agreement ;

(g) Submit annually to the Contracting Parties a report on the operations of the Commission ; and

(h) In addition to the foregoing, deliberate on various technical questions arising from the implementation of the present Agreement, and recommend, when deemed necessary, to the Contracting Parties with respect to measures to be taken.

2. The Commission, in order to perform its functions, may, when necessary, establish subordinate organs composed of experts.

8. Les langues officielles de la Commission seront le japonais et le coréen. Les propositions et les renseignements pourront être présentés à la Commission dans l'une ou l'autre des langues officielles, ou au besoin en anglais.

9. Au cas où la Commission estimerait qu'il est nécessaire d'engager des dépenses communes, elle couvrira ces dépenses au moyen de contributions versées par les Parties contractantes selon les modalités et dans les proportions recommandées par la Commission et approuvées par les Parties contractantes.

10. La Commission peut déléguer le pouvoir d'effectuer les paiements destinés à couvrir les dépenses communes.

#### *Article VII*

1. Les fonctions de la Commission seront les suivantes :

a) Faire des recommandations aux Parties contractantes au sujet des enquêtes scientifiques ayant pour objet l'étude des ressources des pêcheries dans les eaux qui leur sont d'un intérêt commun et de la réglementation à appliquer dans la zone de réglementation commune compte tenu des résultats de ces enquêtes et de ces études ;

b) Faire des recommandations aux Parties contractantes au sujet de l'étendue des zones communes d'étude des ressources de la mer ;

c) Réexaminer, s'il y a lieu, les questions relatives à la réglementation provisoire des pêcheries, et faire des recommandations aux Parties contractantes sur les mesures à prendre compte tenu du résultat de cet examen, y compris les mesures tendant à réviser la réglementation provisoire ;

d) Délibérer des questions essentielles relatives à la sécurité des bâtiments et aux priorités à respecter lorsque des bateaux de pêche des deux Parties contractantes opèrent ensemble et des principes généraux à appliquer en cas d'accident en mer impliquant des bateaux de pêche des deux Parties contractantes, et faire aux Parties contractantes des recommandations, fondées sur les résultats de ces délibérations ;

e) Rassembler et étudier les données, les statistiques et les rapports que les Parties contractantes fourniront à la demande de la Commission ;

f) Étudier des projets de sanctions équivalentes pour les deux Parties à appliquer en cas de violation du présent Accord, et faire des recommandations à ce sujet aux Parties contractantes ;

g) Soumettre chaque année aux Parties contractantes un rapport sur les travaux de la Commission ;

h) En outre, étudier les divers problèmes techniques posés par l'application du présent Accord et faire le cas échéant des recommandations aux Parties contractantes quant aux mesures à prendre.

2. Afin de remplir ses fonctions, la Commission pourra, s'il y a lieu, créer des organes subsidiaires composés d'experts.

3. The Governments of the Contracting Parties shall respect to the extent possible the recommendations made by the Commission under the provisions of paragraph 1.

#### *Article VIII*

1. The Contracting Parties shall take measures deemed pertinent toward their respective nationals and fishing vessels in order to have them observe international practices concerning navigation, to ensure safety and maintain proper order in operation between the fishing vessels of the Contracting Parties and to seek smooth and speedy settlements of accidents at sea between the fishing vessels of the Contracting Parties.

2. For the purposes set forth in paragraph 1, the authorities concerned of the Contracting Parties shall, to the extent possible, maintain close contact and cooperate with each other.

#### *Article IX*

1. Any dispute between the Contracting Parties concerning the interpretation and implementation of the present Agreement shall be settled, first of all, through diplomatic channels.

2. Any dispute which fails to be settled under the provisions of paragraph 1 shall be referred for decision to an arbitration board composed of three arbitrators, one each to be appointed by the Government of each Contracting Party within a period of thirty days from the date of receipt by the Government of either Contracting Party from the Government of the other of a note requesting arbitration of the dispute, and the third arbitrator to be agreed upon by the two arbitrators so chosen within a further period of thirty days or the third arbitrator to be appointed by the government of a third country agreed upon within such further period by the two arbitrators, provided that the third arbitrator shall not be a national of either Contracting Party.

3. If, within the periods respectively referred to, the Government of either Contracting Party fails to appoint an arbitrator, or the third arbitrator or a third country is not agreed upon, the arbitration board shall be composed of the two arbitrators to be designated by each of the governments of the two countries respectively chosen by the Governments of the Contracting Parties within a period of thirty days and the third arbitrator to be designated by the government of a third country to be determined upon consultation between the governments so chosen.

4. The Governments of the Contracting Parties shall abide by any award made by the arbitration board under the provisions of the present Article.

3. Dans la mesure du possible, les gouvernements des Parties contractantes tiendront compte des recommandations faites par la Commission en application du paragraphe 1 du présent Article.

#### *Article VIII*

1. Les Parties contractantes prendront à l'égard de leurs nationaux et de leurs bateaux de pêche respectifs les mesures qu'elles jugeront nécessaires pour leur faire respecter les usages internationaux en matière de navigation, pour veiller à la sécurité et éviter les incidents entre bâtiments des deux pays pendant la pêche et pour chercher à régler rapidement et à l'amiable les accidents en mer mettant en cause des bateaux de pêche des deux Parties contractantes.

2. Aux fins des objectifs définis au paragraphe 1 du présent article, et dans la mesure du possible, les autorités compétentes des Parties contractantes coopéreront et resteront en contact étroit.

#### *Article IX*

1. Tout différend qui surgirait entre les Parties contractantes à propos de l'interprétation et de l'application du présent Accord sera réglé avant tout par la voie diplomatique.

2. Tout différend qui ne pourrait être réglé de la façon indiquée au paragraphe 1 du présent article sera soumis à la décision d'un conseil d'arbitrage composé de trois arbitres ; deux d'entre eux seront nommés respectivement par le Gouvernement de chaque Partie contractante dans un délai de 30 jours à partir de la date à laquelle le Gouvernement de l'une des Parties contractantes aura reçu du Gouvernement de l'autre Partie une note demandant l'application de la procédure d'arbitrage ; le troisième arbitre sera choisi d'un commun accord par les deux arbitres ainsi désignés dans les 30 jours suivant la date de leur désignation, ou sera nommé par le Gouvernement d'un pays tiers choisi d'un commun accord par les deux arbitres, dans ledit délai de 30 jours ; ce troisième arbitre ne devra pas être un ressortissant de l'une des Parties contractantes.

3. Si le Gouvernement de l'une des Parties contractantes n'a pas désigné l'arbitre dans les délais ainsi prescrits, ou si les deux arbitres ne sont pas parvenus à un accord sur le choix du troisième arbitre ou d'un pays tiers, le Conseil d'arbitrage sera composé de deux arbitres qui seront désignés respectivement par les Gouvernements des deux pays choisis chacun par le Gouvernement de l'une des Parties contractantes dans un délai de 30 jours, et le troisième arbitre sera désigné en consultation entre les deux Gouvernements ainsi choisis.

4. Les Gouvernements des deux Parties contractantes se conformeront à toute décision prise par le Conseil d'arbitrage en application des dispositions du présent article.

*Article X*

1. The present Agreement shall be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged at Seoul as soon as possible. The present Agreement shall enter into force on the date of the exchange of the instruments of ratification.

2. The present Agreement shall remain in force for a period of five years and thereafter until one year from the day on which either Contracting Party shall give notice to the other of its intention to terminate the present Agreement.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorized thereto by their respective Governments, have signed the present Agreement.

DONE in duplicate at Tokyo, in the Japanese and Korean languages, both being equally authentic, this twenty-second day of June of the year one thousand nine hundred and sixty-five.

For Japan :

Etsusaburo SHIINA  
Shinichi TAKASUGI

For the Republic of Korea :

TONG WON LEE  
DONG JO KIM

## A N N E X

The provisional regulation measures for fisheries provided for in Article 3 of the present Agreement shall apply to each of the two Contracting Parties and shall be as follows :

1. The maximum number of fishing vessels or fishing units in operation (that is, the maximum number of fishing vessels or units operating at a given time within the joint regulation zone, holding licences and bearing identification markings for fishing operation within the said zone) :

(a) For drag-net fishing by fishing vessels of less than 50 tons, 115 vessels.

(b) For drag-net fishing by fishing vessels of not less than 50 tons

(i) 270 vessels during the period November 1 to April 30 of the following year,

(ii) 100 vessels during the period May 1 to October 31.



*Article X*

1. Le présent Accord est sujet à ratification. Les instruments de ratification seront échangés à Séoul aussitôt que possible. Le présent Accord entrera en vigueur à la date d'échange des instruments de ratification.

2. Le présent Accord restera en vigueur pour une durée de cinq ans ; par la suite il restera en vigueur pendant un délai d'un an à compter de la date à laquelle l'une des Parties contractantes aura notifié à l'autre Partie son intention d'y mettre fin.

EN FOI DE QUOI les soussignés, à ce dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

FAIT à Tokyo, en double exemplaire en langue japonaise et en langue coréenne, les deux textes faisant également foi, le 22 juin 1965.

Pour le Japon :

Etsusaburo SHIINA  
Shinichi TAKASUGI

Pour la République de Corée :

TONG WON LEE  
DONG JO KIM

## ANNEXE

La réglementation provisoire des pêcheries prévue à l'article 3 du présent Accord sera applicable aux deux Parties contractantes et sera la suivante :

1. Le nombre maximum de bâtiments ou de bateaux de pêche en activité (c'est-à-dire le nombre maximum de bâtiments ou de bateaux de pêche se livrant à la pêche à un moment donné à l'intérieur de la zone de réglementation commune, munis des autorisations voulues pour se livrer à la pêche dans cette zone et portant les marques distinctives appropriées) sera :

a) Pour la pêche à la drague par des bâtiments de moins de 50 tonneaux, 115 bâtiments ;

b) Pour la pêche à la drague par des bâtiments de plus de 50 tonneaux :

- i) Deux cent soixante-dix bâtiments pendant la période du 1<sup>er</sup> novembre au 30 avril de l'année suivante ;
- ii) Cent bâtiments pendant la période du 1<sup>er</sup> mai au 31 octobre.

(c) For seine fishing

- (i) 60 fishing units during the period January 16 to May 15,
- (ii) 120 fishing units during the period May 16 to January 15 of the following year.

(d) For mackerel-angling fishing by fishing vessels of not less than 60 tons, 15 vessels ; provided that the period for fishing operation shall be from June 1 to December 31, and that the fishing operation zone shall be the waters south of the straight line connecting the point where the border-line between Kyongsang-pukto and Kyongsang-namdo of the Republic of Korea intersects the coastal line and the intersection of 35° 30' North Latitude and 130° East Longitude (however, on the western side of the Chejudo, south of 33° 30' North Latitude).

(e) While there exists a difference in fish-catching capability between fishing vessels of Japan and of the Republic of Korea, the number of fishing vessels or units in operation of the Republic of Korea shall be adjusted through consultation between the Governments of the two Contracting Parties, with the maximum number of fishing vessels or units in operation provided for in the present Agreement as a standard and paying regard [due regard] to such difference.

## 2. Size of fishing vessels :

(a) For drag-net fishing

- (i) not less than 30 tons and not more than 170 tons except for trawl fishing,
- (ii) not less than 100 tons and not more than 550 tons for trawl fishing.

However, drag-net fishing by vessels of not less than 50 tons (except drag-net fishing for prawn in the Japan Sea by vessels of less than 60 tons, which has been permitted by the Republic of Korea) shall not be conducted in waters east of 128° East Longitude.

(b) For seine fishing, not less than 40 tons and not more than 100 tons for seine vessels.

However, the one seine fishing vessel of not less than 100 tons which exists in Japan on the date of the signing of the present Agreement shall be permitted as an exception for the time being.

(c) For mackerel-angling fishing by fishing vessels of not less than 60 tons, not more than 100 tons.

## 3. Mesh size (inner diameter when in sea water) :

(a) For drag-net fishing by fishing vessels of less than 50 tons, not less than 33 millimeters.

(b) For drag-net fishing by fishing vessels of not less than 50 tons, not less than 54 millimeters.

(c) For the main net for horse mackerel or mackerel of seine fishing, not less than 30 millimeters at its main part.

## 4. Power of fish-luring lights (total installation capacity of generators) :

(a) For seine fishing, two light-ships of not more than 10 kilowatts each and one light-ship of not more than 7.5 kilowatts, totalling not more than 27.5 kilowatts, per fishing unit.

c) Pour la pêche à la seine :

- i) Soixante bateaux pendant la période du 16 janvier au 15 mai ;
- ii) Cent vingt bateaux pendant la période du 16 mai au 15 janvier de l'année suivante.

d) Pour la pêche à la ligne à maquereau par des bâtiments de plus de 60 tonneaux, 15 bâtiments ; cette pêche sera autorisée pendant la période du 1<sup>er</sup> juin au 31 décembre dans les eaux situées au sud de la ligne droite joignant le point d'intersection de la frontière entre le Kyongsang-pukto et le Kyongsang-namdo en République de Corée, et de la ligne côtière, et le point situé à 35° 30' de latitude nord et 130° de longitude est (mais, à l'ouest du Chejudo, au sud du parallèle de 33° 30' de latitude nord).

e) Tant qu'il existera une différence entre la capacité de prise des bâtiments de pêche japonais et coréens, le nombre des bâtiments ou bateaux de pêche coréens autorisés à pêcher sera ajusté en consultation entre les Gouvernements des deux Parties contractantes sur la base du nombre maximum de bâtiments ou de bateaux de pêche autorisé par le présent Accord et compte tenu de cette différence.

## 2. Tonnage des bâtiments de pêche :

a) Pour les bâtiments pratiquant la pêche à la drague :

- i) Pas moins de 30 tonneaux et pas plus de 170 tonneaux, sauf pour les chalutiers ;
- ii) Pas moins de 100 tonneaux et pas plus de 550 tonneaux pour les chalutiers.

Toutefois, la pêche à la drague par des bâtiments de plus de 50 tonneaux ne sera pas autorisée dans les eaux situées à l'est du 128<sup>e</sup> méridien de longitude est (sauf la pêche de la crevette dans la mer du Japon par des bâtiments de moins de 60 tonneaux, qui a été autorisée par la République de Corée).

b) Pour les bâtiments pratiquant la pêche à la seine, pas moins de 40 tonneaux et pas plus de 100 tonneaux.

Toutefois, à titre exceptionnel et provisoire, le seul bâtiment de plus de 100 tonneaux équipé pour la pêche à la seine qui existe au Japon à la date de la signature du présent Accord sera autorisé à pêcher.

c) Pour les bâtiments pratiquant la pêche à la ligne à maquereau, pas moins de 60 tonneaux et pas plus de 100 tonneaux.

## 3. Dimension des mailles des filets (diamètre intérieur lorsque le filet est immergé) :

a) Pour la pêche à la drague par des bâtiments de moins de 50 tonneaux, pas moins de 33 millimètres ;

b) Pour la pêche à la drague par des bâtiments de plus de 50 tonneaux, pas moins de 54 millimètres ;

c) Pour la seine principale utilisée pour la pêche au maquereau ou au maquereau bâtard, pas moins de 30 millimètres dans la partie centrale.

## 4. Puissance des lampes leurres (capacité totale installée des générateurs) :

a) Pour la pêche à la seine, deux fanaux d'une puissance égale ou inférieure à 10 kW chacun, et un fanal d'une puissance égale ou inférieure à 7,5 kW, la puissance totale par bâtiment ne devant pas dépasser 27,5 kW.

(b) For mackerel-angling fishing by fishing vessels of not less than 60 tons, not more than 10 kilowatts.

5. Licences and identification markings :

(a) Fishing vessels operating in the joint regulation zone shall hold licences and shall bear identification markings, issued by the respective Governments. However, with respect to fishing vessels engaging in seine fishing, fishing vessels other than seine vessels are not required to hold licences, and seine vessels shall display principal markings while vessels other than seine vessels shall bear submarkings which correspond with principal markings.

(b) The total number of licences and of identification markings (with respect to fishing vessels engaging in drag-net fishing and mackerel-angling fishing, two markings borne by each fishing vessel shall be counted as one, and with respect to fishing vessels engaging in seine fishing, two principal markings borne by each seine vessel shall be counted as one) shall be, for each fishery subject to the provisional regulation measures for fisheries, the same as the maximum number of fishing vessels and units in operation for such fishery. However, in view of the realities of fisheries, the number of issuance may be increased over the maximum number of fishing vessels in operation by 15 percent with respect to drag-net fishing by fishing vessels of not less than 50 tons and by 20 percent with respect to drag-net fishing by fishing vessels of less than 50 tons.

(c) The form of identification markings and the place where they shall be borne shall be determined upon consultations between the Governments of the two Contracting Parties.

EXCHANGE OF NOTES CONCERNING THE STRAIGHT BASELINES IN  
CONNECTION WITH THE ESTABLISHMENT OF THE FISHERY ZONE  
OF THE REPUBLIC OF KOREA

I

KOREAN NOTE

Tokyo, June 22, 1965

Monsieur le Ministre,

I have the honour to refer to the Agreement on Fisheries between the Republic of Korea and Japan signed today and to state that the Government of the Republic of Korea intends to determine the following straight baselines in connection with the establishment of the fishery zone of the Republic of Korea :

(1) Closing line of the mouth of bay by a straight line connecting the tips of Changgigap and Talmangap ;

b) Pour la pêche à la ligne à maquereau par des bâtiments de plus de 60 tonneaux, pas plus de 10 kW.

5. Permis de pêche et marques distinctives :

a) Les bâtiments de pêche opérant dans la zone de réglementation commune devront être porteurs de permis et de marques distinctives délivrées par leurs gouvernements respectifs. Toutefois, en ce qui concerne les bâtiments pêchant à la seine, les bâtiments qui ne sont pas équipés pour la pêche à la seine sont dispensés du permis et, alors que les bâtiments équipés pour la pêche à la seine porteront des marques distinctives principales, ceux qui ne sont pas équipés pour cette pêche porteront une marque distinctive secondaire correspondant à la marque principale.

b) Le nombre total des permis et des marques distinctives pour chaque pêcherie soumise à la réglementation provisoire sera le même que celui des bâtiments et des bateaux de pêche opérant dans cette pêcherie (en ce qui concerne les bâtiments pratiquant la pêche à la drague et la pêche à la ligne à maquereau, les deux marques distinctives portées par chaque bâtiment compteront pour une ; en ce qui concerne les bâtiments pratiquant la pêche à la seine, les deux marques principales portées par chaque bâtiment équipé pour la pêche à la seine compteront pour une). Toutefois, compte tenu de la situation réelle des pêcheries, le nombre des permis et des marques délivrés pourra dépasser le nombre maximum des bâtiments en activité de 15 p. 100 en ce qui concerne les bâtiments de plus de 50 tonneaux pratiquant la pêche à la drague et de 20 p. 100 en ce qui concerne les bâtiments de moins de 50 tonneaux pratiquant la pêche à la drague.

c) L'aspect des marques distinctives et l'endroit où elles doivent figurer sur les bâtiments seront déterminés en consultation entre les Gouvernements des deux Parties contractantes.

## ÉCHANGE DE NOTES RELATIF AU TRACÉ DES LIGNES DROITES À PARTIR DESQUELLES DOIT ÊTRE DÉLIMITÉE LA ZONE DE PÊCHE DE LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE

### I

#### NOTE CORÉENNE

Tokyo, le 22 juin 1965

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de me référer à l'Accord entre la République de Corée et le Japon concernant la pêche, signé ce jour, et de vous informer que le Gouvernement de la République de Corée a l'intention de délimiter sa zone de pêche à partir des lignes droites suivantes :

1. La ligne droite fermant la baie située entre les pointes de Changgigap et de Talmangap ;

(2) Closing line of the mouth of bay by a straight line connecting the tips of *Haamchu* [Hwaamchu] and *Pomwolgap* [Bomweolgab] ;

(3) Straight lines connecting in order the respective southern extremities of 1.5-Meter Am, *Sengdo* [Saengdo], Hongdo, *Kanyoam* [Ganyeoam], *Sangbekdo* [Sangbaegdo] and *Komundo* [Keomundo] ; and

(4) Straight lines connecting in order the respective western extremities of *Soryongdo* [Soryeongdo], the *Sogyongnyolpido* [Seogyeogyeolbido], *Ochondo* [Eocheongdo], Jikdo, *Sangwangdungdo* [Sanghwangdeungdo] and *Hoengdo* [Hoengdo] (the Anma Islands).

I have the honour to state that, if Your Excellency would confirm, on behalf of the Government of Japan, that the Government of Japan has no objection with respect to the determination of the aforementioned straight baselines, the Government of the Republic of Korea will consider that the consultations with the Government of Japan on this matter have been completed.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency, Monsieur le Ministre, the assurances of my highest consideration.

TONG WON LEE  
Minister of Foreign Affairs

His Excellency Etsusaburo Shiina  
Minister for Foreign Affairs of Japan

## II

### JAPANESE NOTE

Tokyo, June 22, 1965

Monsieur le Ministre,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's Note of today's date, which reads as follows :

[See note I]

I have the honour to state that the Government of Japan has no objection with respect to the determination by the Government of the Republic of Korea of the aforementioned straight baselines in connection with the establishment of the fishery zone of the Republic of Korea.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency, Monsieur le Ministre, the assurances of my highest consideration.

Etsusaburo SJIINA  
Minister for Foreign Affairs of Japan

His Excellency Tong Won Lee  
Minister of Foreign Affairs  
of the Republic of Korea

2. La ligne droite fermant la baie située entre les pointes de Haamchoo et de Pomwolgap ;

3. Les lignes droites reliant respectivement et dans l'ordre des pointes sud du Am 1,5 mètre, du Sengdo, du Hongdo, du Kanyoam, du Sangbekdo et du Komundo ;

4. Les lignes droites reliant respectivement et dans l'ordre les pointes ouest de Soryongdo, de Sogyongnyalpido, de l'Ochondo, de Jikdo, de Sangwangdungdo et de Hoengdo (les îles Anna).

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que s'il lui plaît de confirmer que le Gouvernement japonais n'a pas d'objection à formuler quant au tracé des lignes droites définies ci-dessus, le Gouvernement coréen considérera que les consultations qu'il doit avoir avec le Gouvernement japonais à ce sujet ont eu lieu.

Veillez agréer, etc.

TONG WON LEE  
Ministre des affaires étrangères

Son Excellence Monsieur Etsusaburo Shiina  
Ministre des affaires étrangères du Japon

## II

### NOTE JAPONAISE

Tokyo, le 22 juin 1965

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date de ce jour, dont le texte est le suivant :

[Voir note I]

J'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement japonais ne fait aucune objection quant au tracé des lignes droites susmentionnées adopté par le Gouvernement coréen pour déterminer la zone de pêche de la République de Corée.

Veillez agréer, etc.

Etsusaburo SHIINA  
Ministre des affaires étrangères du Japon

Son Excellence Monsieur Tong Won Lee  
Ministre des affaires étrangères  
de la République de Corée

EXCHANGE OF NOTES CONCERNING THE FISHERY ZONE  
OF THE REPUBLIC OF KOREA

## I

## KOREAN NOTE

Tokyo, June 22, 1965

Monsieur le Ministre,

I have the honour to refer to the Agreement on Fisheries between the Republic of Korea and Japan signed today and to confirm the following understandings reached between the representatives of the two Governments :

As a provisional measure, the waters enclosed by the lines delimiting the fishery zone to be established by the Republic of Korea and the following lines shall for the time being *be treated as being included* [be included] in the fishery zone of the Republic of Korea.

(1) Straight lines connecting in order the intersection of 33° 48' 15" North Latitude and 127° 21' East Longitude, the intersection of 33° 47' 30" North Latitude and 127° 13' East Longitude and the point 12 nautical miles due east of Udo ; and

(2) Straight line connecting the intersection of 33° 56' 25" North Latitude and 125° 55' 30" East Longitude and the intersection of 33° 24' 20" North Latitude and 125° 56' 20" East Longitude.

Upon receipt of Your Excellency's reply confirming, on behalf of the Government of Japan, the aforementioned understandings, the Government of the Republic of Korea will consider that this Note and Your Excellency's reply shall constitute an agreement between the two Governments which shall enter into force on the date of the entry into force of the aforementioned Agreement.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency, Monsieur le Ministre, the assurances of my highest consideration.

TONG WON LEE  
Minister of Foreign Affairs

His Excellency Etsusaburo Shiina  
Minister for Foreign Affairs of Japan

## II

## JAPANESE NOTE

Tokyo, June 22, 1965

Monsieur le Ministre,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's Note of today's date, which reads as follows :

[See note I]



ÉCHANGE DE NOTES CONCERNANT LA ZONE DE PÊCHE  
DE LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE

I

NOTE CORÉENNE

Tokyo, le 22 juin 1965

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de me référer à l'Accord entre la République de Corée et le Japon concernant la pêche, signé ce jour, et de vous confirmer que les représentants des deux Gouvernements sont convenus des arrangements suivants :

À titre provisoire, seront considérées comme faisant partie de la zone de pêche de la République de Corée les eaux comprises entre les lignes délimitant la zone de pêche qui doit être créée par la République de Corée et les lignes suivantes :

1. Les lignes droites reliant dans l'ordre les points suivants : 33° 48' 15'' de latitude nord et 127° 21' de longitude est, 33° 47' 30'' de latitude nord et 127° 13' de longitude est, et le point situé à 12 milles marins droits à l'est d'Udo ;

2. Les lignes droites reliant les points suivants : 33° 56' 25'' de latitude nord et 125° 55' 30'' de longitude est, 33° 24' 20'' de latitude nord et 125° 56' 20'' de longitude est.

Au reçu de la réponse de Votre Excellence confirmant que les arrangements susmentionnés rencontrent l'agrément du Gouvernement japonais, le Gouvernement de la République de Corée considérera que cette note et votre réponse constituent un accord entre les deux Gouvernements qui entrera en vigueur le même jour que l'Accord susmentionné.

Veuillez agréer, etc.

TONG WON LEE  
Ministre des affaires étrangères

Son Excellence Monsieur Etsusaburo Shiina  
Ministre des affaires étrangères du Japon

II

NOTE JAPONAISE

Tokyo, le 22 juin 1965

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date de ce jour, dont le texte est le suivant :

[Voir note I]

I have the honour to confirm that the aforementioned understandings are also the understandings of the Government of Japan and that the Government of Japan will consider that Your Excellency's Note and this reply shall constitute an agreement between the two Governments which shall enter into force on the date of the entry into force of the aforementioned Agreement.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency, Monsieur le Ministre, the assurances of my highest consideration.

Etsusaburo SHIINA  
Minister for Foreign Affairs of Japan

His Excellency Tong Won Lee  
Minister of Foreign Affairs  
of the Republic of Korea

#### AGREED MINUTES TO THE AGREEMENT ON FISHERIES BETWEEN JAPAN AND THE REPUBLIC OF KOREA

The representatives of the Governments of Japan and the Republic of Korea have reached the following understandings concerning the Agreement on Fisheries between Japan and the Republic of Korea signed today :

1. *Re licences and identification markings :*

(a) The two Governments *will* [shall] give administrative guidance so that licences and identification markings will not be transferred from one fishing vessel to another on the sea except at a port.

(b) Either Government *will* [shall] tabulate by month the state of fishing operation by each fishery on the basis of reports of the fishing vessels in operation of its country on their positions at noon, and notify the other at least four times a year.

2. *Re standard amount of the total annual fish catch :*

(a) The standard amount of the total annual fish catch within the joint regulation zone by drag-net fishing, by seine fishing and by mackerel-angling fishing by fishing vessels of not less than 60 tons *will* [shall] be 150,000 tons (with allowance of 10 percent upwards or downwards) ; for Japan, the breakdown of this amount of 150,000 tons is as follows : 10,000 tons for drag-net fishing by fishing vessels of less than 50 tons, 30,000 tons for drag-net fishing by fishing vessels of not less than 50 tons and 110,000 tons for seine fishing and for mackerel-angling fishing by fishing vessels of not less than 60 tons. The standard amount of the total annual fish catch is an amount of target regulating fishing operations by the maximum number of fishing vessels or units in operation. Either Government *will* [shall], if it recognizes that the amount of the total annual fish catch by drag-net fishing, seine fishing and by mackerel-angling fishing by fishing vessels of not less than 60 tons within the joint

J'ai l'honneur de vous confirmer que les arrangements susmentionnés rencontrent l'agrément du Gouvernement japonais qui considère que la note de Votre Excellence et la présente réponse constituent un accord entre les deux Gouvernements qui entrera en vigueur le même jour que l'Accord susmentionné.

Veillez agréer, etc.

Etsusaburo SHIINA

Ministre des affaires étrangères du Japon

Son Excellence Monsieur Tong Won Lee  
Ministre des affaires étrangères  
de la République de Corée

#### PROCÈS-VERBAUX APPROUVÉS RELATIFS À L'ACCORD ENTRE LE JAPON ET LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE CONCERNANT LA PÊCHE

Les représentants du Gouvernement japonais et du Gouvernement coréen sont convenus des dispositions suivantes relatives à l'Accord entre le Japon et la République de Corée concernant la pêche, signé ce jour :

1. *Permis de pêche et marques distinctives :*

a) Les deux Gouvernements prendront les mesures administratives voulues pour que les permis de pêche et les marques distinctives ne puissent être transférés d'un bâtiment à un autre ailleurs que dans un port.

b) Chaque Gouvernement dressera un état mensuel des activités de pêche en se fondant sur la position de ses propres bâtiments de pêche, relevée à midi et communiquée par eux, et en informera l'autre Gouvernement au moins quatre fois par an.

2. *Quantité totale de prises autorisée par an :*

a) La quantité totale annuelle de prises autorisée à l'intérieur de la zone de réglementation commune par des bâtiments de plus de 60 tonneaux pêchant à la drague, à la seine et à la ligne à maquereau est de 150 000 tonnes (avec une tolérance de 10 p. 100 en plus ou en moins) ; en ce qui concerne le Japon, ces 150 000 tonnes se répartissent ainsi : 10 000 tonnes pour les bâtiments de moins de 50 tonneaux à la drague ; 30 000 tonnes pour les bâtiments de plus de 50 tonneaux pêchant à la drague ; et 110 000 tonnes pour les bâtiments de plus de 60 tonneaux pêchant à la seine ou à la ligne à maquereau. La quantité totale annuelle de prises autorisée est établie en vue de limiter les prises faites par le nombre maximum de bâtiments ou de bateaux de pêche en activité. Si l'un ou l'autre des deux Gouvernements s'aperçoit que la quantité totale des prises des bâtiments de plus de 60 tonneaux pêchant à la drague, à la seine ou à la ligne à maquereau à l'intérieur de la zone de réglementation commune va

regulation zone is to exceed 150,000 tons, give administrative guidance even during fishing seasons so as to restrict the number of fishing vessels or units in operation in order to keep the amount of the total annual fish catch *within* [less than] 165,000 tons.

(b) Either Government *will* [shall] designate the ports for landing the fish caught within the joint regulation zone by fishing vessels of its country engaging in fisheries subject to the application of the provisional regulation measures for fisheries.

(c) Either Government *will* [shall] tabulate by month the amount of fish catch on the basis of reports of the fishing vessels in operation of its country on the amount of their fish catch within the joint regulation zone and on the basis of survey at the ports of landing, and notify the results to the other at least four times a year.

(d) Either Government will, at the time of the *observation* [inspection] by an official of the other referred to in 3 (c), if requested by that other, render to that official as much convenience as possible for the *observation* [inspection] of landing of the fish caught by fishing vessels of its country subject to the application of the provisional regulation measures for fisheries, and make arrangements so that explanations about the reporting and tabulation of fish catch will be given to him to the extent possible.

3. *Re policing and violation concerning the provisional regulation measures for fisheries :*

(a) A duly authorized official on a patrol vessel of either country may immediately notify, when he discovers a fact which makes him believe with sufficient reasons that a fishing vessel of the other country is *actually and* [<sup>1</sup>] obviously violating the provisional regulation measures for fisheries, the fact to a duly authorized official on a patrol vessel of the other country to which such fishing vessel belongs. The Government of that other country *will* [shall] respect the notification in *carrying out enforcement* [policing such fishing vessel] and exercising its jurisdiction over such fishing vessel, and *will* [shall] notify the measures taken as a consequence to the Government of that either country.

(b) The patrol vessels of the two countries may, in *carrying out enforcement over* [policing] the fishing vessels of the respective countries with respect to the provisional regulation measures for fisheries, patrol jointly and maintain close contacts, as necessary, in accordance with the result of prior consultations between the authorities concerned of the two countries, in order to make their policing smooth and effective.

(c) Either Government *will* [shall], if requested by the other, render as much convenience as possible for the *observation* [inspection] of the state of policing within

<sup>1</sup> Does not appear in the English translation provided by the Government of the Republic of Korea.

Ces mots n'apparaissent pas dans la traduction anglaise fournie par le Gouvernement de la République de Corée.

dépasser 150 000 tonnes, ce Gouvernement prendra les mesures administratives voulues, même pendant les campagnes de pêche, pour limiter le nombre des bâtiments ou bateaux de pêche en activité afin que la quantité totale de prises ne dépasse pas 165 000 tonnes par an.

b) Chacun des deux Gouvernements désignera les ports où devra être débarqué le poisson pris à l'intérieur de la zone de réglementation commune par ses bâtiments de pêche opérant dans des pêcheries soumises à la réglementation provisoire des pêcheries.

c) Chacun des deux Gouvernements dressera un état mensuel des prises d'après les indications fournies par ses bâtiments de pêche sur les prises qu'ils ont effectuées dans la zone de réglementation commune, et d'après les contrôles faits dans les ports de débarquement, et en communiquera les résultats à l'autre Gouvernement au moins quatre fois par an.

d) Lorsqu'un fonctionnaire de l'un des deux Gouvernements effectuera une inspection en application du paragraphe 3, c ci-dessous, l'autre Gouvernement lui accordera, à la demande du premier Gouvernement, toutes les facilités voulues pour lui permettre d'observer le débarquement des prises effectuées par les bâtiments de pêche de son pays soumis aux dispositions de la réglementation provisoire des pêcheries et prendra des dispositions pour qu'on lui fournisse toutes les explications possibles quant à la méthode d'établissement des rapports et des états relatifs aux prises.

### 3. *Police de la pêche et infractions à la réglementation provisoire des pêcheries :*

a) Si un fonctionnaire dûment autorisé se trouvant à bord d'un garde-pêche de l'un des deux pays découvre un fait qui le convainc qu'un bâtiment de pêche de l'autre pays enfreint effectivement et manifestement la réglementation provisoire des pêcheries, ledit fonctionnaire peut immédiatement notifier ce fait à un fonctionnaire dûment autorisé à bord d'un garde-pêche du pays auquel appartient ce bâtiment. Le Gouvernement de ce pays tiendra compte de cette notification, exercera sa juridiction sur ce bâtiment et lui appliquera les sanctions prévues par ses règlements, et informera l'autre Gouvernement des mesures qu'il aura prises.

b) Pour veiller à l'observation de la réglementation provisoire des pêcheries par les bâtiments de pêche des deux pays, les bâtiments garde-pêche des deux pays pourront, au besoin, patrouiller ensemble et rester en liaison étroite en application des dispositions prises de concert par les autorités intéressées des deux pays, afin de permettre une surveillance souple et efficace.

c) À la demande de l'un d'eux, chacun des deux Gouvernements accordera toutes les facilités voulues au fonctionnaire à ce dûment autorisé par l'autre Gouver-

its country concerning the provisional regulation measures for fisheries to an official of the other who has been specially authorized for this purpose.

(d) Either Government *will, in carrying out enforcement over* [shall, in policing] the fishing vessels of its country with respect to the provisional regulation measures for fisheries, if requested by the other and if it deems such a request as appropriate, render *reciprocally*<sup>1</sup> as much convenience as possible to officials of the other for boarding its patrol vessels engaging solely in *enforcement over* [policing] fisheries, for the purpose of observation of the actual state of policing.

4. *Re Japan-Republic of Korea Joint Fisheries Commission :*

The Japan-Republic of Korea Joint Fisheries Commission *will* [shall] select annually the Director of the permanent Secretariat from among members of the national section of the Contracting Party in which the annual meeting of following year will be held, before the closing of each annual meeting. The Director *will* [shall] hold office for a period of one year. The Director will carry out the business of the Secretariat including preparations for holding Commission meetings with the assistance of the authorities concerned of his country and, when necessary, with the assistance of the duly authorized officials of the other Contracting Party stationed in his country.

5. *Re arbitration board :*

The countries to be chosen respectively by the two Governments and the third country to be determined upon consultation between the governments of the countries so chosen, which are mentioned in paragraph 3 of Article IX of the Agreement, *will* [shall] be selected from among the countries having diplomatic relations with both Japan and the Republic of Korea.

6. *Re exchange of information between patrol vessels concerning the state of fishing operation :*

A patrol vessel of either country may, when it deems necessary, request a patrol vessel of the other to furnish necessary information concerning the state of fishing operation in the joint regulation zone, and the patrol vessel of the other *will* [shall] comply with such request as far as possible.

7. *Re coastal fishing :*

The two Governments *will* [shall] exchange information concerning the state of coastal fishing operation (excluding drag-net fishing and seine fishing and mackerel-angling fishing by fishing vessels of not less than 60 tons) and, if necessary for the maintenance of order in fishing grounds, *will* [shall] hold consultations with each other.

---

<sup>1</sup> See footnote 1, p. 152 of this volume.  
Voir note 1, p. 152 de ce volume.

nement pour lui permettre d'observer la façon dont la réglementation provisoire des pêcheries est appliquée dans ses propres eaux.

d) En ce qui concerne l'application de la réglementation provisoire des pêcheries à ses propres bâtiments, chaque Gouvernement, à la demande de l'autre Gouvernement et s'il juge cette demande appropriée, accordera à titre de réciprocité toutes les facilités voulues aux fonctionnaires de cet autre Gouvernement pour leur permettre de monter à bord des bâtiments garde-pêche affectés uniquement à la police de la pêche afin d'observer la façon dont est effectuée la surveillance.

4. *La Commission mixte nippono-coréenne des pêcheries :*

La Commission mixte nippono-coréenne des pêcheries choisira chaque année le Directeur de son secrétariat permanent parmi les membres de la section nationale de la Partie contractante qui doit accueillir la réunion de l'année suivante, et ceci avant la clôture de chaque réunion annuelle. La durée du mandat du Directeur sera d'un an. Le Directeur dirigera les travaux du secrétariat et sera notamment chargé de préparer les réunions de la Commission avec l'assistance des autorités intéressées de son pays et, si besoin est, des fonctionnaires dûment autorisés de l'autre Partie contractante stationnés dans son propre pays.

5. *Conseil d'arbitrage :*

Les pays qui doivent être choisis respectivement par les deux Gouvernements, et le troisième pays qui doit être déterminé après consultation entre les Gouvernements des deux pays ainsi choisis selon la procédure définie au paragraphe 3 de l'article IX de l'Accord, seront choisis parmi les pays entretenant des relations diplomatiques à la fois avec le Japon et avec la République de Corée.

6. *Échange de renseignements sur les activités de pêche entre les bâtiments garde-pêche :*

Un bâtiment garde-pêche de l'un des deux pays pourra, s'il le juge nécessaire, demander à un bâtiment garde-pêche de l'autre pays de lui fournir les renseignements nécessaires sur les activités de pêche à l'intérieur de la zone de réglementation commune ; le garde-pêche de cet autre pays accédera à cette demande dans la mesure du possible.

7. *Pêche côtière :*

Les deux Gouvernements échangeront des renseignements sur la pêche côtière (à l'exclusion de la pêche à la drague, à la seine et à la ligne à maquereau par des bateaux de pêche de plus de 60 tonneaux) et se consulteront chaque fois que des nécessités de la police des lieux de pêche l'exigeront.

8. Re *mutual respect for domestic fishing ban areas, etc.* :

(a) With respect to the fishing ban areas concerning drag-net fishing and concerning seine fishing, and the waters enclosed by the lines of 128° East Longitude, 128° 30' East Longitude, 33° 9' 15" North Latitude and 25° North Latitude concerning drag-net fishing, presently established by the Government of Japan, and with respect to the fishing ban areas concerning drag-net fishing and concerning trawl fishing presently established by the Government of the Republic of Korea, either Government *will* [shall] respectively take necessary measures to prevent fishing vessels of its country from engaging in such fishing operations in these waters of the other.

(b) The systems being *applied* [enforced] by the Government of the Republic of Korea with respect to drag-net fishing by the fishing vessels of the Republic of Korea of less than 50 tons in that part of the Yellow Sea which is within the aforementioned fishing ban areas of the Republic of Korea and with respect to drag-net fishing for prawn of the Republic of Korea in that part of the Japan Sea which is within the said fishing ban areas *will* [shall] be recognized as exceptions.

(c) A duly authorized official on a patrol vessel of either country may, when he discovers the fact that a fishing vessel of the other is operating in its areas referred to in (a), call attention of such fishing vessels to the fact and, at the same time, promptly notify the fact to a duly authorized official on a patrol vessel of the other. The Government of that other *will* [shall] respect the notification in *carrying out enforcement* [policing] and exercising its jurisdiction over such fishing vessel and *will* [shall] notify the measures taken as a consequence to the Government of that either country.

9. Re *innocent passage* :

It is confirmed that innocent passage (in the case of fishing vessels, it is restricted to cases where their fishing gear has been *put away* [stowed away]) through territorial seas and fishery zones *will be in accordance with* [shall conform to] the rules of international law.

10. Re *rescue at sea and emergency refuge* :

The two Governments *will* [shall] conclude arrangements as soon as possible with respect to rescue at sea and emergency refuge for fishing vessels of the two countries. Even prior to the conclusion of such arrangements, the two Governments *will* [shall] provide pertinent rescue and protection to the extent possible in accordance with international practice with respect to rescue at sea and emergency refuge for fishing vessels of the two countries.

Tokyo, June 22, 1965

E. S.  
T. W. L.



8. *Respect mutuel des zones nationales de pêche interdite, etc. :*

a) En ce qui concerne les zones nationales de pêche interdite actuellement créées, à savoir pour le Japon les zones où la pêche à la drague et à la seine sont interdites et la zone comprise entre 128° et 128° 30' de longitude est et 33° 9' 15'' et 25° de latitude nord où la pêche à la drague est interdite, et pour la République de Corée les zones où sont respectivement interdites les pêches à la drague et au chalut, chacune des deux Parties contractantes prendra les dispositions nécessaires pour empêcher ses bâtiments de pêche de se livrer à la pêche dans les zones interdites de l'autre Partie.

b) Il est convenu que les systèmes actuellement appliqués par le Gouvernement coréen en ce qui concerne la pêche à la drague par des bâtiments coréens de moins de 50 tonnes dans la partie de la mer Jaune qui se trouve dans lesdites zones coréennes de pêche interdite et la pêche de la crevette par des bâtiments coréens dans la partie de la mer du Japon qui se trouve dans lesdites zones de pêche interdite constitueront des exceptions.

c) Tout fonctionnaire dûment autorisé d'un bâtiment garde-pêche de l'un des deux pays pourra, s'il découvre qu'un bâtiment de pêche de l'autre pays se livre à la pêche dans les zones mentionnées au paragraphe *a* ci-dessus, attirer l'attention de ce bâtiment sur ce fait et en informer en même temps un fonctionnaire dûment autorisé à bord d'un bâtiment garde-pêche de l'autre pays. Le Gouvernement de cet autre pays tiendra compte de cette notification, exercera sa juridiction sur ce bâtiment et lui appliquera les sanctions prévues par ses règlements, et informera l'autre Gouvernement des mesures qu'il aura prises.

9. *Droit de passage inoffensif :*

Il est confirmé que le droit de passage inoffensif à travers les eaux territoriales et les zones de pêche sera reconnu conformément aux règles du droit international (dans le cas des bâtiments de pêche, ce droit est limité aux bâtiments dont les engins de pêche sont rangés à bord).

10. *Secours en mer et droit de refuge en cas de danger :*

Les deux Gouvernements concluront dès que possible des accords relatifs au secours en mer et au droit de refuge en cas de danger pour les bâtiments de pêche des deux Pays. Avant même que ces accords soient conclus, les deux Gouvernements fourniront toute l'assistance et la protection voulues, conformément à l'usage international en matière de secours en mer et de droit de refuge en cas de danger, aux bâtiments des deux pays.

Tokyo, le 22 juin 1965

E. S.  
T. W. L.

## EXCHANGE OF NOTES CONCERNING IDENTIFICATION MARKINGS

## I

## JAPANESE NOTE

Tokyo, June 22, 1965

Monsieur le Ministre,

I have the honour to confirm that the following understandings have been reached between the representatives of the Governments of Japan and the Republic of Korea on the form of identification markings and the place where they shall be borne, which are provided for in the Annex to the Agreement on Fisheries between Japan and the Republic of Korea.

1. Identification markings shall bear an abbreviation to indicate the nationality of the fishing vessel and a number to enable the identification of the type of fishing and the home port. The form of identification markings shall be as set forth in the sheet attached hereto.

2. Identification markings shall be so painted that the said abbreviation and number can be identified [even] at night.

3. All identification markings shall have the seal issued by the respective Governments.

4. Identification markings shall be borne at readily recognizable places on the upper part of both sides of the bridge of the fishing vessel.

Upon receipt of Your Excellency's reply confirming, on behalf of the Government of the Republic of Korea, the aforementioned understandings, the Government of Japan will consider that this Note and Your Excellency's reply shall constitute an agreement between the two Governments which shall enter into force on the date of the entry into force of the aforementioned Agreement.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency, Monsieur le Ministre, the assurances of my highest consideration.

Etsusaburo SHINA  
Minister for Foreign Affairs of Japan

His Excellency Tong Won Lee  
Minister of Foreign Affairs  
of the Republic of Korea

## ÉCHANGE DE NOTES RELATIF AUX MARQUES DISTINCTIVES

## I

## NOTE JAPONAISE

Tokyo, le 22 juin 1965

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous confirmer que les représentants des Gouvernements japonais et coréen sont convenus des arrangements suivants en ce qui concerne l'aspect et l'emplacement des marques distinctives des bâtiments de pêche mentionnées dans l'annexe à l'Accord entre le Japon et la République de Corée concernant la pêche.

1. Les marques distinctives comprendront une lettre indiquant la nationalité du bâtiment de pêche, et un numéro permettant d'identifier le type de pêche auquel ce bâtiment se livre, ainsi que son port d'attache. L'aspect de ces marques distinctives sera celui qui est indiqué sur la feuille ci-jointe.

2. Ces marques distinctives seront peintes de telle façon que la lettre et le numéro puissent être identifiés de nuit.

3. Toute marque distinctive devra être authentifiée par le sceau du Gouvernement qui l'aura délivrée.

4. Les marques distinctives devront être fixées à des endroits facilement repérables sur la partie supérieure et de chaque côté de la passerelle du bâtiment de pêche.

Au reçu de la réponse de Votre Excellence confirmant que les arrangements susmentionnés rencontrent l'agrément du Gouvernement de la République de Corée, le Gouvernement japonais considérera que cette note et votre réponse constituent un accord entre les deux Gouvernements qui entrera en vigueur le même jour que l'Accord susmentionné.

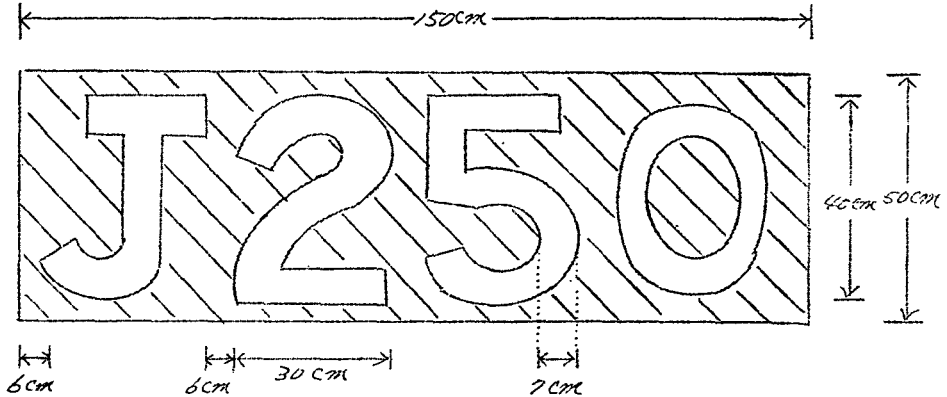
Veillez agréer, etc.

Etsusaburo SHIINA  
Ministre des affaires étrangères du Japon

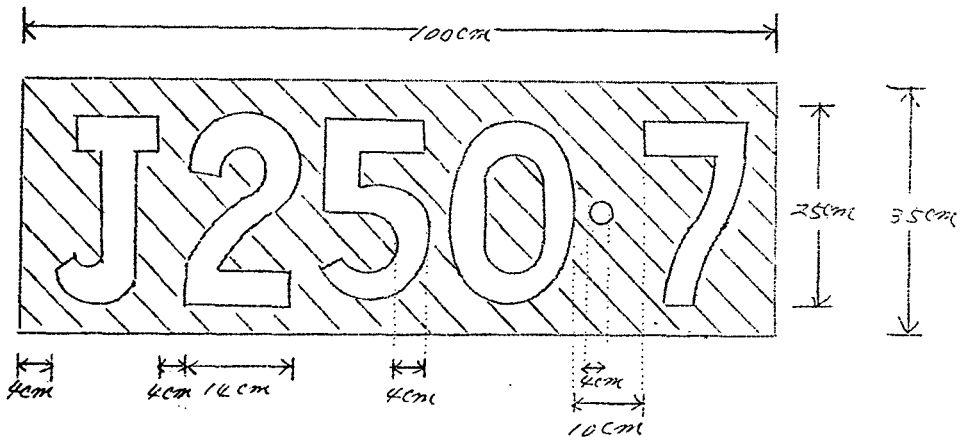
Son Excellence Monsieur Tong Won Lee  
Ministre des affaires étrangères  
de la République de Corée

(a) FORM FOR THE JAPANESE SIDE  
 a) MARQUES DISTINCTIVES JAPONAISES

(Principal marking)  
 (Marque principale)



(Sub-marking)  
 (Marque secondaire)

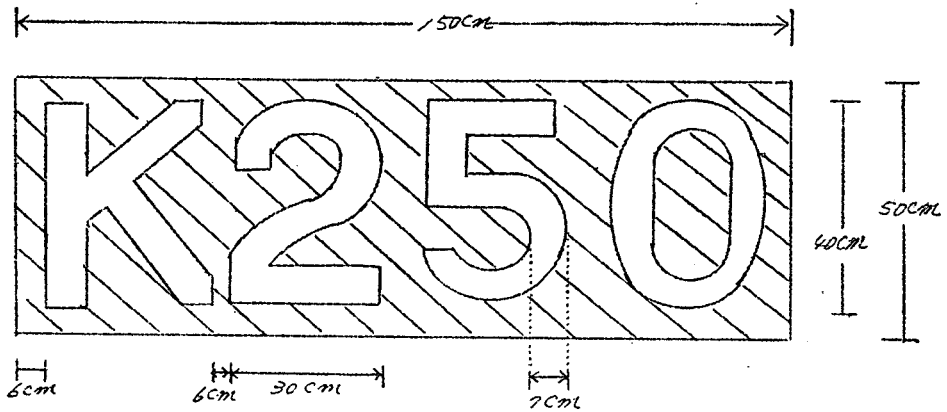


Note: The obliquely lined parts shall be yellowish orange and the other parts shall be black.

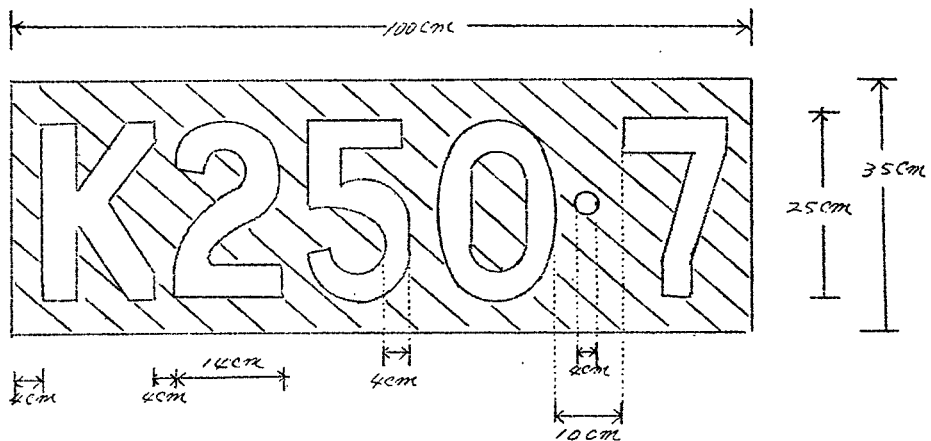
Note: Les parties hachurées obliquement seront peintes en orange tirant sur le jaune, les autres en noir.

(b) FORM FOR THE KOREAN SIDE  
 b) MARQUES DISTINCTIVES CORÉENNES

(Principal marking)  
 (Marque principale)



(Sub-marking)  
 (Marque secondaire)



Note: The obliquely lined parts shall be black and the other parts shall be yellowish orange.

Note: Les parties hachurées obliquement seront peintes en noir, les autres en orange tirant sur le jaune.

## II

## KOREAN NOTE

Tokyo, June 25, 1965

Monsieur le Ministre,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's Note of today's date, which reads as follows :

[See note I]

I have the honour to confirm that the aforementioned understandings are also the understandings of the Government of the Republic of Korea and that the Government of the Republic of Korea will consider that Your Excellency's Note and this reply shall constitute an agreement between the two Governments which shall enter into force on the date of the entry into force of the aforementioned Agreement.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency, Monsieur le Ministre, the assurances of my highest consideration.

TONG WON LEE  
Minister of Foreign Affairs

His Excellency Etsusaburo Shiina  
Minister for Foreign Affairs of Japan

## EXCHANGE OF NOTES CONCERNING CO-OPERATION ON FISHERIES

## I

## KOREAN NOTE

Tokyo, June 22, 1965

Monsieur le Ministre,

I have the honour to refer to the Agreement on Fisheries between the Republic of Korea and Japan signed today and to confirm the following understandings reached between the representatives of the two Governments :

With a view to developing and improving the fisheries of the two countries, the two Governments shall co-operate with each other as closely as possible in the technical and economic fields.

This co-operation includes the following :

- (1) Exchange of information and technics concerning fisheries.
- (2) Exchange of fishery experts and technicians.

## II

## NOTE CORÉENNE

Tokyo, le 22 juin 1965

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date de ce jour, dont le texte est le suivant :

[Voir note I]

J'ai l'honneur de vous confirmer que les arrangements susmentionnés rencontrent l'agrément du Gouvernement de la République de Corée qui considère que la note de Votre Excellence et la présente réponse constituent un accord entre les deux Gouvernements qui entrera en vigueur le même jour que l'Accord susmentionné.

Veuillez agréer, etc.

TONG WON LEE  
Ministre des affaires étrangères

Son Excellence Monsieur Etsusaburo Shiina  
Ministre des affaires étrangères du Japon

ÉCHANGE DE NOTES RELATIF À LA COOPÉRATION  
DANS LES PÊCHERIES

## 1

## NOTE CORÉENNE

Tokyo, le 22 juin 1965

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de me référer à l'Accord entre la République de Corée et le Japon concernant la pêche, signé ce jour, et de vous confirmer que les représentants des deux Gouvernements sont convenus des arrangements suivants :

En vue de développer et d'améliorer les pêcheries des deux pays, les deux Gouvernements coopéreront aussi étroitement que possible dans les domaines technique et économique.

Cette coopération comprendra notamment :

1. Des échanges de renseignements et de conseils techniques relatifs aux pêcheries ;
2. Des échanges d'experts et de techniciens des pêcheries.

Upon receipt of Your Excellency's reply confirming, on behalf of the Government of Japan, the aforementioned understandings, the Government of the Republic of Korea will consider that this Note and Your Excellency's reply shall constitute an agreement between the two Governments which shall enter into force on the date of the entry into force of the aforementioned Agreement.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency, Monsieur le Ministre, the assurances of my highest consideration.

TONG WON LEE  
Minister of Foreign Affairs

His Excellency Etsusaburo Shiina  
Minister for Foreign Affairs of Japan

## II

### JAPANESE NOTE

Tokyo, June 22, 1965

Monsieur le Ministre,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's Note of today's date, which reads as follows :

[See note I]

I have the honour to confirm that the aforementioned understandings are also the understandings of the Government of Japan and that the Government of Japan will consider that Your Excellency's Note and this reply shall constitute an agreement between the two Governments which shall enter into force on the date of the entry into force of the aforementioned Agreement.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency, Monsieur le Ministre, the assurances of my highest consideration.

Etsusaburo SHIINA  
Minister for Foreign Affairs of Japan

His Excellency Tong Won Lee  
Minister of Foreign Affairs  
of the Republic of Korea



Au reçu de la réponse de Votre Excellence confirmant que les arrangements susmentionnés rencontrent l'agrément du Gouvernement japonais, le Gouvernement de la République de Corée considérera que cette note et votre réponse constituent un accord entre les deux Gouvernements qui entrera en vigueur le même jour que l'Accord susmentionné.

Veillez agréer, etc.

TONG WON LEE  
Ministre des affaires étrangères

Son Excellence Monsieur Etsusaburo Shiina  
Ministre des affaires étrangères du Japon

## II

### NOTE JAPONAISE

Tokyo, le 22 juin 1965

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date de ce jour, dont le texte est le suivant :

[Voir note I]

J'ai l'honneur de vous confirmer que les arrangements susmentionnés rencontrent l'agrément du Gouvernement japonais qui considère que la note de Votre Excellence et la présente réponse constituent un accord entre les deux Gouvernements qui entrera en vigueur le même jour que l'Accord susmentionné.

Veillez agréer, etc.

Etsusaburo SHIINA  
Ministre des affaires étrangères du Japon

Son Excellence Monsieur Tong Won Lee  
Ministre des affaires étrangères  
de la République de Corée

LETTERS EXCHANGED CONCERNING THE SAFETY OF OPERATION,  
MAINTENANCE OF ORDER AND SETTLEMENTS OF ACCIDENTS AT  
SEA

I

*Letter from the Director of the Asian Affairs Bureau of the Ministry of Foreign Affairs  
of Japan to the Director of the Asian Affairs Bureau of the Ministry of Foreign  
Affairs of the Republic of Korea*

Tokyo, June 22, 1965

Sir :

On the occasion of the signing today of the Agreement on Fisheries between Japan and the Republic of Korea, I take pleasure in stating that the fisheries authorities of Japan intend to guide Japanese private organizations concerned so that an arrangement containing the items set forth in the sheet attached hereto may be made between the private organizations concerned of the two countries as soon as possible in order to ensure the safety of operation and maintain proper order in operation between the fishing vessels of Japan and the Republic of Korea and to serve the purpose of seeking smooth and speedy settlements of accidents at sea between the fishing vessels of the two countries.

Sincerely yours,

Toraō USHIROKU  
Director, Asian Affairs Bureau  
Ministry of Foreign Affairs of Japan

Mr. Yeon Ha Koo  
Director, Asian Affairs Bureau  
Ministry of Foreign Affairs  
of the Republic of Korea

ATTACHED SHEET

ITEMS CONCERNING THE SAFETY OF OPERATION AND MAINTENANCE OF ORDER

1. Signs and signals

- (1) Sign indicating that a fishing vessel is engaging in fishing operation
- (2) Sign indicating an accident which occurred during fishing operation of a fishing vessel
- (3) Sign indicating anchoring and mooring of a fishing vessel at night
- (4) Recognition signal of a fishing vessel at night and whistling signal indicating its course

ÉCHANGE DE LETTRES RELATIF À LA SÉCURITÉ ET À LA POLICE  
DE LA PÊCHE ET AU RÈGLEMENT DES ACCIDENTS EN MER

## I

*Lettre adressée par le Directeur du Bureau des affaires asiatiques du Ministère japonais des affaires étrangères au Directeur du Bureau des affaires asiatiques du Ministère coréen des affaires étrangères*

Tokyo, le 22 juin 1965

Monsieur le Directeur,

À l'occasion de la conclusion de l'Accord entre le Japon et la République de Corée concernant la pêche, signé ce jour, j'ai le plaisir de vous informer que les autorités japonaises chargées des pêcheries ont l'intention de donner des directives aux entreprises privées japonaises intéressées de façon qu'un arrangement concernant les questions énumérées en annexe puisse être conclu le plus tôt possible entre les organisations intéressées des deux pays afin de garantir la sécurité et d'assurer comme il convient la police de la pêche entre les bâtiments japonais et coréens, et de permettre de régler rapidement et à l'amiable les accidents survenus en mer entre des bâtiments de pêche des deux pays.

Veuillez agréer, etc.

Torao USHIROKU  
Directeur du Bureau des affaires asiatiques  
du Ministère des affaires étrangères du Japon

Monsieur Yeon Ha Koo  
Directeur du Bureau des affaires asiatiques  
du Ministère des affaires étrangères  
de la République de Corée

## ANNEXE

## QUESTIONS RELATIVES À LA SÉCURITÉ ET À LA POLICE DE LA PÊCHE

## 1. Signes et signaux :

- 1) Signe indiquant qu'un bâtiment commence à pêcher.
- 2) Signe indiquant qu'un accident s'est produit pendant qu'un bâtiment se livrait à la pêche.
- 3) Signe indiquant le mouillage et l'amarrage d'un bâtiment de pêche pendant la nuit.
- 4) Signal de reconnaissance d'un bâtiment de pêche naviguant de nuit, et sifflet indiquant la route suivie.

2. Matters to be observed during operation
  - (1) Principle of respecting operation of a fishing vessel ahead engaging in fishing operation
  - (2) Principle of respecting the area of gear set during fishing operation
  - (3) Principle concerning the case of parallel operation of fishing units
  - (4) Principle concerning operation in congested fishing grounds (including the distance between light-ships engaging in seine fishing operation)
3. Matters concerning clearing out of the course
  - (1) Principle of priority of a fishing vessel engaging in fishing operation
  - (2) Principle concerning mutual clearing out of the course of a fishing vessel engaging in fishing operation
  - (3) Principle of priority of a fishing vessel which met an accident (such as the losing of gear and severing of rope) during fishing operation
4. Matters to be attended to in anchoring and mooring
5. Matters concerning rescue at sea
6. Matters concerning compensation for damage to a fishing vessel and gear

## II

*Letter from the Director of the Asian Affairs Bureau of the Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Korea to the Director of the Asian Affairs Bureau of the Ministry of Foreign Affairs of Japan*

Tokyo, June 22, 1966

Sir,

On the occasion of the signing today of the Agreement Concerning Fisheries between the Republic of Korea and Japan, I take pleasure in stating that the fisheries authorities of the Republic of Korea intend to guide Korean private organisations concerned so that an arrangement containing the items set forth in the sheet attached hereto may be made between the private organizations concerned of the two countries as soon as possible in order to ensure the safety of operation and maintain proper order in operation between the fishing vessels of Japan and the Republic of Korea and to serve the purpose of seeking smooth and speedy settlements of accidents at sea between the fishing vessels of the two countries.

YEON HA KOO  
Director, Asian Affairs Bureau  
Ministry of Foreign Affairs  
of the Republic of Korea

Mr. Torao Ushiroku  
Director, Asian Affairs Bureau  
Ministry of Foreign Affairs of Japan

2. Règles à observer pendant la pêche :

- 1) Principe du respect de la liberté d'action d'un bâtiment se livrant à la pêche en avant d'un autre bâtiment.
- 2) Principe du respect de la zone de pose des engins de pêche.
- 3) Principes à observer dans le cas de bâtiments qui se livrent à la pêche en naviguant parallèlement.
- 4) Principes applicables à la pêche sur les lieux de pêche encombrés (y compris la distance à respecter entre les bâtiments pêchant à la lampe et à la seine).

3. Règles relatives aux priorités en matière de navigation :

- 1) Principe de la priorité au bâtiment qui est en train de pêcher.
- 2) Principe selon lequel deux bâtiments se livrant à la pêche doivent éviter de se couper la route.
- 3) Principe de la priorité au bâtiment victime d'un accident (par exemple perte d'engins de pêche ou rupture de cordage) en cours de pêche.

4. Règles à observer pour le mouillage et l'amarrage des bâtiments.

5. Règles relatives au secours en mer.

6. Règles relatives à l'indemnisation des dommages causés à un bâtiment de pêche ou à des engins de pêche.

II

*Lettre adressée par le Directeur du Bureau des affaires asiatiques du Ministère coréen des affaires étrangères au Directeur du Bureau des affaires asiatiques du Ministère japonais des affaires étrangères*

Tokyo, le 22 juin 1965

Monsieur le Directeur,

À l'occasion de la conclusion de l'Accord entre la République de Corée et le Japon, signé ce jour, j'ai le plaisir de vous informer que les autorités coréennes chargées des pêcheries ont l'intention de donner des directives aux entreprises privées coréennes intéressées de façon qu'un arrangement concernant les questions énumérées en annexe puisse être conclu le plus tôt possible entre les organisations intéressées des deux pays afin de garantir la sécurité et d'assurer comme il convient la police de la pêche entre les bâtiments japonais et coréens, et de permettre de régler rapidement et à l'amiable les accidents survenus en mer entre des bâtiments de pêche des deux pays.

YEON HA KOO

Directeur du Bureau des affaires asiatiques  
du Ministère des affaires étrangères  
de la République de Corée

Monsieur Torao Ushiroku

Directeur du Bureau des affaires asiatiques  
du Ministère des affaires étrangères du Japon

## ATTACHED SHEET

## ITEMS CONCERNING THE SAFETY OF OPERATION AND MAINTENANCE OF ORDER

[For the text of this annex, see p. 166 of this volume.]

## RECORD OF DISCUSSIONS

In the course of negotiations for conclusion of the Agreement on Fisheries between Japan and the Republic of Korea, the following statements were made respectively by the Japanese and Korean sides :

*Japanese Representative :*

(a) Administrative guidance in "give administrative guidance... so as to restrict the number of fishing vessels or fishing units in operation" referred to in paragraph 2 (a) of the Agreed Minutes to the Agreement includes guidance for the adjustment of the number of licences and identification markings.

(b) The *observation* [inspection] of the state of policing within its country referred to in paragraph 3 (c) of the Agreed Minutes to the Agreement includes receiving an explanation about the state of issuance of licences and identification markings.

(c) Most of the Japanese fishing vessels engaging in coastal fishing which is not subject to the provisional regulation measures for fisheries and operating in the joint regulation zone are of small scale management and their areas of operation are, because of the actual operational capability of such fishing vessels, mainly from north of Tsushima to northwest of Chejudo in the joint regulation zone, and, in view of the state of that fishing, it is considered that there will be no major change in this situation.

*Korean Representative :*

(a) Administrative guidance in "give administrative guidance... so as to restrict the number of fishing vessels or fishing units in operation" referred to in paragraph 2 (a) of the Agreed Minutes to the Agreement includes guidance for the adjustment of the number of issuance of licences and identification markings.

(b) The observation of the state of policing within its country referred to in paragraph 3 (c) of the Agreed Minutes to the Agreement includes receiving an explanation about the state of issuance of licences and identification markings.

T. H.  
K. S. L.

## ANNEXE

## QUESTIONS RELATIVES À LA SÉCURITÉ ET À LA POLICE DE LA PÊCHE

[Pour le texte de cette annexe, voir p. 167 de ce volume.]

## COMPTE RENDU DES DISCUSSIONS

Au cours des négociations qui ont précédé la conclusion de l'Accord entre le Japon et la République de Corée concernant la pêche, les représentants du Japon et de la Corée ont fait respectivement les déclarations suivantes :

*Le représentant du Japon :*

a) À l'alinéa *a* du paragraphe 2 des procès-verbaux d'accord du présent Accord, dans l'expression « prendra les mesures administratives... pour limiter le nombre des bâtiments ou bateaux de pêche en activité » les mesures administratives visées comprennent des directives en vue de limiter le nombre des permis de pêche et des marques distinctives délivrées.

b) Dans le cadre des visites d'inspection qu'un fonctionnaire de l'une des Parties contractantes pourra faire, conformément à l'alinéa *c* du paragraphe 3 des procès-verbaux d'accord, afin d'observer l'application de la réglementation provisoire des pêcheries dans les eaux de l'autre Partie contractante, ledit fonctionnaire pourra obtenir des explications concernant la délivrance des permis de pêche et des marques distinctives.

c) La plupart des bâtiments de pêche japonais qui se livrent à la pêche côtière (non soumise à la réglementation provisoire des pêcheries) dans la zone de réglementation commune sont de petites unités et, en raison de leur capacité opérationnelle réduite, leur zone de pêche s'étend principalement du nord de Tsushima au nord-ouest de Chejudo dans la zone de réglementation commune ; compte tenu de la situation actuelle de cette pêche côtière, on ne prévoit pas de changement important à cet égard.

*Le représentant de la Corée :*

a) À l'alinéa *a* du paragraphe 2 des procès-verbaux d'accord du présent Accord, dans l'expression « prendra les mesures administratives... pour limiter le nombre des bâtiments ou bateaux de pêche en activité », les mesures administratives visées comprennent des directives en vue de limiter le nombre des permis de pêche et des marques distinctives délivrées.

b) Dans le cadre des visites d'inspection qu'un fonctionnaire de l'une des Parties contractantes pourra faire, conformément à l'alinéa *c* du paragraphe 3 des procès-verbaux d'accord, afin d'observer l'application de la réglementation provisoire des pêcheries dans les eaux de l'autre Partie contractante, ledit fonctionnaire pourra obtenir des explications concernant la délivrance des permis de pêche et des marques distinctives.

T. H.  
K. S. L.





No. 8473

---

**JAPAN  
and  
REPUBLIC OF KOREA**

**Agreement on the settlement of problems concerning  
property and claims and on economic co-operation (with  
Protocols, exchanges of notes and agreed minutes).  
Signed at Tokyo, on 22 June 1965**

*Official texts: Japanese and Korean.*

*Registered by Japan on 15 December 1966.*

---

**JAPON  
et  
RÉPUBLIQUE DE CORÉE**

**Accord relatif au règlement de problèmes concernant les  
biens et les réclamations et à la coopération économique  
(avec Protocoles, échanges de notes et procès-verbaux  
agréés). Signé à Tokyo, le 22 juin 1965**

*Textes officiels japonais et coréen.*

*Enregistré par le Japon le 15 décembre 1966.*



の全部又は一部の支払が第三条の規定による支払期日までに行なわれなかつたときは、その賦払金の全部又は一部について第二条の大韓共和国の要請があつたものとみなす。

以上の証拠として、下名は、この議定書に署名した。

千九百六十五年六月二十二日に東京で、ひとしく正文である日本語及び韓国語により本書二通を作成した。

日本国のために

椎名悦三郎

高杉 晋一

大韓共和国のために

李 東 元

金 東 祚

第一回の支払期日と同一の日までに行なうものとする。

#### 第四條

第二條の大韓民国政府の要請は、日本国の財政上の償行を考慮して、前條の規定による支払期日が属する日本国の会計年度が始まる曆年の前年の十月一日までに、当該支払期日に支払われるべき賦払金について行なわれるものとする。ただし、第一回の支払（及び本文の規定による）ができない場合の第二回の支払）についての要請は、協定の効力発生の日に行なわれるものとする。

#### 第五條

大韓民国の要請は、第一條にいう各年の賦払金の全部又は一部について行なうことができる。

#### 第六條

大韓民国の要請が第四條の規定による期日までに行なわれず、かつ、賦払金

五七三、〇〇〇ドル)

第十回の年賦払の額 四百五十七万二千三百九十八合衆国ドル八セント(四、五七二、三九八・〇八ドル)

### 第二条

前条の各年の賦払金について大韓民国の要請があつたときは、その要請のあつた金額に相当する協定第一条1(a)の規定による生産物及び役務の供与並びに前条の規定による賦払金の支払が行なわれたものとみなし、これにより、協定第一条1(a)の規定による生産物及び役務の供与の額並びにその年の供与の限度額は、同条1(a)の規定にかかわらず、その金額だけ減額されるものとする。

### 第三条

第一条にいう日本国の債権の額の返済に関し、大韓民国は、第一回の年賦払を協定の効力発生の日に行なうものとし、第二回以降の年賦払を各年において

## 第二議定書

財産及び請求権に関する問題の解決並びに経済協力に関する日本国と大韓民国との間の協定（以下「協定」という。）に署名するに当たり、下名は、各自の政府から正当な委任を受け、さらに、協定の不可分の一部と認められる次の規定を協定した。

## 第一条

大韓民国は、日本国と大韓民国との間の清算勘定の残高として千九百六十一年四月二十二日の交換公文により両締約国政府間で確認されている日本国の債権である四千五百七十二万九千三百九十八合衆国ドル八セント（四五、七二九、三九八・〇八ドル）を協定の効力発生の日から十年の期間内に、次のとおり分割して返済するものとする。この場合においては、利子を附さない。

第一回から第九回までの年賦払の額 各年四百五十七万三千合衆国ドル（四、

以上の証拠として、下名は、この議定書に署名した。

千九百六十五年六月二十二日に東京で、ひとしく正文である日本語及び韓国語により本書二通を作成した。

日本国のために

椎名悦三郎

高杉 晋一

大韓民国のために

李 東 元

金 東 作

大韓民国における課税を免除される。

4 日本国により供与される生産物は、大韓民国の領域から再輸出されてはならない。

5 いずれの一方の締約国の政府も、日本国により供与される生産物の運送及び保険に関し、公正かつ自由な競争を妨げることがある他方の締約国の国民及び法人に対する差別的措置を、直接又は間接に執らないものとする。

6 この条の規定は、協定第一条1(b)に定める貸付けによる生産物及び役務の調達についても適用されるものとする。

#### 第七条

この議定書の実施に関する手続その他の細目は、両政府間で協議により合意するものとする。



除を与えられてはいるが、前記の場合において管轄裁判所が行なつた最終の裁判を、使節団を拘束するものとして受諾するものとする。

9 最終の裁判の執行に当たり、使節団に属し、かつ、その任務の遂行のため使用される土地及び建物並びにその中にある動産は、いかなる場合にも強制執行を受けることはない。

#### 第六条

1 両政府は、生産物及び役務の供与が円滑かつ効果的に行なわれるため必要な措置を執るものとする。

2 生産物又は役務の供与に関連して大韓民国内において必要とされる日本国民は、その作業の遂行のための大韓民国への入国、同国からの出国及び同国における滞在に必要な便宜を与えられるものとする。

3 日本国の国民及び法人は、生産物又は役務の供与から生ずる所得につき、

他の職員は、自己の職務の遂行について受ける報酬に対する日本国における課税を免除され、かつ、日本国の法令の定めるところにより、自用の財産に対する関税その他輸入について又は輸入に関連して課される課徴金を免除される。

8 契約から若しくはこれに関連して生ずる紛争が仲裁により解決されなかつたとき、又は当該仲裁判断が履行されなかつたときは、その問題は、最後の解決手段として、契約地の管轄裁判所に提起することができる。この場合において、必要とされる訴訟手続上の目的のためにのみ、使節団の法務部長の職にある者は、2 (b) の契約に関し訴え、又は訴えられることができるものとし、そのために使節団における自己の事務所において訴状その他の訴訟書類の送達を受けることができるものとする。ただし、訴訟費用の担保を供する義務を免除される。使節団は、4 及び 6 に定めるところにより不可侵及び免

遂行から生ずることがある使節団の所得は、日本国における課税を免除される。使節団が公用のため輸入する財産は、関税その他輸入について又は輸入に關連して課される課徴金を免除される。

5 使節団は、他の外国使節団に通常与えられる行政上の援助で使節団の任務の効果的な遂行のため必要とされるものを日本国政府から与えられるものとする。

6 大韓民国の国民である使節団の長、使節団の上級職員二人及び3の規定に従つて設置される事務所の長は、国際法及び国際慣習に基づいて一般的に認められる外交上の特権及び免除を与えられる。使節団の任務の効果的な遂行のため必要があると認められたときは、前記の上級職員の数は、両政府間の合意により増加することができ。

7 大韓民国の国民であり、かつ、通常日本国内に居住していない使節団のそ

- 2 使節団は、協定第一条1(a)及びこの議定書の実施を任務とし、その任務には次の事項を含むものとする。
  - (a) 大韓民国政府が作成した実施計画の日本国政府への提出
  - (b) 大韓民国政府のための契約の締結及び実施
  - (c) (b)の契約及び大韓民国政府の認可を受けた者の締結する契約の認証を受けるための日本国政府への送付
- 3 使節団の任務の効果的な遂行のため必要であり、かつ、もつばらその目的に使用される使節団の日本国における事務所は、東京及び両政府間で合意することがある他の場所に設置する。
- 4 使節団の事務所の構内及び記録は、不可侵とする。使節団は、暗号を使用することができる。使節団に属し、かつ、直接その任務の遂行のため使用される不動産は、不動産取得税及び固定資産税を免除される。使節団の任務の

できる。

#### 第四条

1 日本国政府は、第五条1の使節団又は大韓民国政府の認可を受けた者が契約により負う債務並びに前条4の規定による生産物及び役務の供与の費用に充てるための支払を、第七条の規定に基づいて定める手続によつて、行なうものとする。この支払は、日本円で行なうものとする。

2 日本国は、1の規定に基づく支払を行なうことにより、その支払を行なつた時に、その支払に係る生産物及び役務を、協定第一条1(a)の規定に従い、大韓民国に供与したものとみなされる。

#### 第五条

1 大韓民国政府は、同政府の使節団（以下「使節団」という。）を日本国内に設置する。

内に行なわれるものとする。定められた期間内に認証が得られなかつたときは、その契約は、協定第一条<sup>2</sup>の合同委員会に付託され、合同委員会の勧告に従つて処理されるものとする。その勧告は、合同委員会がその契約を受領した後三十日以内に行なわれるものとする。この項に定めるところに従つて認証を得た契約は、以下「契約」という。

3 すべての契約は、その契約から又はこれに関連して生ずる紛争が一方の契約当事者の要請により、両政府間で行なわれることがある取極に従つて商事仲裁委員会に解決のため付託される旨の規定を含まなければならぬ。両政府は、正当になされたすべての仲裁判断を最終的なものとし、かつ、執行することができるようにするため必要な措置を執るものとする。

4 1の規定にかかわらず、生産物及び役務の供与は、契約によることができなないと認められる場合は、契約なしで、両政府間の合意により行なうことが

2 日本国の生産物及び日本人の役務の供与は、日本国と大韓民国との間の通常の貿易が著しく阻害されないように、かつ、外国為替上の追加の負担が日本国に課されないように、実施されるものとする。

### 第三条

1 第五条1の使節団又は大韓民国政府の認可を受けた者は、実施計画に従い生産物及び役務を取得するため、日本国民又はその支配する日本国の法人と直接に契約を締結するものとする。

2 1の契約（その変更を含む。）は、(1)協定第一条1(a)及びこの議定書の規定、(2)両政府が協定第一条1(a)及びこの議定書の実施のため行なり取極の規定並びに(3)その時に適用される実施計画に合致しなければならぬ。これらの契約は、前記の基準に合致するものであるかどうかについて認証を得るため、日本国政府に送付されるものとする。この認証は、原則として十四日以

## 第一議定書

財産及び請求権に関する問題の解決並びに経済協力に関する日本国と大韓民国との間の協定（以下「協定」という。）に署名するに当たり、下名は、各自の政府から正当な委任を受け、協定第一条1(a)の規定の実施に関し、協定の不可分の一部と認められる次の規定を協定した。

## 第一条

日本国が供与する生産物及び役務を定める年度実施計画（以下「実施計画」という。）は、大韓民国政府により作成され、両締約国政府間の協議により決定されるものとする。

## 第二条

1 日本国が供与する生産物は、資本財及び両政府が合意するその他の生産物とする。



ソウルで交換されるものとする。この協定は、批准書の交換の日に効力を生ずる。

以上の証拠として、下名は、各自の政府からこのために正当な委任を受け、この協定に署名した。

千九百六十五年六月二十二日に東京で、ひとしく正文である日本語及び韓国語により本書二通を作成した。

日本国のために

椎名悦三郎

高杉 晋一

大韓民国のために

李 東 元

金 東 祚

三の仲裁委員又は当該期間内にその二人の仲裁委員が合意する第三国の政府が指名する第三の仲裁委員との三人の仲裁委員からなる仲裁委員会に決定のため付託するものとする。ただし、第三の仲裁委員は、両締約国のうちいずれかの国民であつてはならない。

3 いずれか一方の締約国の政府が当該期間内に仲裁委員を任命しなかつたとき、又は第三の仲裁委員若しくは第三国について当該期間内に合意されなかつたときは、仲裁委員会は、両締約国政府のそれぞれが三十日の期間内に選定する国の政府が指名する各一人の仲裁委員とそれらの政府が協議により決定する第三国の政府が指名する第三の仲裁委員をもつて構成されるものとする。

4 両締約国政府は、この条の規定に基づく仲裁委員会の決定に服するものとする。

#### 第四条

この協定は、批准されなければならない。批准書は、できる限りすみやかに

3 2の規定に従うことを条件として、一方の締約国及びその国民の財産、権利及び利益であつてこの協定の署名の日に他方の締約国の管轄の下にあるものに対する措置並びに一方の締約国及びその国民の他方の締約国及びその国民に対するすべての請求権であつて同日以前に生じた事由に基づくものに関しては、いかなる主張もすることができないものとする。

### 第三条

1 この協定の解釈及び実施に関する両締約国間の紛争は、まず、外交上の経路を通じて解決するものとする。

2 1の規定により解決することができなかつた紛争は、いずれか一方の締約国の政府が他方の締約国の政府から紛争の仲裁を要請する公文を受領した日から三十日の期間内に各締約国政府が任命する各一人の仲裁委員と、こうして選定された二人の仲裁委員が当該期間の後の三十日の期間内に合意する第

益並びに両締約国及びその国民の間の請求権に関する問題が、千九百五十一年九月八日にサン・フランシスコ市で署名された日本国との平和条約第四条(a)に規定されたものを含めて、完全かつ最終的に解決されたこととなることを確認する。

2 この条の規定は、次のもの（この協定の署名の日までにそれぞれの締約国が執つた特別の措置の対象となつたものを除く。）に影響を及ぼすものではない。

- (a) 一方の締約国の国民で千九百四十七年八月十五日からこの協定の署名の日までの間に他方の締約国に居住したことがあるものの財産、権利及び利益
- (b) 一方の締約国及びその国民の財産、権利及び利益であつて千九百四十五年八月十五日以後における通常の接触の過程において取得され又は他方の締約国の管轄の下にはいつたもの

貸付けは、日本国の海外経済協力基金により行なわれるものとし、日本国政府は、同基金がこの貸付けを各年において均等に行ないうるために必要とする資金を確保することができるよう、必要な措置を執るものとする。前記の供与及び貸付けは、大韓民国の経済の発展に役立つものでなければならぬ。

2 両締約国政府は、この条の規定の実施に関する事項について勧告を行なう権限を有する両政府間の協議機関として、両政府の代表者で構成される合同委員会を設置する。

3 両締約国政府は、この条の規定の実施のため、必要な取極を締結するものとする。

## 第二条

1 両締約国は、両締約国及びその国民（法人を含む。）の財産、権利及び利

ら十年の期間にわたつて無償で供与するものとする。各年における生産物及び役務の供与は、現在において百八億円（一〇、八〇〇、〇〇〇、〇〇〇円）に換算される三千万合衆国ドル（三〇、〇〇〇、〇〇〇ドル）に等しい円の額を限度とし、各年における供与がこの額に達しなかつたときは、その残額は、次年以降の供与額に加算されるものとする。ただし、各年の供与の限度額は、両締約国政府の合意により増額されることができるとする。

(b) 現在において七百二十億円（七二、〇〇〇、〇〇〇、〇〇〇円）に換算される二億合衆国ドル（二〇〇、〇〇〇、〇〇〇ドル）に等しい円の額に達するまでの長期低利の貸付けで、大韓民国政府が要請し、かつ、この規定に基づいて締結される取極に従つて決定される事業の実施に必要な日本の生産物及び日本人の役務の大韓民国による調達に充てられるものをこの協定の効力発生の日から十年の期間にわたつて行なうものとする。この

## No. 8473. JAPANESE TEXT — TEXTE JAPONAIS

財産及び請求権に関する問題の解決並びに経済協力に関する日本国と大韓民国との間の協定

日本国及び大韓民国は、

両国及びその国民の財産並びに両国及びその国民の間の請求権に関する問題を解決することを希望し、

両国間の経済協力を増進することを希望して、

次のとおり協定した。

## 第一条

1 日本国は、大韓民国に対し、

(a) 現在において千八十億円（一〇八、〇〇〇、〇〇〇、〇〇〇円）に換算される三億合衆国ドル（三〇〇、〇〇〇、〇〇〇ドル）に等しい円の価値を有する日本国の生産物及び日本人の役務を、この協定の効力発生の日か

No. 8473. KOREAN TEXT — TEXTE CORÉEN

일본국과 대한 민국 간의 재산 및 청구권에  
 관한 문제의 해결과 경제 협력에  
 관한 협정

일본국과 대한 민국은,

양국 및 양국 국민의 재산과 양국 및 양국 국민 간의  
 청구권에 관한 문제를 해결할 것을 희망하고,

양국 간의 경제 협력을 증진할 것을 희망하여,

다음과 같이 합의하였다.

제 1 조

1 일본국은 대한 민국에 대하여,

(a) 현재에 있어서 1천 80억 일본원 (108,000,000,000원)  
 으로 환산되는 3억 아메리카 합중국 달러 (\$300,000,000)과  
 동등한 일본 원의 가치를 가지는 일본국의 생산물 및 일본인의  
 용역을, 본 협정의 효력 발생일로부터 10년 기간에 걸쳐  
 무상으로 제공한다. 매년의 생산물 및 용역의 제공은 현재에



있어서 1백 8억 일본 원 (10,800,000,000원)으로 환산되는  
3천만 아메리카 합중국 불 (\$30,000,000)과 동등한 일본  
원의 액수를 한도로 하고, 매년의 제공이 본 액수에 미달  
되었을 때에는 그 잔액은 차년 이후의 제공액에 가산된다.  
단, 매년의 제공 한도액은 양 계약국 정부의 합의에 의하여  
증액될 수 있다.

(b) 현재에 있어서 7백 20억 일본 원 (72,000,000,000원)  
으로 환산되는 2억 아메리카 합중국 불 (\$200,000,000)과  
동등한 일본 원의 액수에 달하기까지의 장기 저리의 차감으로서,  
대한 민국 정부가 요청하고 또한 3의 규정에 근거하여 체결될  
약정에 의하여 결정되는 사업의 실시에 필요한 일본국의 생산물  
및 일본인의 용역을 대한 민국이 조달하는데 있어 충당될  
차감을 본 협정의 효력 발생일로부터 10년 기간에 걸쳐 행한다.  
본 차감은 일본국의 해외 경제 협력 기금에 의하여 행하여지는  
것으로 하고, 일본국 정부는 동 기금이 본 차감을 매년 균등  
하게 이행할 수 있는데 필요한 자금을 확보할 수 있도록  
필요한 조치를 취한다.

전기 제공 및 차감은 대한 민국의 경제 발전에 유익한 것이  
아니면 아니된다.

2 양 체결국 정부는 본 조의 규정의 실시에 관한 사항에 대하여 권고를 행할 권한을 가지는 양 정부 간의 협의 기구으로서 양 정부의 대표자로 구성될 합동 위원회를 설치한다.

3 양 체결국 정부는 본 조의 규정의 실시를 위하여 필요한 약정을 체결한다.

## 제 2 조

1 양 체결국은, 양 체결국 및 그 국민 (법인을 포함함)의 재산, 권리 및 이익과 양 체결국 및 그 국민 간의 청구권에 관한 문제가, 1천 9백 51년 9월 8일에 샌프란시스코 시에서 서명된 일본국과의 평화 조약 제 4조 ( a )에 규정된 것을 포함하여, 완전히 그리고 최종적으로 해결된 것이 된다는 것을 확인한다.

2 본 조의 규정은 다음의 것 (본 협정의 서명일 까지 각기 체결국이 취한 특별 조치의 대상이 된 것을 제외한다)에 영향을 미치는 것이 아니다.

( a ) 일방 체결국의 국민으로서 1천 9백 47년 8월 15일부터 본 협정의 서명일 까지 사이에 타방 체결국에 거주한 일이 있는 사람의 재산, 권리 및 이익

( b ) 일방 체결국 및 그 국민의 재산, 권리 및 이익으로서 1천 9백 45년 8월 15일 이후에 있어서의 통상의

접촉의 과정에 있어 취득되었고 또는 타방 계약국의  
관할 하에 들어오게 된 것

3 2의 규정에 따르는 것을 조건으로 하여, 일방 계약국  
및 그 국민의 재산, 권리 및 이익으로서 본 협정의 서명일에  
타방 계약국의 관할 하에 있는 것에 대한 조치와 일방 계약국  
및 그 국민의 타방 계약국 및 그 국민에 대한 모든 청구권으로서  
동 일자 이전에 발생한 사유에 기인하는 것에 관하여는, 어떠한  
주장도 할 수 없는 것으로 한다.

### 제 3 조

1 본 협정의 해석 및 실시에 관한 양 계약국 간의 분쟁은  
우선 외교상의 경로를 통하여 해결한다.

2 1의 규정에 의하여 해결할 수 없었던 분쟁은 어느 일방  
계약국의 정부가 타방 계약국의 정부로부터 분쟁의 중재를 요청  
하는 공한을 접수한 날로부터 30일의 기간내에 각 계약국 정부가  
임명하는 1인의 중재 위원과 이와 같이 선정된 2인의 중재 위원이  
당해 기간 후의 30일의 기간 내에 합의하는 제 3의 중재 위원  
또는 당해 기간 내에 이들 2인의 중재 위원이 합의하는 제 3국의  
정부가 지명하는 제 3의 중재 위원과의 3인의 중재 위원으로  
구성되는 중재 위원회에 결정을 위하여 회부한다.

단, 제 3의 중재 위임은 양 계약국 중의 어느 편의 국민이어서는 아니된다.

3 어느 일방 계약국의 정부가 당해 기관 내에 중재 위임을 임명하지 아니 하였을 때, 또는 제 3의 중재 위임 또는 제 3국에 대하여 당해 기관 내에 합의하지 못하였을 때에는, 중재 위임회는 양 계약국 정부가 각각 30일의 기간 내에 선정하는 국가의 정부가 지명하는 각 1인의 중재 위임과 이들 정부가 협의에 의하여 결정하는 제 3국의 정부가 지명하는 제 3의 중재 위임으로 구성한다.

4 양 계약국 정부는 본 조의 규정에 의거한 중재 위임회의 결정에 복한다.

#### 제 4 조

본 협정은 비준되어야 한다. 비준서는 가능한 한 조속히 서울에서 교환한다.

본 협정은 비준서가 교환된 날로부터 효력을 발생한다.

이상의 증거로서, 하기 대표는 각자의 정부로부터 정당한 위임을 받아 본 협정에 서명하였다.

1965년 6월 22일 토오쿄오에서 동등히 정본인  
일본어 및 한국어로 본서 2통을 작성하였다.

일본국을 위하여

椎名悦三郎

高杉 晋一

대한 민국을 위하여

李 東 元

金 東 祚

## 제 1 의 정 서

일본국과 대한 민국 간의 재산 및 청구권에 관한 문제의 해결과 경제 협력에 관한 협정 (이하 "협정"이라 함)에 서명함에 있어서 하기 대표는 각자의 정부로부터 정당한 위임을 받아, 협정 제 1조 1 ( a )의 규정의 실시에 관하여 협정의 불가분의 일부로 인정되는 다음의 규정에 합의 하였다.

## 제 1 조

일본국이 제공하는 생산물 및 용역을 정하는 연도 실시 계획 (이하 "실시 계획"이라 함)은 대한 민국 정부에 의하여 작성되고 양 계약국 정부 간의 협의에 의하여 결정된다.

## 제 2 조

- 1 일본국이 제공하는 생산물은 자본재 및 양국 정부가 합의하는 기타의 생산물도 한다.
- 2 일본국의 생산물 및 일본인의 용역의 제공은 일본국과 대한 민국 간의 통상의 무역이 현저히 저해되지 아니 하도록

하며 또한 외국 환에 있어서의 추가 부담이 일본국에 과하여 지지 아니 하도록 실시 된다.

### 제 3 조

1 제 5조 1의 사절단 또는 대한 민국 정부의 인가를 받은 자는 실시 계획에 따라 생산물 및 용역을 취득하기 위하여 일본 국민 또는 그가 지배하는 일본국의 법인과 직접 계약을 체결한다.

2 1의 계약 (그의 변경을 포함함)은, (1) 협정 제 1조 1 ( a ) 및 본 의정서의 규정 (2) 양 정부가 협정 제 1조 1 ( a ) 및 본 의정서의 실시를 위하여 행하는 약정의 규정 및 (3) 당시에 적용되는 실시 계획에 합치되어야 한다. 이력한 계약은 전기 기준에 합치되는 것인가의 여부에 대하여 인증을 받기 위하여, 일본국 정부에 송부된다. 이 인 증은 엄 칩 적 으 로 14일 이내에 행하여 진다. 소 정 의 기 간 내 에 인 증 을 받 지 못할 때에는 그 계약은 협정 제 1조 2의 합동 위원회에 회부되어 합동 위원회의 권고에 따라 처리된다. 동 권고는 합동 위원회가 동 계약을 접수한 후 30일 이내에 행한다. 본 항에서 정하는 바에 따라 인 증 을 받 은 계약은, 이하 "계약"이라 한다.

3 모든 계약은, 그 계약으로부터 또는 계약과 관련하여 야기되는 분쟁은 일방 계약 당사자의 요청에 의하여, 양 정부 간에 행하여 질 약정에 따라 상사 중재 위원회에 해결을 위하여 회부된다는 취지의 규정을 포함하여야 한다. 양 정부는 정당하게 이루어진 모든 중재 판단을 최종적인 것으로 하고 또한 집행될 수 있도록 하기 위하여 필요한 조치를 취한다.

4 1의 규정에 불구하고, 생산물 및 용역의 제공이 계약에 의거 실행될 수 없다고 인정될 경우에는, 양 정부 간의 합의에 따라 계약 없이 실행할 수 있다.

#### 제 4 조

1 일본국 정부는, 제 5조 1의 사절단 또는 대한 민국 정부의 인가를 받은 자가 계약에 의하여 지는 채무와 전 조 4의 규정에 의한 생산물 및 용역 제공의 비용에 종당하기 위한 지불을 제 7조의 규정에 의거하여 정하는 절차에 따라 행한다. 이 지불은 일본 임으로 한다.

2 일본국은 1의 규정에 의거한 지불을 함으로써 그 지불을 행 한때에, 그 지불이 된 생산물 및 용역을 협정 제 1조 1 ( a )의 규정에 따라, 대한 민국에 제공한 것으로 간주한다.



## 제 5 조

1 대한 민국 정부는, 동 정부의 사절단 (이하 "사절단" 이라 함)을 일본국 내에 설치한다.

2 사절단은 협정 제 1조 1 ( a ) 및 본 의정서의 실시를 임무로 하며, 그 임무에는 다음의 사항이 포함된다.

( a ) 대한 민국 정부가 작성한 실시 계획의 일본국 정부에의 제출

( b ) 대한 민국 정부를 위한 계약의 체결 및 실시

( c ) ( b )의 계약 및 대한 민국 정부의 인가를 받은 자가 체결하는 계약의 인증을 받기 위한 일본국 정부에의 송부

3 사절단의 임무의 효과적인 수행을 위하여 필요하며, 또한, 오로지 그 목적을 위하여 사용되는 사절단의 일본국에 있어서의 사무소는, 토오쿄오 및 양 정부 간에서 합의하는 기타 장소에 설치할 수 있다.

4 사절단 사무소의 구내 및 기록은 불가침으로 한다. 사절단은 압토를 사용할 수 있다. 사절단에 속하며 또한 직접 그 임무의 수행을 위하여 사용되는 부동산은, 부동산 취득세 및 고정 자산세가 면제된다. 사절단의 임무의 수행으로부터

발생되는 사절단의 소득은, 일본국에 있어서의 과세가 면제된다. 사절단이 공적 목적으로 수입하는 재산은, 관세 기타 수입에 관하여 또는 수입에 관하여 부과되는 과징금이 면제된다.

5 사절단은, 타 외국 사절단에 통상적으로 부여되는 행정상의 임무로서 사절단의 임무의 효과적인 수행을 위하여 필요로 한 것을 일본국 정부로부터 부여 받는다.

6 대한 민국의 국민인 사절단의 장, 사절단의 상급 직원 2명 및 3의 규정에 따라 설치되는 사무소의 장은 국제법 및 국제 관습에 따라 일반적으로 인정되는 외교상의 특권 및 면제를 받는다. 사절단의 임무의 효과적인 수행을 위하여 필요하다고 인정될 때에는, 전기 상급 직원의 수는 양국 정부간의 합의에 따라 증가할 수 있다.

7 대한 민국의 국민으로서 통상 일본국 내에 거주하고 있지 아니하는 사절단의 기타 직원은, 자기의 직무 수행상 받는 보수에 대한 일본국에 있어서의 과세가 면제되며 또한 일본국의 법령에 정하는 바에 따라 자기용 재산에 대하여 관세, 기타 수입에 대하여 또는 수입에 관하여 부과되는 과징금이 면제된다.

8 계약 또는 이와 관련하여 야기되는 분쟁이 중재에 의한 해결을 보지 못한 때, 또는 동 중재 판단이 이행되지 아니한 때에는, 그 문제는 최후의 해결 수단으로서 계약지의 관할 재판소에 제기할 수 있다. 이 경우에 있어서, 필요한 소송 절차상의 목적을 위하여서만 사절단의 법무부장의 직에 있는 자는 2 ( b )의 계약에 관하여 제소하며 또는 응소될 수 있으며, 이를 위하여 사절단의 자기 사무소에 있어서 소장 기타의 소송 서류의 송달을 접수할 수 있다. 단, 소송 비용의 담보 제공 의무가 면제된다. 사절단은 4 및 6에 정하는 바에 따라, 불가침 및 면제가 부여되나, 진기 경우에 있어서, 관할 재판소가 행한 최종의 재판이 사절단을 구속하는 것으로 수락한다.

9 최종의 재판 집행에 있어서, 사절단에 속하며 또한 그 임무 수행을 위하여 사용되는 토지 및 건물과 그 안에 있는 동산은, 어떠한 경우에 있어서도, 강제 집행을 받지 아니한다.

#### 제 6 조

- 1 양 정부는 생산물 및 용역의 제공이 원활하고 효과적으로 행하여 지도록 하기 위하여 필요한 조치를 취한다.
- 2 생산물 또는 용역의 제공과 관련하여 대한 민국 내에

있어서 필요로 하는 일본 국민은, 그 작업 수행을 위하여 대한 민국에의 입국, 동국으로부터의 출국 및 동국에 있어서의 체재에 필요한 편의가 부여된다.

3 일본국의 국민 및 법인은 생산물 또는 용역의 제공으로부터 발생하는 소득에 대하여 대한 민국에 있어서의 과세가 면제된다.

4 일본국이 제공하는 생산물은 대한 민국의 영역으로부터 재수출 되어서는 아니 된다.

5 어느 일방 체약국의 정부도, 일본국이 제공하는 생산물의 수송 및 보험에 관하여, 공정하고도 자유로운 경쟁을 방해하는, 타방 체약국의 국민 및 법인에 대한 차별적 조치를 직접 또는 간접으로 취하지 아니한다.

6 본 조의 규정은 협정 제 1조 1 (b)에 정하는 차관에 의한 생산물 및 용역의 조달에 대하여도 적용된다.

### 제 7 조

본 의정서의 실시에 관한 절차 기타의 세목은 양 정부 간의 협의에 의하여 합의한다.

이상의 증거로서, 하기 대표는 본 의정서에 서명하였다.

1965년 6월 22일 도쿄에서 동등히 정본인 일본어  
및 한국어로 본서 2통을 작성하였다.

일본국을 위하여

椎名悦三郎

高杉 晋一

대한 민국을 위하여

李 東 元

金 東 祚

## 제 2 의정서

일본국과 대한 민국 간의 재산 및 청구권에 관한 문제의 해결과 경제 협력에 관한 협정 (이하 "협정"이라고 함)에 서명함에 있어서, 하기의 대표는 각자의 정부로부터 적당한 위임을 받고, 또한 협정의 불가분의 일부로 인정되는 다음의 구정에 합의하였다.

### 제 1 조

대한 민국은 일본국과 대한 민국 간의 청산 계정의 잔액으로서 1961년 4월 22일자 교환 공문에 의하여 양 계약국 정부 간에 확인되어 있는 일본국의 채권인 4천 5백 7십 2만 9천 3백 9십 8 아메리카 합중국 불 8센트 (\$45,729,398.08)를 협정의 효력 발생일로부터 10년의 기간 내에 다음과 같이 분할하여 변제한다. 이 경우에 있어서는 무이자로 한다.

제 1회부터 제 9회까지의 연부분의 액 - 매년 4백 5십 7만 3천 아메리카 합중국 불 (\$4,573,000)

제 10회의 연부분의 액 - 4백 5십 7만 2천 3백 9십 8 아메리카 합중국 불 8센트 (\$4,572,398.08)

## 제 2 조

전 조의 매년의 지불금에 대하여 대한 민국의 요청이 있을 경우에는, 그 요청이 있는 금액에 상당한 협정 제 1조 1 ( a )의 규정에 의한 생산물 및 용역의 제공과 전 조의 규정에 의한 지불금의 지불이 된 것으로 간주하고 이에 의하여 협정 제 1조 1 ( a )의 규정에 의한 생산물 및 용역의 제공액 및 그 해의 제공 한도액은 동 조 1 ( a )의 규정에 불구하고 그 금액만큼 감액된다.

## 제 3 조

제 1조에서 언급한 일본국의 채권액의 변제에 관하여, 대한 민국은 제 1회의 연부분을 협정의 효력 발생일에 행하는 것으로 하고, 제 2회 이후의 연부분을 매년에 있어서 제 1회의 지불 일자와 동일한 일자까지에 행한다.

## 제 4 조

제 2조에 의한 대한 민국 정부의 요청은 일본국의 재정상의 고통을 고려하여 전 조의 규정에 의한 지불 일자가 속하는 일본국의

회계년도가 시작되는 역년의 전년의 10월 1일까지에 당해 저불 일자에 지불하여야 할 부분금에 대하여 행하여 진다. 단, 제 1회의 지불 (및 본문의 규정에 의할 수 없을 경우에는 제 2회의 지불)에 대한 요청은 협정의 효력 발생일에 행하여 진다.

#### 제 5 조

대한 민국의 요청은 제 1조에서 언급한 매년의 부분금의 전부 또는 일부에 대하여 행할 수 있다.

#### 제 6 조

대한 민국의 요청이 제 4조의 규정에 의한 일자까지에 행하여 지지 않고, 또한 부분금의 전부 또는 일부의 지불이 제 3조의 규정에 의한 지불 일자까지에 행하여 지지 않았을 경우에는 그 부분금의 전부 또는 일부에 대하여 제 2조에 따라 대한 민국의 요청이 있었던 것으로 간주한다.

이상의 증거로서 하기 대표는 본 의정서에 서명하였다.



1965년 6월 22일 토오쿄오에서 동등히 정본인 일본어  
및 한국어로 본서 2종을 작성하였다.

일본국을 위하여

椎名悦三郎

高杉 晋一

대한 민국을 위하여

李 東 元

金 東 祚

し  
ま  
す。  
。

千九百六十五年六月二十二日に東京で

日本国外務大臣 椎名悦三郎

大韓民国外務部長官 李東元閣下

るものとする。

(a) 契約に関する支払の場合には、日本国政府が当該契約を認証した日

(b) その他の場合には、各場合につき両政府間で合意する日。ただし、合意した日がないときは、日本国政府が支払請求書を受領した日とする。

#### N 使節団

大韓民国政府は、契約に関して使節団を代表して行動する権限を与えられる使節団の長その他の職員の名を日本国政府に随時通知するものとし、日本国政府は、その氏名を日本国の官報で公示するものとする。この使節団の長その他の職員の権限は、日本国の官報で別段の公示がされるまでの間は、継続しているものとみなされる。

本大臣は、さらに、この書簡及び前記の提案の貴国政府による受諾を確認される閣下の返簡を、議定書第七条の規定に基づく議定書の実施に関する細目についての両政府間の合意を構成するものとみなすことを、議定書のその他の手続細目は両政府の当局の間で合意するとの了解の下に、提案する光榮を有します。

本大臣は、以上を申し進めるに際し、ここに重ねて閣下に向かつて敬意を表

るものとし、他のいかなる資金も、特別勘定に貸記されないものとする。特別勘定は、3及び5の目的のためにのみ借記を行なうものとする。

7 使節団又は機関が特別勘定に貸記された資金の全部又は一部を契約の解除その他によつて引き出さなかつた場合には、未払金額は、両政府間の協議により3及び5の目的のための支払に充てられるものとする。

8 特別勘定から支払われた金額の全部又は一部が使節団又は機関に返還された場合には、その返還された金額は、6の規定にかかわらず、特別勘定に貸記するものとする。その返還された金額は、両政府間の協議により、3及び5の目的のための支払に充てられるものとする。

9 議定書第四条2の規定の適用上「支払を行なつた時」とは、支払が日本国政府により銀行に対して行なわれた時をいう。

10 日本国が議定書第四条2の規定に従い大韓民国に供与したものとみなされる生産物及び役務の額の決定に当たつては、日本円で支払われた金額から換算される合衆国ドルの等価額が計算の基礎となるものとする。前記の換算に用いられる為替相場は、日本国政府が正式に決定し、かつ、国際通貨基金が同意した日本円の合衆国ドルに対する平価で、次に掲げる日に適用されてい

かつ、日本国民によつて支配されている日本国の銀行のうちから、議定書の実施に関する業務を行なう銀行を指定する。

2 使節団又は大韓民国政府の委任をうけた機関（以下「機関」という。）は、1に規定する指定銀行と取極を行ない、大韓民国政府の名義で特別勘定を開き、かつ、日本国民政府に対しその取極の内容を通告するものとする。特別勘定は、利子を附さないものとする。

3 使節団又は機関は、契約の規定に基づいて支払の義務が生ずる期日前に十分な余裕をもつて、支払金額、2の指定銀行のうち支払が行なわれるべき銀行（以下「銀行」という。）の名称及び使節団又は機関が関係契約者に支払を行なうべき期日を記載した支払請求書を日本国民政府に送付するものとする。

4 日本国民政府は、支払請求書を受領したときは、使節団又は機関が関係契約者に支払を行なうべき期日前に、銀行に請求金額を支払うものとする。

5 日本国民政府は、また、議定書第三条4の規定に従つて両政府が合意する供与に係る支払を、4に定めるのと同様の方法で、行なうものとする。

6 4及び5の規定に基づいて日本国民政府が支払う金額は、特別勘定に貸記す

出される。

3 実施計画は、当該年度中に大韓民国による調達が予定されている日本国の生産物及び日本人の役務を掲げるものとする。

4 実施計画は、両政府間の合意により修正することができる。

## II 契約

1 議定書第三条1の契約は、日本円で通常の商業上の手続によつて締結されるものとする。

2 議定書第三条2の契約（以下「契約」という。）の実施に関する責任は、議定書第五条1の使節団（以下「使節団」という。）又は大韓民国政府の認可を受けた者及び議定書第三条1の日本国民又は日本国の法人で、契約の当事者であるもののみが負うものとする。

3 議定書第三条3の適用上、商事仲裁委員会とは、契約のいずれか一方の当事者が仲裁への付託を要請した場合における他方の当事者が居住する国にある商事仲裁機関をいう。

## III 支払

1 大韓民国政府は、日本国の法律に基づき外国為替公認銀行として認可され、

EXCHANGE OF NOTES CONCERNING THE DETAILS FOR THE IMPLEMENTATION OF THE FIRST PROTOCOL      ÉCHANGE DE NOTES RÉGISSANT LES MODALITÉS D'APPLICATION DU PREMIER PROTOCOLE

## I

## [JAPANESE TEXT — TEXTE JAPONAIS]

(第一議定書の実施細目に関する交換公文)

(日本側書簡)

書簡をもつて啓上いたします。本大臣は、本日署名された財産及び請求権に関する問題の解決並びに経済協力に関する日本国と大韓民国との間の協定（以下「協定」という。）の第一議定書（以下「議定書」という。）に言及する光榮を有します。日本政府は、両国政府が議定書第七条の規定に基づいて次のとおり合意することを提案いたします。

## I 実施計画

1 議定書第一条の年度実施計画（以下「実施計画」という。）は、両政府がその始期及び終期を合意する年度について決定されるものとする。

2 実施計画の決定は、原則として次のとおり行なわれるものとする。

(a) 第一年度を除く各年度の実施計画は、その適用される年度の開始に先だつて決定される。このため当該年度の実施計画は、その年度の開始の少なくとも六十日前に協議のため日本国政府に提出される。

(b) 第一年度の実施計画は、協定の効力発生の日から六十日以内に決定される。このため同年度の実施計画は、できる限りすみやかに日本国政府に提

## II

[KOREAN TEXT — TEXTE CORÉEN]

1965년 6월 22일

토오코오에서

각하,

본관은 금일자 각하의 다음과 같은 서한을 접수하였음을 확인하는 영광을 가집니다.

"본 대신은 금일 서명된 일본국과 대한 민국 간의 재산 및 청구권에 관한 문제의 해결과 경제 협력에 관한 협정 (이하 "협정"이라 함)의 제 1 의정서 (이하 "의정서"라 함)에 언급하는 영광을 가집니다. 일본국 정부는, 양국 정부가 의정서 제 7조의 규정에 의거하여 다음과 같이 합의할 것을 제의합니다.

## I 실시 계획

- 1 의정서 제 1조의 연도 실시 계획 (이하 "실시 계획"이라 함)은 양 정부가 그 시기 및 증거를 합의하는 연도에 대하여 결정된다.
- 2 실시 계획의 결정은 원칙적으로 다음과 같이 행하여 진다.
  - ( a ) 제 1년도를 제외한 각 연도의 실시 계획은 그 적용되는 연도의 개시에 앞서 결정된다. 이를 위하여 당해 연도의 실시 계획은 그 연도의 개시에 앞서 적어도 60일 전에 협의를 위하여 일본국 정부에 제출된다.
  - ( b ) 제 1년도의 실시 계획은, 협정 조항 발생일로부터 60일 이내에 결정된다. 이를 위하여 동 연도의 실시 계획은 가능한 한 조속히 일본국 정부에 제출 된다.



- 3 실시 계획에는 당해 연도 중에 대한 민국에 의한 조달이 예정되는 일본국의 생산물 및 일본인의 용역을 열거한다.
- 4 실시 계획은 양 정부 간의 합의에 의하여 수정될 수 있다.

## II 계약

- 1 의정서 제 3조 1의 계약은 일본 원으로 통상의 상업상의 절차에 따라 체결된다.
- 2 의정서 제 3조 2의 계약 (이하 "계약"이라 함)의 실시에 관한 책임은 의정서 제 5조 1의 사절단 (이하 "사절단"이라 함) 또는 대한 민국 정부의 인가를 받은 자 및 의정서 제 3조 1의 일본국 국민 또는 일본국의 법인으로서는, 계약의 당사자인 자만이 진다.
- 3 제 3조 3의 적용상, 상사 중재 위원회라 함은, 계약의 어느 일방 당사자가 중재에의 회부를 요청한 경우에 있어서의 타방 당사자가 거주 하는 국가에 있는 상사 중재 기관을 말한다.

## III 지불

- 1 대한 민국 정부는 일본국의 법률에 의거하여 외국환 공인 은행으로 인가되었으며 또한 일본 국민에 의하여 지배되는 일본국의 은행 중에서 의정서의 실시와 관련한 업무를 행할 은행을 지정한다.
- 2 사절단 또는 대한 민국 정부의 위임을 받은 기관 (이하 "기관"이라 함)은 1에 규정하는 지정 은행과 약정을 하여 대한 민국 정부의 명의로 특별 계정을 개설하고 그러한 은행에 일본국 정부로부터의 지불의 수명등을 수권하고

또한 일본국 정부에 대하여 그 약정의 내용을 통고한다. 특별 개정은 무이자로 한다.

- 3 사절단 또는 기관은 계약의 구정에 의거하여 지불 의무가 발생할 일자 이전에 충분한 여유를 두고, 지불 금액, 2의 지정 은행 중 지불이 행하여져야 할 은행 (이하 "은행"이라 함)의 명칭 및 사절단 또는 기관이 관계 계약자에게 지불을 행하여야 할 일자를 기재한 지불 청구서를 일본국 정부에 송부한다.
- 4 일본국 정부는 지불 청구서를 수명하였을 때에는 사절단 또는 기관이 관계 계약자에 지불을 행하여야 할 일자 전에 은행에 청구 금액을 지불한다.
- 5 일본국 정부는 또한 의정서 제 3조 4의 구정에 의하여 양 정부가 합의하는 제도에 관한 지불은 4에 정하는 바와 같은 방법으로 행한다.
- 6 4 및 5의 구정에 의거하여 일본국 정부가 지불하는 금액은 특별 계정에 대기하는 것으로 하고 기탁의 어떠한 자금도 특별 계정에 대기되지 아니한다. 특별 계정은 3 및 5의 목적만을 위하여 차기한다.
- 7 사절단 또는 기관이 특별 계정에 대기된 자금의 전부 또는 일부를 계약의 해제 거래에 의하여 인출하지 않았을 경우에는 미불 금액은 양 정부 간의 협의에 의하여 3 및 5의 목적을 위한 지불에 충당된다.
- 8 특별 계정으로부터 지불된 금액의 전부 또는 일부가 사절단 또는 그 기관에 반환되었을 경우에 그 반환된 금액은 6의 구정에 불구하고 특별 계정에 대기한다.

그 반환된 금액은 양 정부 간의 합의에 따라 3 및 5의 목적을 위한 지불에 충당한다.

- 9 의정서 제 4조 2의 규정의 적용상, "지불을 행한 때"라 함은 지불이 일본국 정부에 의하여 은행에 대하여 행하여진 때를 말한다.
- 10 일본국의 의정서 제 4조 2의 규정에 따라 대한 민국에 제공한 것으로 간주되는 생산물 및 용역의 위수를 결정함에 있어서는 일본 원으로 지불된 금액으로부터 환산되는 아메리카 합중국 불의 등가액이 계산의 기초로 된다. 전기의 환산에 사용되는 외환율은 일본국 정부가 정식으로 결정하고 또한 국제 통화 기금이 동의한 일본 원의 아메리카 합중국 불에 대한 평가로서 다음에 열거하는 일자에 적용되는 것으로 한다.
- (a) 계약에 관한 지불의 경우에는 일본국 정부가 당해 계약을 인증한 일자
- (b) 기각의 경우는 각 경우에 있어서 양 정부가 합의하는 일자
- 단, 합의한 일자가 없을 경우에는 일본국 정부가 지불 청구서를 수명한 일자로 한다.

#### IV 사절단

대한 민국 정부는 계약에 관하여 사절단을 대표하여 행동하는 권한이 부여된 사절단의 장 기각의 직원의 성명을 일본국 정부에 수시 통고하고, 일본국 정부는 그 성명을 일본국의 관보에 공시한다. 전기의 사절단의 장 기각의 직원의 권한은 일본국의 관보로 별도의

공서가 있을 때까지는 계속되는 것으로 간주한다.

본 대신은, 또한, 본 서한 및 전기 제안에 대한 귀국 정부에 의한 수락을 확인하는 각하의 회한을, 의정서 제 7조의 구정에 의거하여 의정서의 실시 세목에 관한 양국 정부 간의 합의를 구성하는 것으로 간주할 것을, 의정서의 기타 절차 세목은 양국 정부 당국 간에 합의할 것이라는 양해 하에, 제안 하는 영광을 가집니다. "

본관은 각하의 서한에서 언급된 제안을 본국 정부를 대표하여 동의하며 또한 각하의 서한과 본 회한을 대한 민국과 일본국 간의 재산 및 청구권에 관한 문제의 해결과 경제 협력에 관한 협정 제 1 의정서의 실시 세목에 대한 양국 정부 간에 합의를 구성하는 것으로 간주할 것을 동의하는 영광을 가집니다.

본관은 각하에게 새로이 본관의 변함없는 경의를 포함합니다.

이/동원  
외무부 장관

일본국 외무대신

시이나 에쓰 사부로오

외무성

도오코오.

関連して課される大韓民国の租税その他の課徴金を免除される。

5 両政府は、大韓民国政府が提示する貸付けの対象となる事業及びその年度実施計画を決定するため毎年協議を行なう。

本大臣は、さらに、この書簡及び前記の提案の貴国政府による受諾を確認される閣下の返簡を、協定第一条1(b)の規定の実施に関する日本国政府と大韓民国政府との間の合意を構成するものとみなすことを提案する光榮を有します。本大臣は、以上を申し進めるに際し、ここに重ねて閣下に向かつて敬意を表します。

千九百六十五年六月二十二日に東京で

日本国外務大臣 椎名悦三郎

大韓民国外務部長官 李東元閣下

- 月後に始まる七年の据置期間を含む二十年の期間とし、金利は、年三・五パーセントとする。
- (c) 元金の償還は、十四回の継続した均等年賦により行なわれ、利子の支払は、貸付けの実行の日以後の元金の随時の未償還残高について半年ごとに行なわれる。
- (d) 貸付けの額は、日本円で貸し付けられた額から換算される合衆国ドルの等価額を基礎として計算され、その換算に用いられる為替相場は、日本政府が正式に決定し、かつ、国際通貨基金が同意した日本円の合衆国ドルに対する平価で、それぞれの事業計画合意書の効力発生の日に適用されているものとする。
- (e) 元金の償還及び利子の支払は、交換可能な日本円で行なわれる。
- 3 両国の財政事情及び海外経済協力基金の資金事情によつては、合意により
- 2 (b)にいう償還期間が延長されることがありうる。
- 4 海外経済協力基金は、貸付け及びそれから生ずる利子につき又はそれらに

EXCHANGE OF NOTES CONCERNING THE IMPLEMENTATION OF THE PROVISIONS OF ARTICLE I, PARAGRAPH 1 (b) OF THE AGREEMENT

ÉCHANGE DE NOTES CONCERNANT L'APPLICATION DES DISPOSITIONS DU PARAGRAPHE I, b, DE L'ARTICLE PREMIER DE L'ACCORD

## I

## [JAPANESE TEXT — TEXTE JAPONAIS]

(請求権経済協力協定第一条1(b)の規定の実施に関する交換公文)

(日本側書簡)

書簡をもつて啓上いたします。本大臣は、本日署名された財産及び請求権に関する問題の解決並びに経済協力に関する日本国と大韓民国との間の協定（以下「協定」という。）第一条1(b)の規定の実施に関し、両国政府が次のとおり合意することを提案する光榮を有します。

1 協定第一条1(b)に定める貸付けは、大韓民国政府と海外経済協力基金との間で締結されることとなる借款契約及び事業別の事業計画合意書に基づき行なわれる。

2 両政府は、1にいう借款契約及び事業計画合意書には次の諸条件が含まれることになることを了解する。

(a) 貸付けの実行は、合理的な程度に各年均等に配分して行なわれる。  
(b) 元金の償還期間は、それぞれの事業計画合意書の効力発生の日から六...

## II

[KOREAN TEXT — TEXTE CORÉEN]

1965년 6월 22일

토오쿄오에서

각하.

본관은 금일자 각하의 다음과 같은 서한을 접수 하였음을  
확인하는 영광을 가집니다.

"본 대신은 금일 서명된 일본국과 대한 민국 간의 재산  
및 청구권에 관한 문제의 해결과 경제 협력에 관한 협정 (이하  
"협정"이라 함) 제 1조 1(b)의 규정의 실시에 관하여, 양국  
정부가 다음과 같이 합의할 것을 제안하는 영광을 가집니다.

- 1 협정 제 1조 1(b)에 정하는 차관은 대한 민국 정부와  
해외 경제 협력 기금 간에 체결되는 차관 계약 및 사업별의  
사업계획 합의서에 의거하여 행하여 진다.
- 2 양 정부는 1에서 언급한 차관 계약 및 사업계획 합의서에는  
다음의 제 조건이 포함되는 것임을 양해한다.
  - (a) 차관의 이행은 합리적인 정도로 매년 균등히 배분하여  
행한다.
  - (b) 원금의 상환 기간은 각각의 사업계획 합의서의 효력  
발생일로부터 6개월 후에 시작되는 7년의 거치 기간을



포함한 20년의 기간으로 하고 금리는 연 3.5퍼센트로 한다.

(c) 원금의 상환은 14회에의 계속된 균등 연부불도 행하며 이자의 지불은 차관이 이행된 일자 이후에 원금의 그 때 그 때의 미상환 잔액에 대하여 반년마다 행한다.

(d) 차관액은 일본원으로 대출된 금액으로 환산되는 아메리카 합중국 불의 등가액을 기초로 하여 계산 하며 그 환산에서 사용되는 외환율은 일본국 정부가 정식으로 결정하고 또한 국제 통화기금이 동의한 일본 원의 아메리카 합중국 불에 대한 평가로서 각각의 사업계획 합의서의 토목 발생일에 적용되어 있는 것으로 한다.

(e) 원금의 상환 및 이자의 지불은 교환 가능한 일본 원으로 행한다.

3 양국의 재정 사정 및 해외 경제 협력 기금의 자금 사정에 따라서는 합의에 의하여 2(b)에서 언급한 상환 기간이 연장될 수 있다.

4 해외 경제 협력 기금은 차관 및 동 차관으로부터 발생되는 이자에 대하여 또는 그와 관련하여 부과되는 대한 민국의 조세, 기타의 과징금이 면제된다.

- 5 양 정부는 대한 민국 정부가 제시하는 차관의 대상이 되는 사업 및 그 연도 실시 계획을 결정하기 위하여 매년 협의한다.

본 대신은 또한 본 서한 및 전기 제안에 대한 귀국 정부에 의한 수락을 확인하는 각하의 회한을 협정 제 1조 1(b)의 규정의 실시와 관한 일본국 정부와 대한 민국 정부 간의 합의들 구성하는 것으로 간주할 것을 제안하는 영광을 가집니다."

본관은 각하의 서한에 언급된 제안을 본국 정부를 대표하여 동의하며, 또한 각하의 서한과 본 회한을 대한 민국과 일본국 간의 재산 및 청구권에 관한 문제의 해결과 경제 협력에 관한 협정 제 1조 1(b)의 규정의 실시와 관한 양국 정부 간의 합의들 구성하는 것으로 간주할 것에 동의합니다.

본관은 각하에게 새로이 본관의 면함없는 경의를 포함합니다.

일본국 외무대신

시이나 에쓰사부로오

외무성

토오코오.

이 동원  
외무부 장관

EXCHANGE OF NOTES CONCERNING THE JOINT COMMITTEE PROVIDED FOR IN ARTICLE I, PARAGRAPH 2 OF THE AGREEMENT

ÉCHANGE DE NOTES CONCERNANT LE COMITÉ MIXTE PRÉVU AU PARAGRAPHE 2 DE L'ARTICLE PREMIER DE L'ACCORD

## I

[KOREAN TEXT — TEXTE CORÉEN]

1965년 6월 22일

토오쿄오에서

각각.

본관은 규일 서명된 대한 민국과 일본국 간의 제삼 및 청구권에 관한 문제의 해결과 경제 협력에 관한 협정 (이하 "협정"이라 함) 제 1조 2에서 정하는 합동 위원회에 관하여, 양국 정부가 다음과 같이 합의할 것을 제안합니다.

- 1 합동 위원회는 토오쿄오에 설치한다.
- 2 합동 위원회는 양 정부가 각각 임명하는 대표 1명 및 대표 대리 수명으로 구성된다.
- 3 합동 위원회는 입방 정부의 대표의 요청에 의하여 회합한다.
- 4 합동 위원회는 다음의 사항에 관한 권고를 위하여 협의를 행하는 것을 임무로 한다.
  - (a) 제 1의정서에 의거한 연도 실시 계획, 계약의 인증 및 지불에 관한 절차

- ( b ) ( a )에서 언급한 연도 실시 계획에 관한 문제
- ( c ) 협정 제 1조 1(b)의 규정의 실시에 관한 조항 공문  
5에서 언급한 사업 및 그 연도 실시 계획에 관한 문제
- ( d ) ( a )에서 언급한 계약의 인증
- ( e ) 협정 제 1조 1의 규정의 실시 상황의 검토 (수시의  
제공 및 차관의 이행 총위의 산정을 포함함)
- ( f ) 협정 제 1조의 규정의 실시에 관한 기타의 사항으로서  
양 정부가 합의에 의하여 합동 위원회에 회부 하는 것

본관은 또한 본 서한 및 전기 제안에 대한 귀국 정부에 의한 수락을 확인하는 각하의 회한을 협정 제 1조 2에서 정하는 합동 위원회에 관한 대한민국 정부와 일본국 정부 간의 합의를 구성하는 것으로 간주할 것을 제안하는 영감을 가집니다.

본관은 이 기획에 각하에 대하여 경의를 포함합니다.

이 / 동원  
외무부 장관

일본국 외무대신

시이나 에쓰사부로오

외무성

토오쿄오.

に、閣下の書簡及びこの返簡を、財産及び請求権に関する問題の解決並びに経済協力に関する日本国と大韓民国との間の協定第一条との合同委員会に関する両国政府間の合意を構成するものとみなすことに同意いたします。

本大臣は、以上を申し進めるに際し、ここに重ねて閣下に向かつて敬意を表します。

千九百六十五年六月二十二日に東京で

日本国外務大臣 椎名悦三郎

大韓民国外務部長官 李東元閣下

- (a) 第一議定書に基づく年度実施計画、契約の認証及び支払に関する手続
- (b) (a)にいう年度実施計画に関する問題
- (c) 協定第一条1(b)の規定の実施に関する交換公文5にいう事業及びその年度実施計画に関する問題
- (d) (a)にいう契約の認証
- (e) 協定第一条1の規定の実施状況の検討（随時の供与及び貸付けの実施総額の算定を含む。）
- (f) 協定第一条の規定の実施に関するその他の事項で両政府が合意により合同委員会に付託するもの

本長官は、さらに、この書簡及び前記の提案の貴国政府による受諾を確認される閣下の返簡を、協定第一条2に定める合同委員会に関する大韓民国政府と日本国政府との間の合意を構成するものとみなすことを提案する光榮を有します。

本大臣は、閣下の書簡に述べられた提案に本国政府に代わつて同意し、さら

## II

[JAPANESE TEXT — TEXTE JAPONAIS]

(請求権経済協力協定第一条2に定める合同委員会に関する交換公文)

(日本側書簡)

書簡をもつて啓上いたします。本大臣は、本日付けの閣下の次の書簡を受領したことを確認する光榮を有します。

本長官は、本日署名された財産及び請求権に関する問題の解決並びに経済協力に関する大韓民国と日本国との間の協定(以下「協定」という。)第一条2に定める合同委員会に関し、両国政府が次のとおり合意することを提案いたします。

- 1 合同委員会は、東京に設置する。
- 2 合同委員会は、両政府がそれぞれ任命する代表一人及び代表代理数人により構成される。
- 3 合同委員会は、一方の政府の代表の要請によつて会合するものとする。
- 4 合同委員会は、次の事項に関し勸告のため協議を行なうことを任務とする。

同基金に開設される大韓民国政府の勘定に借記する日であることが確認された。

千九百六十五年六月二十二日に東京で

T · E  
W · S  
L ·



7 第一議定書第六條<sup>4</sup>に関し、

日本国により供与された生産物が加工（単純な組立加工又はこれと同程度の加工を除く。）又は両政府間で合意されるその他の処理を加えられた後大韓民国の領域から輸出された場合には、同条<sup>4</sup>の規定は適用されないものとすることに意見の一致をみた。

8 協定第一条<sup>1</sup>(b)の規定の実施に関する交換公文に関し、

(a) 同交換公文<sup>2</sup>(b)の事業計画合意書の効力発生の日とは、事業計画合意書に別段の規定がある場合を除くほか、それぞれの事業計画合意書の署名の日を意味することが了解された。

(b) 同交換公文<sup>2</sup>(c)の貸付けの実行の日とは、日本側の輸出者と大韓民国側の輸入者との間で締結される契約の定めるところに従つて、海外経済協力基金が、大韓民国政府のために、日本側の輸出者に対して支払を行ない、

## 6 第一議定書第三条に關し、

(a) 同条1につき、韓国側代表は、契約の締結が日本国内で行なわれること、及びこの契約の締結とは署名を意味し、署名にいたるまでの入札、公告その他の行為については、大韓民国政府（調達庁）が行なう場合は原則として大韓民国において、その他の場合は大韓民国又は日本国において、これらの行為が行なわれることを了解すると述べ、日本側代表は、これに対し異議がない旨を答えた。

(b) 同条2の契約であつて、輸送、保険又は検査のような附随的役務の供与を必要とし、かつ、そのための支払が第一議定書に従つて行なわれることとなつてゐるものは、すべて、これらの役務が日本国民又は日本国の法人によつて行なわれるべき旨の規定を含まなければならぬことが了解された。

5

第一議定書第二條<sup>2</sup>に關し、

外國為替上の追加の負担が日本國に課される場合とは、当該生産物を供与するために、(i)特に高い外貨負担が必要とされる場合、及び(ii)同等の品質の日本國の生産物により代替することができる輸入品又は独立の機能を有する輸入機械部品の購入に当たつて外貨負担が必要とされる場合をいうことに意見の一致をみた。

(b) 日本國が供与する生産物は、武器及び弾薬を含まないものとするに意見の一致をみた。

代表は、これに対し考慮を払う用意がある旨を答えた。

をこえる資本財以外の生産物を供与することを期待する旨を述べ、日本側

確認された。

(b) 同条1にいう完全かつ最終的に解決されたこととなる両国及びその国民の財産、権利及び利益並びに両国及びその国民の間の請求権に関する問題には、この協定の署名の日までに大韓民国による日本漁船のだ捕から生じたすべての請求権が含まれており、したがって、それらのすべての請求権は、大韓民国政府に対して主張しえないこととなることが確認された。

3 協定第三条に関し、

同条3にいう両国政府のそれぞれが選定する国及びそれらの国の政府が協議により決定する第三国は、日本国及び大韓民国の双方と外交関係を有する国のうちから選ばれるものとすることに意見の一致をみた。

4 第一議定書第二条1に関し、

(a) 韓国側代表は、協定第一条1の規定に基づく供与又は貸付けにより行な

権利及び利益並びに両国及びその国民の間の請求権に関する問題の解決のために執られるべきそれぞれの国の国内措置をいうことに意見の一致をみた。

(㉞) 韓国側代表は、第二次世界大戦の戦闘状態の終結後千九百四十七年八月十五日前に帰国した韓国国民が日本国において所有する不動産について慎重な考慮が払われるよう希望を表明し、日本側代表は、これに対して、慎重に検討する旨を答えた。

(㉟) 同条1にいう完全かつ最終的に解決されたこととなる両国及びその国民の財産、権利及び利益並びに両国及びその国民の間の請求権に関する問題には、日韓会談において韓国側から提出された「韓国の対日請求要綱」(いわゆる八項目)の範囲に属するすべての請求が含まれており、したがって、同対日請求要綱に関しては、いかなる主張もなしえないこととなることが

終結の結果として生じた事態に対処して、千九百四十五年八月十五日以後日本国において執られた戦後処理のためのすべての措置（千九百五十一年九月八日にサン・フランシスコ市で署名された日本国との平和条約第四条(a)の規定に基づく特別取極を考慮して執られた措置を含む。）をいうことが了解された。

(c) 「居住した」とは、同条2(a)に掲げる期間内のいずれかの時までその国に引き続き一年以上在住したことをいうことが了解された。

(d) 「通常の接触」には、第二次世界大戦の戦闘状態の終結の結果として一方の国の国民で他方の国から引き揚げたもの（支店閉鎖を行なった法人を含む。）の引揚げの時までの間の他方の国の国民との取引等、終戦後に生じた特殊な状態の下における接触を含まないことが了解された。

(e) 同条3により執られる措置は、同条1にいう両国及びその国民の財産、

## AGREED MINUTES — PROCÈS-VERBAL AGRÉÉ

[JAPANESE TEXT — TEXTE JAPONAIS]

財産及び請求権に関する問題の解決並びに経済協力に関する日本国と大韓民国との間の協定についての合意された議事録

日本国政府代表及び大韓民国政府代表は、本日署名された財産及び請求権に関する問題の解決並びに経済協力に関する日本国と大韓民国との間の協定（以下「協定」という。）及び関連文書に関して次の了解に到達した。

1 協定第一条1に関し、

日本国が供与する生産物及び役務は、日本国内において営利目的のために使用されることはないことに意見の一致をみた。

2 協定第二条に関し、

(a) 「財産、権利及び利益」とは、法律上の根拠に基づき財産的価値を認められるすべての種類の実体的権利をいうことが了解された。

(b) 「特別の措置」とは、日本国については、第二次世界大戦の戦闘状態の

## AGREED MINUTES — PROCÈS-VERBAL AGRÉÉ

[KOREAN TEXT — TEXTE CORÉEN]

일본국과 대한 민국 간의 재산 및 청구권에 관한 문제의 해결과  
경제 협력에 관한 협정에 대한 합의 의사록

일본국 정부 대표와 대한 민국 정부 대표는, 금일 서명된  
일본국과 대한 민국 간의 재산 및 청구권에 관한 문제의 해결과  
경제 협력에 관한 협정 (이하 "협정"이라 함) 및 논건 문서에  
관하여 다음의 양해에도 합의하였다.

1 협정 제 1조 1에 관하여.

일본국이 제공하는 생산물 및 용역은 일본국 내에 있어서  
여력 목적을 위하여 사용되지는 아니한다는 데 의견의 일치를 보았다.

2 협정 제 2조에 관하여.

( a ) "재산, 권리 및 이익"이라 함은 법률상의 근거에  
의거하여 재산적 가치가 인정되는 모든 종류의 실제적 권리를  
말하는 것으로 양해되었다.

( b ) "특별 조치"라 함은, 일본국에 관하여는, 제 2차  
세계 대전 전투 상태의 종결의 결과로 발생한 사태에 대처  
하여, 1945년 8월 15일 이후 일본국에서 취해진 전후 처치를  
위한 모든 조치 (1951년 9월 8일에 샌프란시스코에서  
서명된 일본국과의 평화조약 제 4조 ( a )의 규정에 의거하는



특별 약정을 고려하여 취해진 조치를 포함함)를 말하는 것으로 양해되었다.

( c ) "거주한"이란 함은 동 조 2 ( a )에 기재한 기간 내의 어떠한 시점까지든 그 국가에 계속하여 1년 이상 거주한 것을 말하는 것으로 양해되었다.

( d ) "통상의 접촉"에는 제 2차 세계 대전의 전투 상태의 종결의 결과, 일방국의 국민으로서 타방국으로부터 귀환한 자 (지점 폐쇄를 행한 법인을 포함함)의 귀환시 까지의 사이에, 타방국의 국민과의 거래등, 종전 후에 발생한 특수한 상태 하에서의 접촉이 포함되지 않는 것으로 양해되었다.

( e ) 동 조 3에 의하여 취하여질 조치는 동 조 1에서 말하는 양국 및 그 국민의 재산, 권리 및 이익과 양국 및 그 국민 간의 청구권에 관한 문제를 해결하기 위하여 취하여질 각국의 국내 조치를 말하는 것으로 의견의 일치를 보았다.

( f ) 한국측 대표는 제 2차 세계 대전의 전투 상태의 종결후 1947년 8월 15일 전에 귀국한 대한 민국 국민이 일본국 내에 소유하는 부동산에 대하여 신중한 고백이 베풀어 질 수 있도록 희망을 표명하고, 일본측 대표는 이에 대하여 신중히 검토한다는 취지의 답변을 하였다.

( g ) 동 조 1에서 말하는 완전히 그리고 최종적으로 해결된 것으로 되는 양국 및 그 국민의 재산, 권리 및 이익과

양국 및 그 국민 간의 청구권에 관한 문제에는 일 한 회답에서 한국측으로부터 제출된 "한국의 대일 청구 요강" (소위 8개 항목)의 범위에 속하는 모든 청구가 포함되어 있고, 따라서 동 대일 청구 요강에 관하여는 어떠한 주장도 할 수 없게 됨을 확인하였다.

(h) 동 조 1에서 말하는 완전히 그리고 최종적으로 해결된 것으로 되는 양국 및 그 국민의 재산, 권리 및 이익과 양국 및 그 국민 간의 청구권에 관한 문제에는, 본 협정의 서명일 기지에 대한 민국에 의한 일본 어선의 나포로부터 발생한 모든 청구권이 포함되어 있고, 따라서 그러한 모든 청구권은 대한 민국 정부에 대하여 주장할 수 없게됨을 확인하였다.

### 3 협정 제 3조에 관하여.

동 조 3에서 말하는 양 정부가 각각 선정하는 국가 및 이들 국가의 정부가 협의에 의하여 결정하는 제 3국은 일본국 및 대한 민국의 양국과 외교 관계가 있는 국가 중에서 선정한다는 데 의견의 일치를 보았다.

### 4 제 1 의정서 제 2조 1에 관하여.

(a) 대한 민국 대표는 협정 제 1조 1의 규정에 의거한 제공 또는 차관에 의하여 행하여지는 사업의 수행상 필요

하다고 예상되는 대한 민국의 국내 자금 확보를 위하여,  
대한 민국은 일본국 정부가 1억 5천만 아메리카 합중국 불  
(\$150,000,000)과 동등한 일본 원의 액수를 초과하는 자본재  
이외의 생산물을 제공할 것을 기대한다는 취지를 진술하였고,  
일본국 대표는 이에 대하여 고백할 용의가 있다는 취지의  
답변을 하였다.

(b) 일본국이 제공하는 생산물은 무기 및 탄약을 포함  
하지 아니한다는 데 의견의 일치를 보았다.

5 제 1 의정서 제 2조 2에 관하여,

외국환에 있어서의 추가 부담이 일본국에 과하여 지는  
경우에 합은, 당해 생산물을 제공하기 위하여,

- 1 특히 높은 외화 부담이 필요로 되는 경우 및
- 2 동등한 품질의 일본국의 생산물에 의하여 대체할  
수 있는 수입품 또는 독립적인 기능을 가지는 수입 기계  
부분품의 구입에 있어서 외화 부담이 필요로 되는 경우를  
말한다는 데 의견의 일치를 보았다.

6 제 1 의정서 제 3조에 관하여,

(a) 동 조 1에 대하여 대한 민국 대표는 계약의  
체결이 일본국 내에서 행하여 진다는 것 및 이 계약의  
체결이라 함은 서명을 의미하며, 서명에 이르기까지의  
입찰, 공고 기타 행위에 대하여는, 대한 민국 정부 (조달청)

가 행하는 경우에는 원칙적으로 대한 민국에서, 기타의 경우에는 일본국 또는 대한 민국에서 이러한 행위가 행하여 진다는 것을 양해한다고 진술하였고, 일본국 대표는 이에 대하여 이의가 없다는 취지의 답변을 하였다.

( b ) 동 조 2의 계약으로서 수송, 보험 또는 검사와 같은 부수적인 용역의 제공을 필요로 하고, 또한 이를 위한 지불이 제 1 의정서에 따라서 행하여 지기로 되어 있는 것은 모두 그러한 용역이 일본 국민 또는 일본국의 법인에 의하여 행하여져야 한다는 취지의 규정이 포함되어야 한다는 것이 양해되었다.

7 제 1 의정서 제 6조 4에 관하여,

일본국에 의하여 제공된 생산물이 가공 (단순한 조립가공 또는 이와 같은 정도의 가공은 제외함) 또는 양 정부 간에 합의될 기타의 처리가 가하여진 후 대한 민국의 영역으로부터 수출되었을 경우에는 동 조 4의 규정은 적용되지 아니 한다는 데 의견의 일치를 보았다.

8 협정 제 1조 1 ( b )의 규정의 실시에 관한 교환 공문에 관하여,

( a ) 동 교환 공문 2 ( b )의 사업계획 합의서의 효력 발생일이라 함은, 사업계획 합의서에 별도의 규정이 있을 경우를 제외하고, 각각의 사업계획 합의서의 서명 일을 의미

한다는 것이 양해되었다.

(b) 동 교환 공문 2(c)의 차관 이행의 일이라 함은, 일본측의 수출자와 대한 민국측의 수입자 간에 체결 되는 계약의 정하는 바에 따라, 해외 경제 협력 기금이 대한 민국 정부를 위하여, 일본측의 수출자에 대하여 지분을 행하고, 동 기금에 개설되는 대한 민국 정부의 계정에 차기하는 일자임이 확인되었다.

1965년 6월 7일

토오쿄오에서

E.S.

T.W.L.

同条 5 の規定の適用について、両国政府が、両国における運送及び保険の  
実情を考慮し、合同委員会において協議することが了解された。

3 第一議定書の実施細目に関する交換公文に関し、

契約から又はこれに関連して生ずる紛争は、当該契約の一方の当事者の居  
住する国に商事仲裁機関が設立されていないときは、同交換公文 II 3 の規定  
にかかわらず、他方の当事者が居住する国にある商事仲裁機関に付託される  
ことが了解された。

千九百六十五年六月二十二日に東京で

E . S .  
T . W . L .

## AGREED MINUTES — PROCÈS-VERBAL AGRÉÉ

[JAPANESE TEXT — TEXTE JAPONAIS]

財産及び請求権に関する問題の解決並びに経済協力に関する日本国と大韓民国との間の協定についての合意された議事録

日本国政府代表及び大韓民国政府代表は、本日署名された財産及び請求権に関する問題の解決並びに経済協力に関する日本国と大韓民国との間の協定（以下「協定」という。）及び関連文書に関して次の了解に到達した。

## 1 協定第一条に関し、

同条 1 (a) ただし書の規定により各年の供与の限度額が増額される場合にはその増額は、各年の供与の限度額が第二議定書第一条に定めるその年の年賦額の額以下とならない範囲内で、最終年の供与の限度額から順次くり上げることにより行なわれることが了解された。

## 2 第一議定書第六条に関し、

## AGREED MINUTES — PROCÈS-VERBAL AGRÉÉ

[KOREAN TEXT — TEXTE CORÉEN]

일본국과 대한 민국 간의 청구권에 관한 문제의 해결과  
경제 협력에 관한 협정에 대한 합의 의사록

일본국 정부 대표와 대한 민국 정부 대표는, 금일 서명된 일본국과 대한 민국 간의 재산 및 청구권에 관한 문제의 해결과 경제 협력에 관한 협정 (이하 "협정"이라 함) 및 관련 문서에 관하여 다음과 같은 양해에 도달하였다.

1 협정 제 1조에 관하여.

동 조 1 (a)의 단서 규정에 의하여, 매년의 제공의 한도액이 증액되는 경우에는, 그 증액은 매년의 제공의 한도액이 제 2 의정서 제 1조에서 정하는 당해 연도의 연부분의 약수 이하로 되지 않는 범위 내에서, 최종년의 제공의 한도액으로부터 순차적으로 압당겨 행하여진다는 것이 양해되었다.

2 제 1 의정서 제 6조에 관하여.

동 조 5의 규정의 적용에 대하여 양국 정부가 양국에 있어서의 수송 및 보험의 실정을 고려하여, 합동 위원회에서 협의



한다는 것이 양해되었다.

3 제 1 의정서의 실시 세목에 관한 고함 공문에 관하여.

계약으로부터 또는 이와 관련하여 발생하는 분쟁은.

당해 계약의 일방 당사자가 거주하는 국가에 상사 중재 기관이  
설립되어 있지 아니한 때에는 동 고함 공문 II 3의 규정에  
불구하고, 타방 당사자가 거주하는 국가에 있는 상사 중재 기관에  
회부된다는 것이 양해되었다.

1965년 6월 22일

토오쿄오에서

E.S.

T.W.L.

るに当たつては、できる限り好意的に配慮されるものとする。

本大臣は、さらに、この書簡及び前記の了解を確認される閣下の返簡を両政府間の合意を構成するものとみなすことを提案する光榮を有します。

本大臣は、以上を申し進めるに際し、ここに重ねて閣下に向かつて敬意を表します。

千九百六十五年六月二十二日に東京で

日本国外務大臣 椎名悦三郎

大韓民国外務部長官 李東元閣下

## EXCHANGE OF NOTES CONCERNING THE EXTENSION OF PRIVATE COMMERCIAL CREDITS

## ÉCHANGE DE NOTES CONCERNANT L'OCTROI DE CRÉDITS COMMERCIAUX PRIVÉS

## I

## [JAPANESE TEXT — TEXTE JAPONAIS]

(商業上の民間信用供与に関する交換公文)

(日本側書簡)

書簡をもつて啓上いたします。本大臣は、日本国の国民が大韓民国の政府又は国民に対し行なり商業上の民間信用供与に関して両国政府の代表者間で到達した次の了解を確認する光榮を有します。

1 三億合衆国ドル(三〇〇、〇〇〇、〇〇〇ドル)の額をこえる商業上の基礎による通常の民間信用供与が、日本国の国民により締結されることがある適当な契約に基づいて、大韓民国の政府又は国民に対し行なわれることが期待され、これらの信用供与は関係法令の範囲内で容易にされ、かつ、促進されるものとする。

2 1の供与には、九千万合衆国ドル(九〇、〇〇〇、〇〇〇ドル)の額に達することが期待される漁業協力のための民間信用供与及び三千万合衆国ドル(三〇、〇〇〇、〇〇〇ドル)の額に達することが期待される船舶輸出のための民間信用供与が含まれ、これらの信用供与が日本政府により承認され

## II

[KOREAN TEXT — TEXTE CORÉEN]

1965년 6월 22일

토오쿄오에서

각하,

본관은 금일자 각하의 다음과 같은 서한을 접수하였음을  
확인하는 영광을 가집니다.

\*본 대신은, 일본국의 국민이 대한 민국 정부 또는 국민에  
대하여 행하는 상업상의 민간 신용 제공에 관하여, 양국 정부의  
대표자 간에 도달한 다음의 양해를 확인하는 영광을 가집니다.

- 1 3억 아메리카 합중국 불 (\$300,000,000)의 액수를 초과하는  
상업상의 기초에 의거한 통상의 민간 신용 제공이, 일본국의  
국민에 의하여 체결되는 적당한 계약에 의거하여 대한 민국  
정부 또는 국민에 대하여 행하여질 것으로 기대되며, 이러한  
신용 제공은 관계법령의 범위 내에서 용이하게 되고 또한  
촉진된다.
- 2 1의 제공에는 9천만 아메리카 합중국 불 (\$90,000,000)의  
액수에 달할 것이 기대되는 어업 협력을 위한 민간 신용 제공  
및 3천만 아메리카 합중국 불 (\$30,000,000)의 액수에 달할

것이 기대되는 선박 수출을 위한 민간 신용 제공이 포함되며,  
이러한 신용 제공의 일본국 정부에 의한 승인에 있어서는  
가능한 한 호의적으로 배려되는 것으로 한다.

본 대신은 또한 본 서한 및 전기의 양해를 확인하는 각하의  
회한을 양 정부 간의 합의를 구성하는 것으로 간주할 것을 제안하는  
영광을 가집니다.\*

본관은 또한 전기의 양해를 확인하고 또한 각하의 서한  
및 본 회한을 양 정부 간의 합의를 구성하는 것으로 간주할 것에  
동의하는 영광을 가집니다.

본관은 각하에게 새로이 본관의 변함없는 경의를 포함합니다.

외무부 장관

이응원

일본국 외부대신

시이나 에쓰사부로오

외무성

토오쿄오.

[TRANSLATION<sup>1</sup> — TRADUCTION<sup>2</sup>]

No. 8473. AGREEMENT<sup>3</sup> ON THE SETTLEMENT OF PROBLEMS CONCERNING PROPERTY AND CLAIMS AND ON ECONOMIC CO-OPERATION BETWEEN JAPAN AND THE REPUBLIC OF KOREA. SIGNED AT TOKYO, ON 22 JUNE 1965

Japan and the Republic of Korea,

Desiring to settle [the] problem concerning property of the two countries and their nationals and claims between the two countries and their nationals ; and

Desiring to promote the economic co-operation between the two countries ;

Have agreed as follows :

*Article I*

1. To the Republic of Korea Japan shall :

(a) Supply the products of Japan and the services of the Japanese people, the total value of which will be so much in yen as shall be equivalent to three hundred million United States dollars (\$300,000,000) at present computed at one hundred and eight billion yen (¥108,000,000,000), *in grants* [on a non-repayable basis] within the period of ten years from the date of the entry into force of the present Agreement. The supply of such products and services in each year *shall be limited to* [shall be such] such amount in yen as shall be equivalent to thirty million United States dollars (\$30,000,000) at present computed at ten billion eight hundred million yen (¥10,800,000,000) ; in case the supply of any one year falls short of the said amount, the remainder shall be added to the amounts of the supplies for the next and subsequent years. However, *the ceiling on* [4] the amount of the supply for any one year can be *raised* [increased] by agreement between the Governments of the Contracting Parties.

(b) Extend long-term and low-interest loans up to such amount in yen as shall be equivalent to two hundred million United States dollars (\$200,000,000) at present computed at seventy-two billion yen (¥72,000,000,000), which the Government of

<sup>1</sup> See footnote 1, p. 130 of this volume.

<sup>2</sup> Voir note 2, p. 130 de ce volume.

<sup>3</sup> Came into force on 18 December 1965, the date of the exchange of the instruments of ratification at Seoul, in accordance with article IV.

<sup>4</sup> Does not appear in the English translation provided by the Government of the Republic of Korea.

Ces mots n'apparaissent pas dans la traduction anglaise fournie par le Gouvernement de la République de Corée.

[TRADUCTION — TRANSLATION]

N<sup>o</sup> 8473. ACCORD<sup>1</sup> RELATIF AU RÈGLEMENT DE PROBLÈMES CONCERNANT LES BIENS ET LES RÉCLAMATIONS ET À LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ENTRE LE JAPON ET LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE. SIGNÉ À TOKYO, LE 22 JUIN 1965

Le Japon et la République de Corée,

Désireux de régler le problème concernant les biens appartenant aux deux pays et à leurs ressortissants et les réclamations qui existent entre les deux pays et leurs ressortissants ; et

Désireux d'encourager la coopération économique entre les deux pays ;

Sont convenus de ce qui suit :

*Article premier*

1. a) Le Japon fournira sans contrepartie à la République de Corée, pendant une période de 10 ans à compter de la date de l'entrée en vigueur du présent Accord, des produits japonais et les services de ressortissants japonais jusqu'à concurrence de l'équivalent en yens de trois cents millions (300 000 000) de dollars des États-Unis, soit, au taux de change actuel, cent huit milliards (108 000 000 000) de yens. La valeur des produits et services fournis en une année ne devra pas dépasser l'équivalent en yens de trente millions (30 000 000) de dollars des États-Unis, soit, au taux de change actuel, dix milliards huit cents millions (10 800 000 000) de yens ; si la valeur des biens et services fournis en une année donnée n'atteint pas ledit montant, le solde sera ajouté aux montants fournis les années suivantes. Le plafond du montant fourni en une année donnée pourra toutefois être relevé par voie d'accord entre les Gouvernements des Parties contractantes.

b) Le Japon accordera à la République de Corée, à sa demande, des prêts à long terme et à faible intérêt, jusqu'à concurrence de l'équivalent en yens de deux cents millions (200 000 000) de dollars des États-Unis, soit, au taux de change actuel,

<sup>1</sup> Entré en vigueur le 18 décembre 1965, date de l'échange des instruments de ratification à Séoul, conformément à l'article IV.

the Republic of Korea may request and which shall be used for the procurement by the Republic of Korea of the products of Japan and the services of the Japanese people necessary in implementing the projects to be determined in accordance with arrangements to be concluded under the provisions of paragraph 3 of the present Article, within the period of ten years from the date of the entry into force of the present Agreement. Such loans shall be extended by the Overseas Economic Cooperation Fund of Japan, and the Government of Japan shall take necessary measures in order that the said Fund will be able to secure the necessary funds for implementing the loans evenly each year.

The above-mentioned supply and loans should be such that will be conducive to the economic development of the Republic of Korea.

2. The Governments of the Contracting Parties shall establish, as an organ of consultation between the two Governments with powers to recommend on matters concerning the implementation of the provisions of the present Article, a Joint Committee composed of representatives of the two Governments.

3. The Governments of the Contracting Parties shall conclude necessary arrangements for the implementation of the provisions of the present Article.

#### *Article II*

1. The Contracting Parties confirm that [the] problem concerning property, rights and interests of the two Contracting Parties and their nationals (including juridical persons) and concerning claims between the Contracting Parties and their nationals, including those provided for in Article IV, paragraph (a) of the Treaty of Peace with Japan signed at the city of San Francisco on September 8, 1951, is settled completely and finally.

2. The provisions of the present Article shall not affect the following (excluding those subject to the special measures which the respective Contracting Parties have taken by the date of the signing of the present Agreement) :

(a) Property, rights and interests of those nationals of either Contracting Party who have ever resided in the other country in the period between August 15, 1947 and the date of the signing of the present Agreement ;

(b) Property, rights and interests of either Contracting Party and its nationals, which have been acquired or have come within the jurisdiction of the other Contracting Party in the course of normal contacts on or after August 15, 1945.

3. Subject to the provisions of paragraph 2, no contention shall be made with respect to the measures on property, rights and interests of either Contracting Party and its nationals which are within the jurisdiction of the other Contracting Party on the date of the signing of the present Agreement, or with respect to any claims of either Contracting Party and its nationals against the other Contracting Party and its nationals arising from the causes which occurred on or before the said date.



soixante-douze milliards (72 000 000 000) de yens ; la République de Corée utilisera ces prêts pour se procurer les produits japonais et les services de ressortissants japonais dont elle aura besoin pour exécuter les projets qui seront arrêtés conformément aux accords qui seront conclus en vertu des dispositions du paragraphe 3 du présent article, pendant une période de 10 ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Accord. Lesdits prêts seront financés par l'intermédiaire du Fonds japonais de coopération économique internationale et le Gouvernement japonais prendra les mesures voulues pour que ledit Fonds soit alimenté de telle manière qu'il puisse octroyer des prêts sensiblement égaux d'une année à l'autre.

Les produits, les services et les prêts susmentionnés devront être de nature à contribuer au développement économique de la République de Corée.

2. Les Gouvernements des Parties contractantes créeront un comité mixte, composé de représentants des deux Gouvernements, lequel, en tant qu'organe de consultation entre les deux Gouvernements, aura le pouvoir de faire des recommandations sur les questions concernant l'application des dispositions du présent article.

3. Les modalités d'application du présent article seront arrêtées par voie d'accord entre les Gouvernements des deux Parties contractantes.

#### *Article II*

1. Les Parties contractantes confirment que le problème concernant les biens, les droits et les intérêts des deux Parties contractantes et de leurs ressortissants (y compris les personnes morales) ainsi que les réclamations existant entre les Parties contractantes et leurs ressortissants, y compris celles qui sont prévues à l'alinéa a de l'article IV du Traité de paix avec le Japon, signé à San Francisco le 8 septembre 1951, est entièrement et définitivement réglé.

2. Mises à part les questions faisant l'objet de mesures spéciales que les Parties contractantes auront respectivement prises à la date de la signature du présent Accord, les dispositions du présent article ne seront pas applicables :

a) Aux biens, droits et intérêts des ressortissants de l'une ou l'autre des Parties contractantes qui ont résidé à un moment quelconque dans l'autre pays entre le 15 août 1947 et la date de la signature du présent Accord ;

b) Aux biens, droits et intérêts de l'une ou l'autre des Parties contractantes et de ses ressortissants qui ont été acquis ou qui sont passés sous la juridiction de l'autre Partie contractante par voie de transactions normales le 15 août 1945 ou après cette date.

3. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2, aucun recours ne pourra être exercé au titre des mesures relatives aux biens, droits et intérêts de l'une ou l'autre des Parties contractantes et de ses ressortissants qui relèvent de la compétence de l'autre Partie contractante à la date de la signature du présent Accord, ni au titre de réclamations motivées par des faits qui se sont produits à ladite date ou antérieurement, que l'une ou l'autre des Parties contractantes et ses ressortissants pourraient avoir à l'encontre de l'autre Partie contractante et de ses ressortissants.

*Article III*

1. Any dispute between the Contracting Parties concerning the interpretation and implementation of the present Agreement shall be settled, first of all, through diplomatic channels.
2. Any dispute which fails to be settled under the provision of paragraph 1 shall be referred for decision to an arbitration board composed of three arbitrators, one to be appointed by the Government of each Contracting Party within a period of thirty days from the date of receipt by the Government of either Contracting Party from the Government of the other of a note requesting arbitration of the dispute, and the third arbitrator to be agreed upon by the two arbitrators so chosen within a further period of thirty days or the third arbitrator to be appointed by the government of a third country agreed upon within such further period by the two arbitrators, provided that the third arbitrator shall not be a national of either Contracting Party.
3. If, within the periods respectively referred to, the Government of either Contracting Party fails to appoint an arbitrator, or the third arbitrator or a third country is not agreed upon, the arbitration board shall be composed of the two arbitrators to be designated by each of the governments of the two countries respectively chosen by the Governments of the Contracting Parties within a period of thirty days and the third arbitrator to be designated by the government of a third country to be determined upon consultation between the governments so chosen.
4. The Governments of the Contracting Parties shall abide by any award made by the arbitration board under the provisions of the present Article.

*Article IV*

The present Agreement shall be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged at Seoul as soon as possible. The present Agreement shall enter into force on the date of the exchange of the instruments of ratification.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, being duly authorized thereto by their respective Governments, have signed the present Agreement.

DONE in duplicate at Tokyo, in the Japanese and Korean languages, both being equally authentic, this twenty-second day of June of the year one thousand nine hundred and sixty-five.

For Japan :

Etsusaburo SHIINA  
Shinichi TAKASUGI

For the Republic of Korea :

TONG WON LEE  
DONG JO KIM

*Article III*

1. En cas de différend concernant l'interprétation et l'application du présent Accord, les deux Gouvernements s'efforceront tout d'abord de parvenir à un règlement par la voie diplomatique.
2. Tout différend qui ne pourra être réglé conformément aux dispositions du paragraphe 1 sera soumis à une commission d'arbitrage composée de trois arbitres, dont deux seront nommés par les Gouvernements des Parties contractantes dans les 30 jours qui suivront la date de la réception par le Gouvernement de l'une des Parties contractantes d'une note du Gouvernement de l'autre Partie contractante demandant l'arbitrage du différend, et le troisième sera choisi d'un commun accord par les deux premiers dans les 30 jours qui suivront ou bien sera nommé par le Gouvernement d'un État tiers désigné d'un commun accord par les deux premiers arbitres pendant la même période de 30 jours, étant entendu que le troisième arbitre ne pourra être ressortissant d'aucune des Parties contractantes.
3. Si, avant l'expiration des délais respectivement fixés, le Gouvernement de l'une ou l'autre des Parties contractantes ne nomme pas d'arbitre, ou si les deux premiers arbitres ne peuvent se mettre d'accord sur la personne du troisième arbitre ou sur le pays tiers à désigner, la commission d'arbitrage sera composée de deux arbitres qui seront désignés par les Gouvernements de deux pays tiers respectivement choisis par les Gouvernements des Parties contractantes dans un délai de 30 jours et d'un troisième arbitre, qui sera désigné par le Gouvernement d'un troisième pays tiers désigné par les Gouvernements des deux premiers après consultation.
4. Les Gouvernements des Parties contractantes accepteront toute sentence rendue par la commission d'arbitrage en application des dispositions du présent article.

*Article IV*

Le présent Accord est sujet à ratification. Les instruments de ratification seront échangés à Séoul aussitôt que possible. L'Accord entrera en vigueur à la date de l'échange des instruments de ratification.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

FAIT à Tokyo, en double exemplaire, en langues japonaise et coréenne, les deux textes faisant également foi, le 22 juin 1965.

Pour le Japon :

Etsusaburo SHIINA  
Shinichi TAKASUGI

Pour la République de Corée :

TONG WON LEE  
DONG JO KIM

## FIRST PROTOCOL

At the time of the signing of the Agreement on the Settlement of [the] Problem Concerning Property and Claims and on the Economic Co-operation between Japan and the Republic of Korea (hereinafter referred to as "the Agreement"), the undersigned, being duly authorized by their respective Governments, have agreed on the following provisions, which shall be deemed to be an integral part of the Agreement, concerning the implementation of the provisions of Article I, paragraph 1 (a) of the Agreement.

*Article I*

An annual schedule specifying the products and services to be supplied by Japan (hereinafter referred to as "the Schedule") shall be prepared by the Government of the Republic of Korea, and shall be fixed through consultation between the Governments of the Contracting Parties.

*Article II*

1. The products to be supplied by Japan shall be capital goods and such other products to be agreed upon by the two Governments.

2. The supply of the products of Japan and the services of the Japanese people shall be carried out in such a manner as will not *substantially* [remarkably] prejudice the normal trade between Japan and the Republic of Korea or impose additional foreign exchange burden on Japan.

*Article III*

1. The Mission mentioned in Article V, paragraph 1 or any person who is authorized by the Government of the Republic of Korea shall conclude contracts directly with any Japanese national or any juridical person controlled by Japanese nationals for the acquisition of products and services in accordance with the Schedule.

2. The contracts (including modifications thereof) mentioned in paragraph 1 shall conform with : (i) the provisions of Article I, paragraph 1 (a) of the Agreement and of the present Protocol ; (ii) the provisions of such arrangements as may be made by the two Governments for the implementation of the provisions of Article I, paragraph 1 (a) of the Agreement and of the present Protocol ; and (iii) the Schedule then applicable. These contracts shall be forwarded to the Government of Japan for verification as to the conformity of the same with the above-mentioned criteria. Such verification shall as a rule be effected within fourteen days. In case such verification is not effected within the stipulated period, such contract shall be referred to the Joint Committee mentioned in Article I, paragraph 2 of the Agreement, and shall be acted upon in accordance with the recommendations of the Joint Committee.

## PREMIER PROTOCOLE

Au moment de signer l'Accord relatif au règlement du problème concernant les biens et les réclamations et à la coopération économique entre le Japon et la République de Corée (ci-après dénommé « l'Accord »), les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, sont convenus des modalités d'application des dispositions du paragraphe 1, *a*, de l'article premier de l'Accord visées ci-après, qui seront considérées comme faisant partie intégrante dudit Accord.

*Article premier*

Le Gouvernement de la République de Corée établira un programme annuel (ci-après dénommé « Programme ») spécifiant les produits et services à fournir par le Japon ; le Programme sera définitivement arrêté après consultation entre les Gouvernements des Parties contractantes.

*Article II*

1. Les produits fournis par le Japon seront des biens d'équipement et tous autres produits dont les deux Gouvernements seront convenus d'un commun accord.

2. La fourniture de produits japonais et de services de ressortissants japonais sera organisée de manière à ne pas causer de préjudice grave au commerce normal entre le Japon et la République de Corée et à n'imposer au Japon aucune charge additionnelle en matière de change.

*Article III*

1. La Mission visée au paragraphe 1 de l'article V ou toute personne qui y aura été habilitée par le Gouvernement de la République de Corée passera directement des marchés avec des ressortissants japonais ou des personnes morales contrôlées par des ressortissants japonais en vue de se procurer les produits et les services voulus, conformément au Programme.

2. Les marchés visés au paragraphe 1 (et toutes modifications y apportées) devront être conformes : i) aux dispositions du paragraphe 1, *a*, de l'article premier de l'Accord et à l'article premier du présent Protocole, ii) aux clauses des arrangements conclus entre les deux Gouvernements pour l'application des dispositions du paragraphe 1, *a*, de l'article premier de l'Accord et de l'article premier du présent Protocole ; et iii) au Programme applicable au moment où ils seront passés. Les marchés seront communiqués au Gouvernement japonais pour qu'il vérifie s'ils sont conformes aux critères indiqués ci-dessus. La vérification sera généralement effectuée dans les 14 jours. Dans le cas où elle ne serait pas réalisée dans ce délai, le marché sera examiné par le Comité mixte visé au paragraphe 2 de l'article premier de l'Accord et la décision sera prise en accord avec les recommandations du Comité mixte. Ces

Such recommendations shall be made within a period of thirty days following the receipt of the contract by the Joint Committee. A contract verified in the manner provided in the present paragraph shall hereinafter be referred to as a "Contract".

3. Every Contract shall contain a provision to the effect that disputes arising out of or in connection with such Contract shall, at the request of either party thereto, be referred for settlement to an arbitration board of commerce in accordance with such arrangement as may be made between the two Governments. The two Governments shall take necessary measures to make final and enforceable all arbitration awards duly rendered.

4. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, in case the supply of the products and services is deemed impossible under a Contract, they may be supplied by agreement between the two Governments without Contract.

#### *Article IV*

1. The Government of Japan shall, through procedures to be determined under the provisions of Article VII, make payments to cover the obligations incurred under Contracts by the Mission mentioned in Article V, paragraph 1 or by any person authorized by the Government of the Republic of Korea as well as the expenses for the supply of products and services referred to in paragraph 4 of the preceding Article. Those payments shall be made in Japanese yen.

2. By and upon making a payment on the basis of the provisions of paragraph 1, Japan shall be deemed to have supplied the Republic of Korea with the products and services thus paid for, in accordance with the provisions of Article I, paragraph 1 (a) of the Agreement.

#### *Article V*

1. The Government of the Republic of Korea shall establish its mission (hereinafter referred to as "the Mission") in Japan.

2. The Mission shall be charged with the implementation of the provisions of Article I, paragraph 1 (a) of the Agreement and of the present Protocol, and its functions shall include the following :

- (a) Presentation to the Government of Japan of a Schedule prepared by the Government of the Republic of Korea ;
- (b) Conclusion and implementation of the contracts for the Government of the Republic of Korea ; and
- (c) Forwarding to the Government of Japan to obtain verification of the contracts mentioned in (b) above and of the contracts concluded by the persons who are authorized by the Government of the Republic of Korea.

recommandations seront faites dans les 30 jours qui suivront la date de réception du marché par le Comité mixte. Tout marché vérifié conformément au présent paragraphe sera dénommé ci-après « Marché ».

3. Tout Marché contiendra une clause prévoyant que les différends auxquels il donnerait lieu directement ou indirectement, seront soumis, sur la demande de l'une ou de l'autre Partie, à un tribunal arbitral de commerce, selon ce dont pourront convenir les deux Gouvernements. Les deux Gouvernements prendront toutes mesures nécessaires pour donner un caractère définitif et exécutoire aux sentences arbitrales dûment rendues.

4. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les produits et services pourront être fournis par accord entre les deux Gouvernements sans qu'il y ait eu Marché, s'il est jugé impossible de le faire autrement.

#### *Article IV*

1. Le Gouvernement japonais effectuera, dans les formes à déterminer conformément à l'article VII, des versements pour couvrir les obligations dont la Mission visée au paragraphe 1 de l'article V ou toute autre personne habilitée par le Gouvernement de la République de Corée, se trouve redevable au titre des Marchés, et pour couvrir le coût de la fourniture des produits et services visés au paragraphe 4 de l'article III. Ces versements se feront en yens japonais.

2. Une fois effectué le versement en yens prévu au paragraphe précédent, le Japon sera considéré comme ayant fourni à la République de Corée les produits et services correspondants, conformément au paragraphe 1, *a*, de l'article premier de l'Accord.

#### *Article V*

1. Le Gouvernement de la République de Corée établira sa mission (ci-après dénommée « la Mission ») au Japon.

2. La Mission sera chargée d'appliquer les dispositions du paragraphe 1, *a*, de l'article premier de l'Accord et du présent Protocole ; elle aura pour fonctions :

- a*) De soumettre au Gouvernement japonais le Programme établi par le Gouvernement de la République de Corée ;
- b*) De passer et d'exécuter des marchés pour le compte du Gouvernement de la République de Corée ; et
- c*) De communiquer au Gouvernement japonais pour vérification les marchés visés à l'alinéa *b* et les marchés passés par les personnes qui y auront été habilitées par le Gouvernement de la République de Corée.

3. Such office or offices of the Mission in Japan as are necessary for the effective performance of its functions and are used exclusively for that purpose shall be established at Tokyo and/or other places to be agreed upon between the two Governments.

4. The premises of the office or offices, including the archives, of the Mission shall be inviolable. The Mission may use cipher. The real estate which is owned by the Mission and used directly for the performance of its functions shall be exempt from the Tax on Acquisition of Real Property and the Fixed Assets Tax. The income of the Mission which may be derived from the performance of its functions shall be exempt from taxation in Japan. The property imported for the official use of the Mission shall be exempt from customs duties and any other charges imposed on or in connection with importation.

5. The Mission shall be accorded such administrative assistance by the Government of Japan as other foreign missions usually enjoy and as may be required for the effective performance of its functions.

6. The Chief and two senior officials of the Mission as well as the chiefs of such offices as may be established in pursuance of paragraph 3, who are nationals of the Republic of Korea, shall be accorded diplomatic privileges and immunities generally recognized under international law and usage. If it is deemed necessary for the effective performance of the functions of the Mission, the number of such senior officials may be increased by agreement between the two Governments.

7. Other members of the staff of the Mission who are nationals of the Republic of Korea and who are not ordinarily resident in Japan shall be exempt from taxation in Japan upon emoluments which they may receive in the discharge of their duties, and, in accordance with the laws and regulations of Japan, from customs duties and any other charges imposed on or in connection with importation of property for their personal use.

8. In the event that any dispute arising out of or in connection with a Contract has not been settled by arbitration or that the arbitration award rendered has not been complied with, the matter may be taken, as a last resort, to the appropriate court located in the area where the Contract concerned has been concluded. In such a case and solely for the purpose of whatever judicial proceedings may be necessary, the person holding the position of Chief of the Legal Section of the Mission may sue or be sued with regard to the contracts mentioned in paragraph 2 (b), and accordingly he may be served with process and other pleadings at his office in the Mission. However, he shall be exempt from the obligation to deposit bonds for the costs of legal proceedings. While the Mission enjoys inviolability and immunity as provided for in paragraphs 4 and 6, the final decision rendered by the appropriate judicial body in such a case will be accepted by the Mission as binding upon it.



3. La Mission établira au Japon le ou les bureaux nécessaires à l'exercice de ses fonctions et servant exclusivement à ces fins ; ils pourront être établis à Tokyo et en d'autres lieux fixés par accord entre les deux Gouvernements.

4. Les locaux du ou des bureaux de la Mission, y compris les archives, seront inviolables. La Mission pourra utiliser un code. Les biens immobiliers appartenant à la Mission et utilisés directement par celle-ci pour l'exercice de ses fonctions seront exonérés des droits de mutation immobilière et de la contribution foncière. Les revenus que la Mission tirera de l'exercice de ses fonctions seront exonérés d'impôt au Japon. Les biens importés pour l'usage officiel de la Mission seront exonérés des droits de douane et autres charges grevant directement ou indirectement les importations.

5. La Mission bénéficiera des facilités administratives habituellement accordées par le Gouvernement japonais aux autres missions étrangères et dont elle pourra avoir besoin pour s'acquitter de sa tâche.

6. Le chef de la Mission et deux de ses principaux collaborateurs ressortissants de la République de Corée, de même que les chefs des services qui pourront être créés conformément au paragraphe 3 ci-dessus, jouiront de tous les privilèges et immunités diplomatiques qui sont généralement reconnus par le droit international et par l'usage. Le nombre des principaux collaborateurs du chef de la Mission pourra être augmenté par voie d'accord entre les deux Gouvernements, si cela s'avère nécessaire pour le bon fonctionnement de la Mission.

7. Les autres membres de la Mission ressortissants de la République de Corée, qui ne résident pas normalement au Japon, seront exonérés des impôts japonais sur les émoluments qu'ils perçoivent en cette qualité, ainsi que des droits de douane et autres charges grevant, directement ou indirectement les articles importés pour leur usage personnel, conformément aux lois et règlements japonais régissant ces exonérations.

8. Si un différend auquel un Marché aurait donné lieu directement ou indirectement n'a pu être réglé par voie d'arbitrage ou si la sentence arbitrale n'a pas été respectée, la question pourra être portée en dernier ressort devant le tribunal compétent et la région dans laquelle ledit Marché a été conclu. En pareil cas et aux seules fins de la procédure judiciaire requise, le chef du contentieux de la Mission peut assigner ou être assigné en ce qui concerne les marchés visés au paragraphe 2, *b*, et, en conséquence, faire l'objet d'assignation ou autres exploits à son bureau à la Mission. Toutefois, il n'aura pas à constituer de caution *judicatum solvi*. Bien que la Mission bénéficie de l'inviolabilité et de l'immunité conformément aux paragraphes 4 et 6 ci-dessus, les décisions rendues en dernier ressort par les tribunaux compétents seront acceptées par la Mission comme exécutoires à son égard.

9. In the enforcement of any final court decision, the land and buildings, as well as the movable property therein, owned by the Mission and used for the performance of its functions shall in no case be subject to execution.

*Article VI*

1. The two Governments shall take necessary measures for the smooth and effective supply of the products and services.

2. Japanese nationals who may be needed in the Republic of Korea in connection with the supply of the products and services shall be accorded necessary facilities for their entry into, departure from, and stay in the Republic of Korea for the performance of their work.

3. Japanese nationals and juridical persons shall be exempt from taxation in the Republic of Korea with respect to their income derived from the supply of the products and services.

4. The products supplied by Japan shall not be re-exported from the territory of the Republic of Korea.

5. With respect to the transportation and insurance of the products to be supplied by Japan, the Government of either Contracting Party shall not take discriminatory measures, directly or indirectly, against the nationals and juridical persons of the other Contracting Party, which may hamper fair and free competition.

6. The provisions of the present Article shall be applicable to the procurement of products and services by loans as provided for in Article I, paragraph 1 (b) of the Agreement.

*Article VII*

Procedure and other details for the implementation of the present Protocol shall be agreed upon through consultation between the two Governments.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned have signed the present Protocol.

DONE in duplicate at Tokyo, in the Japanese and Korean languages, both being equally authentic, this twenty-second day of June of the year one thousand nine hundred and sixty-five.

For Japan :

Etsusaburo SHIINA  
Shinichi TAKASUGI

For the Republic of Korea :

TONG WON LEE  
DONG JO KIM

9. Dans l'exécution d'une décision judiciaire définitive, les terrains et les bâtiments qui appartiennent à la Mission et les biens meubles qui s'y trouvent, et qui lui servent à s'acquitter de sa tâche, ne pourront en aucun cas faire l'objet de saisie.

#### *Article VI*

1. Les deux Gouvernements prendront les mesures nécessaires pour assurer la fourniture régulière et effective des produits et des services.

2. Les ressortissants japonais dont la présence dans la République de Corée sera jugée nécessaire pour la fourniture des produits et des services se verront accorder toutes facilités nécessaires à leur entrée, à leur sortie et à leur séjour dans la République de Corée, pour l'accomplissement de leur travail.

3. Les personnes physiques et morales japonaises bénéficieront dans la République de Corée de l'exonération de l'impôt sur les revenus provenant de la fourniture de produits et de services.

4. Les produits fournis par le Japon ne seront pas réexportés hors de la République de Corée.

5. En ce qui concerne le transport et l'assurance des produits à fournir par le Japon, le Gouvernement de chacune des Parties contractantes ne prendra, à l'encontre des ressortissants et des personnes morales de l'autre Partie contractante, aucune mesure discriminatoire, directe ou indirecte, qui risque d'entraver le libre jeu d'une concurrence loyale.

6. Les dispositions du présent article seront applicables aux produits et services obtenus à l'aide de prêts conformément au paragraphe 1, *b*, de l'article premier de l'Accord.

#### *Article VII*

Les modalités d'exécution du présent Protocole seront arrêtées par voie de consultation entre les deux Gouvernements.

EN FOI DE QUOI les soussignés ont signé le présent Protocole.

FAIT à Tokyo, en langues japonaise et coréenne, les deux textes faisant également foi, le 22 juin 1965.

Pour le Japon :

Etsusaburo SHIINA  
Shinichi TAKASUGI

Pour la République de Corée :

TONG WON LEE  
DONG JO KIM

## SECOND PROTOCOL

At the time of *the* signing of the Agreement on the Settlement of [the] Problem Concerning Property and Claims and on the Economic Co-operation between Japan and the Republic of Korea (hereinafter referred to as "the Agreement"), the undersigned, being duly authorized by their respective Governments, have further agreed on the following provisions which shall be considered integral parts of the Agreement :

*Article I*

The Republic of Korea shall repay forty-five million seven hundred and twenty-nine thousand three hundred and ninety-eight dollars and eight cents in United States dollars (\$45,729,398.08), confirmed between the Governments of the Contracting Parties as the balance, in favour of Japan, of the Open Account between Japan and the Republic of Korea in the exchange of notes dated April 22, 1961, in the following installments within the period of ten (10) years from the date of the entry into force of the Agreement. In this case, no interest shall be charged.

The amount of each of the first nine annual installments : four million five hundred and seventy-three thousand United States dollar (\$4,573,000).

The amount of the tenth annual installment : four million five hundred and seventy-two thousand three hundred and ninety-eight dollars and eight cents in United States dollars (\$4,572,398.08).

*Article II*

In case request is made by the Republic of Korea with respect to an annual installment referred to in the preceding Article, the supply of the products and services under the provisions of Article I, paragraph 1 (*a*) of the Agreement and the payments of the installments under the provisions of the preceding Article shall be deemed as having been carried out to the amount equivalent to that so requested. The amount of the supply of products and services under the provisions of Article I, paragraph 1 (*a*) of the Agreement and the ceiling on the amount of the supply for the year concerned shall be thereby deducted by the said amount of money, notwithstanding the provisions of paragraph 1 (*a*) of the said Article.

*Article III*

Concerning the repayment of the Balance in favour of Japan referred to in Article I, the Republic of Korea shall pay the first annual installment on the date of the entry into force of the Agreement, and the second and subsequent annual installments shall be paid on or before the same date each year as that for the first payment.

## DEUXIÈME PROTOCOLE

Au moment de signer l'Accord relatif au règlement du problème concernant les biens et les réclamations et à la coopération économique entre le Japon et la République de Corée (ci-après dénommé « l'Accord »), les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, sont également convenus des dispositions ci-après, qui seront considérées comme faisant partie intégrante de l'Accord :

*Article premier*

La République de Corée remboursera quarante-cinq millions sept cent vingt-neuf mille trois cent quatre-vingt-dix-huit dollars huit cents (45 729 398,08) en monnaie des États-Unis, somme que les Gouvernements des Parties contractantes ont, par un échange de notes datées du 22 avril 1961, reconnu comme étant le solde, au crédit du Japon, du compte ouvert entre le Japon et la République de Corée ; le remboursement sera échelonné sur une période de dix (10) ans à compter de la date de l'entrée en vigueur de l'Accord et se fera par annuités comme indiqué ci-après. Il sera net d'intérêt.

Les neuf premières annuités s'élèveront à quatre millions cinq cent soixante-treize mille (4 573 000) dollars des États-Unis.

La dixième annuité s'élèvera à quatre millions cinq cent soixante-douze mille trois cent quatre-vingt-dix-huit dollars huit cents (4 572 398,08) en monnaie des États-Unis.

*Article II*

Au cas où la République de Corée demanderait à ne pas s'acquitter de tout ou partie d'une des annuités visées à l'article précédent, les produits et les services à fournir en vertu du paragraphe 1, *a*, de l'article premier de l'Accord et les versements à effectuer conformément aux dispositions de l'article précédent seront considérés comme ayant été respectivement fournis et effectués pour une valeur équivalant à celle du montant spécifié dans la demande. La valeur des produits et services à fournir en application du paragraphe 1, *a*, de l'article premier de l'Accord et le plafond des quantités à fournir pour l'année intéressée en seront diminués d'autant, nonobstant les dispositions du paragraphe 1, *a*, dudit article.

*Article III*

En ce qui concerne le remboursement du solde dû au Japon visé à l'article premier, la République de Corée versera la première annuité à la date de l'entrée en vigueur de l'Accord ; les annuités suivantes seront versées chaque année à la même date ou à une date antérieure à celle correspondant au premier versement.

*Article IV*

In view of the fiscal practices of Japan, the request by the Government of the Republic of Korea mentioned in Article II shall be made, with respect to the installment to be paid on the date provided for in the preceding Article, by October 1 of the year preceding the calendar year in which the Japanese fiscal year, to which such date for payment belongs, begins. Request, however, with respect to the first payment (and to the second payment in case the provisions of the foregoing sentence are not applicable) shall be made on the date of the entry into force of the Agreement.

*Article V*

The request by the Republic of Korea may be made with respect to the whole or part of the installment for each year referred to in Article I.

*Article VI*

In the event that the Republic of Korea does not make such request by the date provided for in Article IV and fails to make the payment of the whole or part of the installment by the date for payment provided for in Article III, it shall be deemed that the Republic of Korea has made the request mentioned in Article II with respect to the whole or part of the said installment.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned have signed the present Protocol.

DONE in duplicate at Tokyo, in the Japanese and Korean languages, both being equally authentic, this twenty-second day of June of the year one thousand nine hundred and sixty-five.

For Japan :

Etsusaburo SHIINA  
Shinichi TAKASUGI

For the Republic of Korea :

TONG WON LEE  
DONG JO KIM

*Article IV*

Eu raison des pratiques fiscales japonaises, la demande que le Gouvernement de la République de Corée pourrait formuler conformément à l'article II sera faite, en ce qui concerne l'annuité à verser à la date prévue à l'article précédent, au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre de l'année précédant l'année civile dans le courant de laquelle commence l'exercice fiscal japonais dans lequel tombe l'échéance. Toutefois, toute demande relative au premier versement (et au deuxième versement au cas où la disposition précédente ne serait pas applicable) sera faite à la date de l'entrée en vigueur de l'Accord.

*Article V*

La demande formulée par la République de Corée pourra avoir trait à la totalité ou à une partie seulement de l'annuité visée à l'article premier.

*Article VI*

Au cas où la République de Corée ne formulerait pas la demande visée à l'article II dans les délais prévus à l'article IV et ne verserait pas l'annuité voulue en totalité ou en partie, à l'échéance prévue à l'article III, elle sera réputée avoir formulé ladite demande en ce qui concerne la totalité ou une partie seulement de ladite annuité, selon le cas.

EN FOI DE QUOI les soussignés ont signé le présent Protocole.

FAIT à Tokyo, en double exemplaire, en langues japonaise et coréenne, les deux textes faisant également foi, le 22 juin 1965.

Pour le Japon :

Etsusaburo SHIINA  
Shinichi TAKASUGI

Pour la République de Corée :

TONG WON LEE  
DONG JO KIM

EXCHANGE OF NOTES CONCERNING THE DETAILS  
FOR THE IMPLEMENTATION OF THE FIRST PROTOCOL

I

JAPANESE NOTE

Tokyo, June 22, 1965

Monsieur le Ministre,

I have the honour to refer to the First Protocol (hereinafter referred to as "the Protocol") of the Agreement on the Settlement of [the] Problem Concerning Property and Claims and on the Economic Co-operation between Japan and the Republic of Korea signed today (hereinafter referred to as "the Agreement"). The Government of Japan proposes that the Governments of the two countries agree, under the provisions of Article VII of the Protocol, as follows :

I. SCHEDULE

1. The annual schedule (hereinafter referred to as the "Schedule") mentioned in Article I of the Protocol shall be fixed for the year of which the beginning and ending dates shall be agreed upon by the two Governments.

2. The Schedule shall be fixed ordinarily as follows :

- (a) The Schedule for each year, except for the first year, shall be fixed prior to the beginning of the year to which the Schedule is applied. For this purpose, the Schedule for the year concerned shall be presented to the Government of Japan for consultation at least sixty days prior to the beginning of the said year.
- (b) The Schedule for the first year shall be fixed within sixty days from the date of the entry into force of the Agreement. For this purpose, the Schedule for the first year shall be presented to the Government of Japan as soon as possible.

3. The Schedule shall specify the products of Japan and the services of the Japanese people to be procured by the Republic of Korea in the year concerned.

4. The Schedule may be revised by agreement between the two Governments.

II. CONTRACTS

1. The contracts mentioned in Article III, paragraph 1 of the Protocol shall be concluded in terms of Japanese yen through normal commercial procedure.

2. The responsibility for the performance of the Contracts mentioned in Article III, paragraph 2 of the Protocol (hereinafter referred to as the "Contract") shall rest solely with the Mission mentioned in Article V, paragraph 1 of the Protocol (hereinafter referred to as the "Mission"), and with the persons authorized by the Government of the Republic of Korea, or the Japanese nationals or juridical persons mentioned in Article III, paragraph 1 of the Protocol, who are parties thereto.



ÉCHANGE DE NOTES RÉGISSANT LES MODALITÉS D'APPLICATION  
DU PREMIER PROTOCOLE

I

NOTE JAPONAISE

Tokyo, le 22 juin 1965

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de me référer au premier Protocole (ci-après dénommé « le Protocole ») à l'Accord (ci-après dénommé « l'Accord ») relatif au règlement du problème concernant les biens et les réclamations et à la coopération économique entre le Japon et la République de Corée signé ce jour. Le Gouvernement japonais propose qu'en vertu des dispositions de l'article VII du Protocole, les Gouvernements des deux pays conviennent des dispositions suivantes :

I. PROGRAMME

1. Le programme annuel (ci-après dénommé « le Programme ») visé à l'article premier du Protocole sera arrêté pour l'année dont les deux Gouvernements fixeront les dates d'un commun accord.

2. Le Programme sera généralement arrêté comme suit :

- a) À l'exception de la première année, le Programme sera arrêté chaque année avant le début de l'année à laquelle il s'applique. À cette fin, le Programme de l'année intéressée sera soumis au Gouvernement japonais, pour avis, 60 jours au moins avant le début de ladite année.
- b) Le Programme de la première année sera arrêté dans les 60 jours qui suivront la date de l'entrée en vigueur de l'Accord. À cette fin, il sera soumis au Gouvernement japonais aussitôt que possible.

3. Le Programme spécifiera les produits japonais et les services de ressortissants japonais à fournir à la République de Corée pendant l'année en question.

4. Le Programme pourra être révisé par voie d'accord entre les deux Gouvernements.

II. MARCHÉS

1. Les marchés visés au paragraphe 1 de l'article III du Protocole seront conclus en yens japonais selon la procédure commerciale normale.

2. La responsabilité de l'exécution des Marchés visés au paragraphe 2 de l'article III du Protocole (ci-après appelés « les Marchés ») incombera uniquement à la Mission visée au paragraphe 1 de l'article V du Protocole (ci-après appelée « la Mission ») et aux personnes qui y auront été habilitées par le Gouvernement de la République de Corée ou aux personnes physiques ou morales japonaises visées au paragraphe 1 de l'article III du Protocole, qui sont parties auxdits Marchés.

3. For the purposes of Article III, paragraph 3 of the Protocol, the Commercial Arbitration Commission means, in the event that either party to a Contract submits a case for arbitration, a commercial arbitration organ of the country where the other party resides.

### III. PAYMENT

1. The Government of the Republic of Korea shall designate a bank or banks to conduct the business relating to the implementation of the Protocol from among those Japanese banks which are approved as authorized foreign exchange banks under the laws of Japan and controlled by the Japanese nationals.

2. The Mission or an Agency authorized by the Government of the Republic of Korea (hereinafter referred to as the "Agency") shall make arrangements with the designated bank or banks mentioned in paragraph 1 above, and open a Special Account or Accounts with such bank or banks in the name of the Government of the Republic of Korea, authorizing such bank or banks, among others, to receive payments from the Government of Japan, and shall notify the Government of Japan of the contents of such arrangements. The Special Accounts shall not bear interest.

3. The Mission or Agency shall forward to the Government of Japan a payment request, well in advance of the date on which the payment under the terms of the Contract falls due, stating the amount of such payment, of the designated banks mentioned in paragraph 2 above the name of the bank where payment is to be made (hereinafter referred to as the "Bank"), and the date on which the Mission or Agency has to make the payment to the contracting parties concerned.

4. Upon receipt of the payment request, the Government of Japan shall pay the requested amount to the Bank prior to the date on which the Mission or Agency has to make the payment to the contracting parties concerned.

5. The Government of Japan shall also make the payment for the supply as may be agreed upon by the two Governments in accordance with the provisions of Article III, paragraph 4 of the Protocol in the same way as provided for in paragraph 4 above.

6. The amount of payment made by the Government of Japan in accordance with the provisions of paragraphs 4 and 5 above shall be credited to the Special Account, and no other funds shall be credited to the Special Account. The Special Account shall be debited only for the purposes mentioned in paragraphs 3 and 5 above.

7. In case the whole or part of the funds credited to the Special Account has not been drawn by the Mission because of cancellation of Contracts or for any other reason, the unpaid amount shall be applied for the purposes mentioned in paragraphs 3 and 5 above after consultation between the two Governments.

8. In case the whole or part of the amounts paid out of the Special Account has been refunded to the Mission or Agency, the amounts so refunded shall be credited to the Special Account, notwithstanding the provisions of paragraph 6 above. The amounts so refunded shall be applied for the purposes mentioned in paragraphs 3 and 5 above after consultation between the two Governments.

3. Aux fins du paragraphe 3 de l'article III du Protocole, le tribunal arbitral de commerce s'entend, dans l'éventualité où une partie à un Marché soumettrait une affaire à l'arbitrage, d'un organe d'arbitrage commercial du pays où l'autre partie réside.

### III. PAIEMENT

1. Le Gouvernement de la République de Corée désignera, parmi les banques japonaises agréées comme établissements de change par la loi japonaise et contrôlées par des ressortissants japonais, une ou plusieurs banques qui seront chargées de s'occuper de l'aspect financier de l'application du Protocole.

2. La Mission ou toute agence accréditée par le Gouvernement de la République de Corée (ci-après dénommée « l'Agence ») conclura des arrangements avec les banques mentionnées au paragraphe 1 ci-dessus et fera ouvrir un ou plusieurs comptes spéciaux dans ces établissements au nom du Gouvernement de la République de Corée en autorisant lesdits établissements notamment à recevoir des paiements du Gouvernement japonais et elle fera connaître au Gouvernement japonais la teneur desdits arrangements. Les comptes spéciaux ne porteront pas intérêt.

3. Bien avant la date à laquelle un paiement sera exigible aux termes d'un Marché, la Mission ou l'Agence adressera au Gouvernement japonais une demande de paiement indiquant le montant dû, le nom de celle des banques mentionnées au paragraphe 2 ci-dessus à laquelle le paiement doit être effectué (ci-après dénommée « la Banque »), et la date à laquelle la Mission ou l'Agence doit payer les fournisseurs intéressés.

4. Au reçu de la demande de paiement, le Gouvernement japonais versera la somme demandée à la Banque avant la date à laquelle la Mission ou l'Agence doit régler les fournisseurs intéressés.

5. Le Gouvernement japonais pourra également régler les biens et services qui auront été fournis par voie d'accord entre les deux Gouvernements conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article III du Protocole selon la procédure prévue au paragraphe 4 ci-dessus.

6. Les sommes versées par le Gouvernement japonais conformément aux dispositions des paragraphes 4 et 5 ci-dessus seront portées au crédit du compte spécial et aucune autre somme n'y sera créditée. Le compte spécial ne sera débité qu'aux fins mentionnées aux paragraphes 3 et 5 ci-dessus.

7. Au cas où la totalité ou une partie des fonds versés au compte spécial n'aurait pas été retirée par la Mission en raison d'une annulation de marché ou pour toute autre raison, la somme inutilisée sera employée aux fins mentionnées aux paragraphes 3 et 5 ci-dessus après consultation entre les deux Gouvernements.

8. Au cas où les sommes payées par prélèvement sur le compte spécial seraient remboursées à la Mission ou à l'Agence en totalité ou en partie, les sommes ainsi remboursées seront créditées au compte spécial, nonobstant les dispositions du paragraphe 6 ci-dessus. Les sommes remboursées seront employées aux fins mentionnées aux paragraphes 3 et 5 ci-dessus, après consultation entre les deux Gouvernements.

9. For the purposes of Article IV, paragraph 2 of the Protocol, "upon making a payment" means "at the time when a payment is made by the Government of Japan to the Bank".

10. In determining the amounts of the products and services by which Japan is deemed to have supplied the Republic of Korea pursuant to the provisions of Article IV, paragraph 2 of the Protocol, the equivalent amount in United States dollar converted from the amount paid in the Japanese yen shall be the basis of calculation. The rate of exchange to be applied in the above calculation shall be at the par value of the Japanese yen to the United States dollar, officially fixed by the Government of Japan and agreed to by the International Monetary Fund, which is prevailing on the following dates :

- (a) In the case of payment for a Contract, the date of the verification thereof by the Government of Japan ;
- (b) In other cases, the date to be agreed upon between the two Governments in each case ; however, if there is no agreement on the date, the date on which the payment request is received by the Government of Japan shall be applied.

#### IV. MISSION

The Government of the Republic of Korea shall inform the Government of Japan from time to time of the names of the Chief of the Mission and other members of the Mission authorized to act on behalf of the Mission in connection with the Contracts. The Government of Japan shall have the aforesaid names published in the Official Gazette of Japan. The authority of the Chief and other members of the Mission shall be deemed to continue until such time as notice to the contrary is published in the said Gazette.

I have further the honour to propose that this Note and Your Excellency's reply confirming your Government's acceptance of the above proposal shall be considered as constituting an agreement between the two Governments on details for the implementation of the Protocol under Article VII thereof, with the understanding that other procedural details of the Protocol will be agreed upon between the appropriate authorities of the two Governments.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency, Monsieur le Ministre, the assurances of my highest consideration.

Etsusaburo SHINA  
Minister for Foreign Affairs of Japan

His Excellency Tong Won Lee  
Minister of Foreign Affairs  
of the Republic of Korea

9. Aux fins du paragraphe 2 de l'article IV du Protocole, l'expression « une fois effectué le versement » signifie « au moment où un versement est effectué par le Gouvernement japonais à la Banque ».

10. Pour déterminer la valeur des produits et des services que le Japon sera considéré comme ayant fournis à la République de Corée en application des dispositions du paragraphe 2 de l'article IV du Protocole, l'équivalent en dollars des États-Unis de la somme payée en yens japonais sera pris comme base de calcul. Le taux de change employé pour cette conversion sera la valeur au pair du yen japonais par rapport au dollar des États-Unis, fixée par le Gouvernement japonais et agréée par le Fonds monétaire international, qui sera en vigueur aux dates ci-après :

- a) En cas de paiement sur un Marché, la date de sa vérification par le Gouvernement japonais ;
- b) Dans tout autre cas, une date convenue par les deux Gouvernements ; cependant, s'il n'y a pas d'accord sur la date, celle où la demande de paiement aura été reçue par le Gouvernement japonais sera retenue.

#### IV. LA MISSION

Le Gouvernement de la République de Corée communiquera de temps à autre au Gouvernement japonais les noms du Chef de la Mission et des autres membres de la Mission qui sont habilités à agir pour le compte de la Mission en vue de passer les Marchés. Le Gouvernement japonais fera publier ces noms au Journal officiel du Japon. Les pouvoirs du Chef de la Mission et des autres membres de la Mission seront réputés valables jusqu'au moment où un avis contraire sera publié au Journal officiel.

Je propose que la présente note et la réponse de Votre Excellence confirmant l'acceptation par votre Gouvernement des propositions qui précèdent soient considérées comme constituant entre nos deux Gouvernements un accord sur les modalités d'exécution du Protocole, conformément à son article VII, étant entendu que les autorités compétentes des deux Gouvernements conviendront des autres modalités.

Veillez agréer, etc.

Etsusaburo SHINA  
Ministre des affaires étrangères du Japon

Son Excellence Monsieur Tong Won Lee  
Ministre des affaires étrangères  
de la République de Corée

## II

## KOREAN NOTE

Tokyo, June 22, 1965

Monsieur le Ministre,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's Note of today's date, which reads as follows :

[See note I]

I have the honour to agree, on behalf of my Government, to the proposal embodied in the Note under acknowledgement and further to agree that the same and this reply shall be considered as constituting an agreement between the two Governments on the details for the implementation of the First Protocol of the Agreement on the Settlement of [the] Problem Concerning Property and Claims and on the Economic Co-operation between the Republic of Korea and Japan

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency, Monsieur le Ministre, the assurances of my highest consideration.

TONG WON LEE  
Minister of Foreign Affairs

His Excellency Etsusaburo Shiina  
Minister for Foreign Affairs of Japan

EXCHANGE OF NOTES CONCERNING THE IMPLEMENTATION OF THE  
PROVISIONS OF ARTICLE I, PARAGRAPH 1 (b) OF THE AGREEMENT  
ON THE SETTLEMENT OF [THE] PROBLEM CONCERNING PROPERTY  
AND CLAIMS AND ON THE ECONOMIC CO-OPERATION BETWEEN  
JAPAN AND THE REPUBLIC OF KOREA

## I

## JAPANESE NOTE

Tokyo, June 22, 1965

Monsieur le Ministre,

I have the honour to propose, regarding the implementation of the provisions of Article I, paragraph 1 (b) of the Agreement on the Settlement of [the] Problem Concerning Property and Claims and on the Economic Co-operation between Japan and the Republic of Korea (hereinafter referred to as "the Agreement") signed today, that the two Governments agree as follows :

## II

## NOTE CORÉENNE

Tokyo, le 22 juin 1965

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date de ce jour, dont la teneur est la suivante :

[Voir note I]

Je vous informe que mon Gouvernement accepte les propositions contenues dans votre note, et que cette dernière, ainsi que la présente réponse, seront considérées comme constituant entre nos deux Gouvernements un accord sur les modalités d'exécution du premier Protocole à l'Accord relatif au règlement du problème concernant les biens et les réclamations et à la coopération économique entre la République de Corée et le Japon.

Veillez agréer, etc.

TONG WON LEE  
Ministre des affaires étrangères

Son Excellence Monsieur Etsusaburo Shiina  
Ministre des affaires étrangères du Japon

ÉCHANGE DE NOTES CONCERNANT L'APPLICATION DES DISPOSITIONS  
DU PARAGRAPHE 1, *b*, DE L'ARTICLE PREMIER DE L'ACCORD  
RELATIF AU RÈGLEMENT DU PROBLÈME CONCERNANT LES BIENS  
ET LES RÉCLAMATIONS ET À LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE  
ENTRE LE JAPON ET LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE

## I

## NOTE JAPONAISE

Tokyo, le 22 juin 1965

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de proposer, aux fins de l'application des dispositions du paragraphe 1, *b*, de l'article premier de l'Accord relatif au règlement du problème concernant les biens et les réclamations et à la coopération économique entre le Japon et la République de Corée (ci-après dénommé « l'Accord »), signé ce jour, que nos deux Gouvernements conviennent des dispositions ci-après :

1. Loans provided for in Article I, paragraph 1 (b) of the Agreement shall be extended under a loan agreement and project agreements separately prepared for each project which shall be concluded between the Government of the Republic of Korea and the Overseas Economic Co-operation Fund.

2. The two Governments understand that the loan agreement and project agreements referred to in paragraph 1 shall contain the following conditions :

- (a) Advancement of the loans shall be made in reasonably even distribution for each year ;
- (b) The repayment period of principal shall be twenty years, including seven year grace period which will start six months from the date of coming into effect of each project agreement, and the rate of interest shall be 3.5 percent per annum ;
- (c) The repayment of principal shall be made in fourteen consecutive equal annual installments, and the payment of interest shall be made every six months from the date of the effectuation of the loan on the unpaid balance of principal then outstanding ;
- (d) The amount of loan shall be calculated on the basis of the equivalent amount in United States dollar converted from the amount of the credit in the Japanese yen. The rate of exchange to be applied in the above conversion shall be at the par value of the Japanese yen to the United States dollar, officially fixed by the Government of Japan and agreed to by the International Monetary Fund, which is prevailing on the date of coming into effect of each project agreement ;
- (e) The repayment of principal and the payment of interest shall be made in convertible Japanese yen.

3. Depending on the fiscal situations of the two countries and the financial conditions of the Overseas Economic Co-operation Fund, the period of repayment mentioned in paragraph 2 (b) above may be extended by mutual agreement.

4. The Overseas Economic Co-operation Fund shall be exempt from taxes and other charges of the Republic of Korea imposed on or in connection with the loans and the interests accruing therefrom.

5. The two Governments shall consult each year to fix the projects for which loans are extended and the annual implementation schedules thereof which the Government of the Republic of Korea will propose.

I have further the honour to propose that this Note and Your Excellency's reply confirming the acceptance of the above-mentioned proposal by your Government shall be considered as constituting an agreement between the Governments of Japan and the Republic of Korea on the implementation of the provisions of Article I, paragraph 1 (b) of the Agreement.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency, Monsieur le Ministre, the assurances of my highest consideration.

Etsusaburo SHIINA  
Minister for Foreign Affairs of Japan

His Excellency Tong Won Lee  
Minister of Foreign Affairs  
of the Republic of Korea



1. Les prêts visés au paragraphe 1, *b*, de l'article premier de l'Accord seront octroyés dans le cadre d'un contrat d'emprunt y relatif et d'accords relatifs aux projets, élaborés séparément pour chaque projet, qui seront conclus entre les Gouvernements de la République de Corée et le Fonds japonais de coopération économique internationale.


2. Les deux Gouvernements conviennent que le contrat d'emprunt et les accords relatifs aux projets visés au paragraphe 1 contiendront les clauses suivantes :

- a) Les prêts consentis seront sensiblement égaux d'une année à l'autre ;
- b) Le délai de remboursement du principal sera de 20 ans, dont sept ans de répit à compter des six mois qui suivront la date de l'entrée en vigueur de chaque accord relatif à un projet, et le taux d'intérêt sera de 3,5 p. 100 par an ;
- c) Le remboursement du principal sera effectué en 14 versements annuels consécutifs d'un montant égal, et les intérêts calculés sur le solde non remboursé du principal seront versés tous les six mois à compter de la date à laquelle le prêt deviendra effectif ;
- d) Le montant du prêt sera calculé sur la base de l'équivalent en dollars des États-Unis de la somme à payer en yens japonais. Le taux de change employé pour cette conversion sera la valeur au pair du yen japonais par rapport au dollar des États-Unis, fixée par le Gouvernement japonais et agréée par le Fonds monétaire international, qui sera pratiquée à la date d'entrée en vigueur de chaque accord ;
- e) Le remboursement du principal et le versement des intérêts se feront en yens japonais convertibles.

3. Selon la situation fiscale des deux pays et la situation financière du Fonds de coopération économique internationale, le délai de remboursement mentionné au paragraphe 2, *b*, ci-dessus pourra être prorogé d'un commun accord.

4. Le Fonds de coopération économique internationale sera exonéré des impôts et autres charges auxquels la République de Corée assujettit directement ou indirectement les prêts et les intérêts qu'ils produisent.

5. Les deux Gouvernements arrêteront par voie de consultation chaque année les projets pour lesquels des prêts seront octroyés ainsi que les programmes d'exécution annuelle que le Gouvernement de la République de Corée proposera pour lesdits projets.

Je propose que la présente note et la réponse de Votre Excellence confirmant l'acceptation par votre Gouvernement des propositions qui précèdent soient considérées comme constituant entre le Gouvernement japonais et le Gouvernement de la République de Corée un accord sur l'application des dispositions du paragraphe 1, *b*, de l'article premier de l'Accord. 

Veillez agréer, etc.

Etsusaburo SHIINA  
Ministre des affaires étrangères du Japon

Son Excellence Monsieur Tong Won Lee  
Ministre des affaires étrangères  
de la République de Corée

## II

## KOREAN NOTE

Tokyo, June 22, 1965

Monsieur le Ministre,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's Note of today's date, which reads as follows :

[See note I]

I have the honour to agree, on behalf of my Government, to the proposal embodied in Your Excellency's Note above, and further to agree that Your Excellency's Note and this reply shall be considered as constituting an agreement between the Governments of the two countries concerning the implementation of the provisions of Article I, paragraph 1 (b) of the Agreement on the Settlement of [the] Problem Concerning Property and Claims and on the Economic Co-operation between the Republic of Korea and Japan.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency, Monsieur le Ministre, the assurances of my highest consideration.

TONG WON LEE  
Minister of Foreign Affairs

His Excellency Etsusaburo Shiina  
Minister for Foreign Affairs of Japan

EXCHANGE OF NOTES CONCERNING THE JOINT COMMITTEE PROVIDED  
FOR IN ARTICLE I, PARAGRAPH 2 OF THE AGREEMENT ON THE  
SETTLEMENT OF [THE] PROBLEM CONCERNING PROPERTY AND  
CLAIMS AND ON THE ECONOMIC CO-OPERATION BETWEEN JAPAN  
AND THE REPUBLIC OF KOREA

## I

## KOREAN NOTE

Tokyo, June 22, 1965

Monsieur le Ministre,

I have the honour to propose, concerning the Joint Committee provided for in Article I, paragraph 2 of the Agreement on the Settlement of [the] Problem Concerning Property and Claims and on the Economic Co-operation between the Republic of Korea and Japan (hereinafter referred to as "the Agreement") signed today, that the two Governments agree as follows :

## II

## NOTE CORÉENNE

Tokyo, le 22 juin 1965

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date de ce jour, dont la teneur est la suivante :

[Voir note I]

Je vous informe que mon Gouvernement accepte les propositions contenues dans votre note et que cette dernière, ainsi que la présente réponse, seront considérées comme constituant entre les Gouvernements de nos deux pays un accord sur l'application des dispositions du paragraphe 1, b, de l'article premier de l'Accord relatif au règlement du problème concernant les biens et les réclamations et à la coopération économique entre la République de Corée et le Japon.

Veillez agréer, etc.

TONG WON LEE  
Ministre des affaires étrangères

Son Excellence Monsieur Etsusaburo Shiina  
Ministre des affaires étrangères du Japon

ÉCHANGE DE NOTES CONCERNANT LE COMITÉ MIXTE PRÉVU AU PARAGRAPHE 2 DE L'ARTICLE PREMIER DE L'ACCORD RELATIF AU RÈGLEMENT DU PROBLÈME CONCERNANT LES BIENS ET LES RÉCLAMATIONS ET À LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ENTRE LE JAPON ET LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE

## I

## NOTE CORÉENNE

Tokyo, le 22 juin 1965

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de proposer, au sujet du Comité mixte prévu au paragraphe 2 de l'article premier de l'Accord relatif au règlement du problème concernant les biens et les réclamations et à la coopération économique entre la République de Corée et le Japon (ci-après appelé « l'Accord »), signé ce jour, que nos deux Gouvernements conviennent des dispositions suivantes :

1. The Joint Committee shall be established in Tokyo.
2. The Joint Committee shall be composed of one representative and a certain number of deputies respectively appointed by the two Governments.
3. The Joint Committee shall meet at the request of the representative of either Government.
4. The Joint Committee shall have the function of conducting consultations for making recommendations on the following matters :
  - (a) Procedures concerning the Annual Schedule, the verification of contracts and payments under the First Protocol ;
  - (b) Matters concerning the Annual Schedule referred to in (a) above ;
  - (c) Matters concerning the projects and the annual implementation schedules therefor referred to in paragraph 5 of the Exchange of Notes concerning the Implementation of the Provisions of Article I, paragraph 1 (b) of the Agreement ;
  - (d) The verification of contracts referred to in paragraph (a) above ;
  - (e) Review of the implementation of the provisions of Article I, paragraph 1 of the Agreement (including the calculation of the total amount of the effected supply and advanced credits from time to time) ; and
  - (f) Other matters concerning the implementation of the provisions of Article I of the Agreement, referred to the Joint Committee by agreement between the two Governments.

I have further the honour to propose that this Note and Your Excellency's reply confirming your Government's acceptance of the above-mentioned proposal shall be considered as constituting an agreement between the Governments of the Republic of Korea and Japan concerning the Joint Committee provided for in Article I, paragraph 2 of the Agreement.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency, Monsieur le Ministre, the assurances of my highest consideration.

TONG WON LEE  
Minister of Foreign Affairs

His Excellency Etsusaburo Shiina  
Minister for Foreign Affairs of Japan

## II

### JAPANESE NOTE

Tokyo, June 22, 1965

Monsieur le Ministre,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's Note of today's date, which reads as follows :

[See note I]

1. Le Comité mixte sera établi à Tokyo.
2. Le Comité mixte sera composé d'un représentant et d'un certain nombre de suppléants respectivement nommés par les deux Gouvernements.
3. Le Comité mixte se réunira à la demande du représentant de l'un ou l'autre Gouvernement.
4. Le Comité mixte aura pour fonction de procéder à des consultations en vue de formuler des recommandations sur les questions suivantes :
  - a) Procédures à suivre en ce qui concerne le programme annuel, la vérification des marchés et les paiements prévus dans le premier Protocole ;
  - b) Questions concernant le programme annuel visé à l'alinéa *a* ci-dessus ;
  - c) Questions concernant les projets et les programmes d'exécution annuels y relatifs visés au paragraphe 5 de l'échange de notes concernant l'application des dispositions du paragraphe 1, *b*, de l'article premier de l'Accord ;
  - d) Vérification des marchés visée à l'alinéa *a* ci-dessus ;
  - e) Contrôle de l'application des dispositions du paragraphe 1 de l'article premier de l'Accord (notamment calcul, de temps à autre, du montant total des biens et services fournis et des fonds avancés) ; et
  - f) Autres questions concernant l'application des dispositions de l'article premier de l'Accord, que les deux Gouvernements pourraient renvoyer au Comité mixte d'un commun accord.

Je propose que la présente note et la réponse de Votre Excellence confirmant l'acceptation par votre Gouvernement des propositions qui précèdent soient considérées comme constituant entre le Gouvernement de la République de Corée et le Gouvernement japonais un accord concernant le Comité mixte prévu au paragraphe 2 de l'article premier de l'Accord.

Veuillez agréer, etc.

TONG WON LEE  
Ministre des affaires étrangères

Son Excellence Monsieur Etsusaburo Shiina  
Ministre des affaires étrangères du Japon

## II

### NOTE JAPONAISE

Tokyo, le 22 juin 1965

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date de ce jour, dont la teneur est la suivante :

[Voir note I]

I have the honour to agree, on behalf of my Government, to the proposal embodied in Your Excellency's Note above, and further to agree that Your Excellency's Note and this reply shall be considered as constituting an agreement between the Governments of the two countries concerning the Joint Committee provided for in Article I, paragraph 2 of the Agreement on the Settlement of [the] Problem Concerning Property and Claims and Economic Co-operation between Japan and the Republic of Korea.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency, Monsieur le Ministre, the assurances of my highest consideration.

Etsusaburo SHIINA  
Minister for Foreign Affairs of Japan

His Excellency Tong Won Lee  
Minister of Foreign Affairs  
of the Republic of Korea

AGREED MINUTES TO THE AGREEMENT ON THE SETTLEMENT OF  
PROBLEM CONCERNING PROPERTY AND CLAIMS AND ON THE  
ECONOMIC CO-OPERATION BETWEEN JAPAN AND THE REPUBLIC  
OF KOREA

The representatives of the Governments of Japan and the Republic of Korea have reached the following understandings concerning the Agreement on the Settlement of [the] Problem of Property and Claims and on the Economic Co-operation between Japan and the Republic of Korea (hereinafter referred to as "the Agreement"), signed today, and the related documents thereto :

1. *Re Article I, paragraph 1 of the Agreement :*

It is agreed that the products and services supplied by Japan *will* [shall] not be used for profit-making purposes in Japan.

2. *Re Article II of the Agreement :*

(a) It is understood that "property, rights and interests" means all kinds of substantial rights which are recognized under law to be of property value ;

(b) It is understood that "special measures" means for Japan all post-war disposal measures taken in Japan on or after August 15, 1945 to meet the situations that arose as a result of the termination of the state of hostilities of World War II (including the measures taken in anticipation of special arrangements under the provisions of Article IV paragraph (a) of the Treaty of Peace with Japan signed at the city of San Francisco on September 8, 1951) ;

(c) It is understood that "have resided" means having resided in that country continuously for more than a year until any time during the period stipulated in paragraph 2 (a) ;

Je vous informe que mon Gouvernement accepte les propositions contenues dans votre note et que cette dernière, ainsi que la présente réponse, seront considérées comme constituant entre les Gouvernements de nos deux pays un accord concernant le Comité mixte prévu au paragraphe 2 de l'article premier de l'Accord relatif au règlement du problème concernant les biens et les réclamations et à la coopération économique entre le Japon et la République de Corée.

Veillez agréer, etc.

Etsusaburo SHIINA

Ministre des affaires étrangères du Japon

Son Excellence Monsieur Tong Won Lee

Ministre des affaires étrangères

de la République de Corée

PROCÈS-VERBAL AGRÉÉ À L'ACCORD RELATIF AU RÈGLEMENT DU  
PROBLÈME CONCERNANT LES BIENS ET LES RÉCLAMATIONS ET À  
LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ENTRE LE JAPON ET LA  
RÉPUBLIQUE DE CORÉE

Les représentants du Gouvernement japonais et du Gouvernement de la République de Corée se sont entendus sur les points ci-après concernant l'Accord relatif au règlement du problème concernant les biens et les réclamations et à la coopération économique entre le Japon et la République de Corée (ci-après dénommé « l'Accord »), signé ce jour, ainsi que les documents qui s'y rapportent.

1. *Paragraphe 1 de l'article premier de l'Accord :*

Il est entendu que les produits et les services fournis par le Japon ne seront pas utilisés à des fins lucratives au Japon.

2. *Article II de l'Accord :*

a) Il est entendu que les termes « biens, droits et intérêts » s'entendent des droits matériels de toutes sortes auxquels la loi reconnaît une valeur de propriété ;

b) Il est entendu que les termes « mesures spéciales » s'entendent, pour le Japon, de toutes les mesures prises au Japon après la guerre, à partir du 15 août 1945, pour régler les situations créées par suite de la cessation des hostilités de la deuxième guerre mondiale (y compris les mesures prises en attendant que soient conclus les arrangements spéciaux prévus à l'alinéa a de l'article IV du Traité de paix avec le Japon, signé à San Francisco le 8 septembre 1951) ;

c) Il est entendu que les termes « ont résidé » signifient « ayant résidé sans interruption pendant plus d'un an dans le pays en question jusqu'à une date quelconque de la période fixée au paragraphe 2, a » ;

(d) It is understood that "normal contacts" do not include those contacts under the special circumstances that arose after the termination of hostilities, such as transactions by persons who are nationals of one country and who were repatriated from the other (including juridical persons who closed their branch offices) as a result of the termination of the state of hostilities of World War II, with nationals of the other until the time of repatriation ;

(e) It is agreed that measures to be taken in accordance with the provisions of paragraph 3 mean the internal measures of the respective countries which would be taken for the settlement of problem concerning property, rights and interests of the two countries and their nationals and problem concerning the claims between the two countries and their nationals, referred to in paragraph 1 ;

(f) The Korean representative expressed the hope that careful consideration should be given to immovable property owned in Japan by the nationals of the Republic of Korea who returned home before August 15, 1947, after the termination of the state of hostilities of World War II, and the Japanese representative replied by saying that the matter would be carefully studied ;

(g) It is confirmed that problem concerning property, rights and interests of the two countries and their nationals and concerning the claims between the two countries and their nationals, which is settled completely and finally as mentioned in paragraph 1, includes any claim falling within the scope of the "Outline of the Claims of the Republic of Korea against Japan" (the so-called "Eight Items"), which was submitted by the Korean side at the Japan-Republic of Korea negotiations and that, therefore, no contention can be made with respect to the above mentioned Outline of the Claims of the Republic of Korea against Japan ;

(h) It is confirmed that problem concerning property, rights and interests of the two countries and their nationals and concerning the claims between the two countries and their nationals, which is settled completely and finally as mentioned in paragraph 1, includes any claim arising from the seizure by the Republic of Korea of the Japanese fishing vessels on or before the date of the signing of the Agreement, and that, therefore, no such claim can be raised against the Government of the Republic of Korea.

### 3. Re Article III of the Agreement :

It is agreed that the countries to be chosen respectively by the two Governments and a third country to be determined upon consultation between the governments of the countries so chosen, which are mentioned in paragraph 3 of the said Article, *will* [shall] be selected from among the countries having diplomatic relations with both Japan and the Republic of Korea.



d) Il est entendu que les termes « transactions normales » ne s'appliquent pas aux transactions effectuées dans les circonstances exceptionnelles créées par la cessation des hostilités, telles que les transactions conclues avant leur rapatriement avec les ressortissants de l'autre pays par les personnes qui, étant ressortissantes de l'un des pays, ont été rapatriées de l'autre pays (y compris les personnes morales ayant fermé leurs succursales) par suite de la cessation des hostilités de la deuxième guerre mondiale ;

e) Il est entendu que les mesures qui seront prises en application des dispositions du paragraphe 3 s'entendent des mesures internes que pourraient prendre respectivement les deux pays pour régler le problème relatif aux biens, droits et intérêts des deux pays et de leurs ressortissants ainsi que le problème relatif aux réclamations existant entre les deux pays et leurs ressortissants mentionné au paragraphe 1 ;

f) Le représentant coréen a exprimé l'espoir que la question des biens immeubles que possèdent au Japon des ressortissants de la République de Corée qui ont regagné leur pays avant le 15 août 1947, après la cessation des hostilités de la deuxième guerre mondiale, serait étudiée avec soin ; le représentant japonais a répondu qu'elle serait examinée avec attention ;

g) Il est confirmé que le problème concernant les biens, les droits et les intérêts des deux Parties contractantes et de leurs ressortissants ainsi que les réclamations existant entre les Parties contractantes et leurs ressortissants étant, conformément au paragraphe 1, entièrement et définitivement réglé, il en va de même, de ce fait, de toute réclamation entrant dans le cadre de « l'état des réclamations de la République de Corée contre le Japon » (appelé « les huit points »), que la délégation coréenne a soumis lors des négociations entre le Japon et la République de Corée, et que, par conséquent, aucun recours ne peut être exercé en ce qui concerne ledit état des réclamations.

h) Il est confirmé que le problème concernant les biens, droits et intérêts des deux Parties contractantes et de leurs ressortissants ainsi que les réclamations existant entre les Parties contractantes et leurs ressortissants étant, conformément au paragraphe 1, entièrement et définitivement réglé, il en va de même, de ce fait, de toute réclamation motivée par la saisie, par la République de Corée, de bateaux de pêche japonais, à la date ou avant la date de la signature de l'Accord et que, par conséquent, aucune réclamation ne peut être présentée à ce titre au Gouvernement de la République de Corée.

### 3. Article III de l'Accord :

Il est entendu que les deux pays tiers qui seront choisis respectivement par les deux Gouvernements et le troisième pays tiers qui sera désigné, après consultation, par les Gouvernements des deux premiers, dont il est question au paragraphe 3 dudit article, seront désignés parmi les pays entretenant des relations diplomatiques avec le Japon et la République de Corée.

4. *Re Article II, paragraph 1 of the First Protocol :*

(a) The Korean representative stated that the Republic of Korea expected that, for the purpose of securing the domestic funds of the Republic of Korea anticipated to become necessary for the execution of the projects to be carried out with the supply and loans under the provisions of Article I, paragraph 1 of the Agreement, the Government of Japan *will* [shall] supply products other than capital goods exceeding an amount in yen equivalent to one hundred and fifty million United States dollars. The Japanese representative replied that he was prepared to pay consideration there-to ;

(b) It is agreed that the products to be supplied by Japan will not include weapons and ammunition.

5. *Re Article II, paragraph 2 of the First Protocol :*

It is agreed that the cases where additional foreign exchange burdens are imposed on Japan mean cases where, (i) for the supply of the products concerned, especially heavy foreign exchange burdens are required or (ii) foreign exchange burdens are required in the purchase of such imported goods or imported machine parts which can function independently as may be replaced by Japanese products of the similar quality.

6. *Re Article III of the First Protocol :*

(a) With regard to paragraph 1, the Korean representative stated his understandings that the conclusion of contracts would be made in Japan, that such conclusion of contracts meant the signing, and that, in general, bidding, announcement and other acts prior to the signing would take place in the Republic of Korea in cases where they were to be carried out by the Government of the Republic of Korea (the Office of Supply), and would take place in the Republic of Korea or in Japan in other cases, and the Japanese representative replied that he had no objection.

(b) It is understood that Contracts mentioned in paragraph 2 which require the supply of such accompanying services as transportation, insurance or inspection, for which payments are to be made in accordance with the provisions of the First Protocol, shall in every case include provisions to the effect that these services shall be performed by the nationals or juridical persons of Japan.

7. *Re Article VI, paragraph 4 of the First Protocol :*

It is agreed that in case the products supplied by Japan have been exported from the territory of the Republic of Korea after having been processed (excluding the simple assembly processing or processing to a similar degree) or been given such other treatment as has been agreed upon between the two Governments, the provisions of paragraph 4 shall not be applied.

4. *Paragraphe 1 de l'article II du premier Protocole:*

a) Le représentant de la Corée a déclaré que la République de Corée espérait que, pour assurer qu'elle disposerait des fonds qui lui seront nécessaires pour exécuter les projets devant être exécutés à l'aide des biens et services et des prêts qui lui seront fournis en application du paragraphe 1 de l'article premier de l'Accord, le Gouvernement japonais lui fournirait des produits, autres que des biens d'équipement, d'une valeur excédant l'équivalent en yens de 150 millions de dollars des États-Unis. Le représentant japonais a répondu qu'il était disposé à prendre cette demande en considération ;

b) Il est entendu que les produits que fournira le Japon ne comprendront ni armes ni munitions.

5. *Paragraphe 2 de l'article II du premier Protocole:*

Il est entendu que les cas où une charge additionnelle en matière de change est imposée au Japon s'entendent i) des cas où les produits intéressés ne peuvent être fournis sans entraîner des charges particulièrement lourdes en matière de change, ou ii) des cas où l'achat de biens importés ou de pièces détachées importées pouvant fonctionner indépendamment qui peuvent être remplacées par des produits japonais de même qualité impose des charges en matière de change.

6. *Article III du premier Protocole:*

a) Au sujet du paragraphe 1, le représentant de la Corée a déclaré qu'il était entendu que les marchés seraient passés au Japon, que la passation d'un marché s'entendait de sa signature, et qu'en général les mises en adjudication, annonces et autres actes antérieurs à la signature auraient lieu dans la République de Corée dans les cas où les marchés devraient être exécutés par le Gouvernement de la République de Corée (Service des fournitures), et dans la République de Corée ou au Japon dans les autres cas ; le représentant du Japon a répondu qu'il n'y voyait pas d'objection.

b) Il est entendu que les cahiers des charges des marchés mentionnés au paragraphe 2 qui exigent la fourniture de services connexes tels que transport, assurance ou inspection, pour lesquels des paiements devront être faits conformément aux dispositions du premier Protocole, devront contenir dans chaque cas des dispositions prévoyant que lesdits services seront rendus par des personnes physiques ou morales japonaises.

7. *Paragraphe 4 de l'article VI du premier Protocole:*

Il est entendu que les dispositions du paragraphe 4 ne seront pas applicables aux produits fournis par le Japon qui seront exportés du territoire de la République de Corée après avoir subi une transformation (à l'exception du simple montage ou de toute autre transformation aussi élémentaire) ou tout autre traitement dont les deux Gouvernements seront convenus d'un commun accord.

8. *Re Exchange of Notes on the Implementation of the Provisions of Article I, paragraph 1 (b) of the Agreement :*

(a) It is understood that the date of coming into effect of the project agreements mentioned in 2 (b) of the Note means the date of the signing of each project agreement unless otherwise specified in such project agreement.

(b) It is confirmed that the date of effectuation of the loan mentioned in paragraph 2 (c) of the Note means the day when the Overseas Economic Co-operation Fund makes payments to Japanese exporters on behalf of the Government of the Republic of Korea, in accordance with the terms of Contracts to be concluded between Japanese exporters and the importers of the Republic of Korea, and debit the sum in the account of the Government of the Republic of Korea which will be opened in the Fund.

Tokyo, June 22, 1965

E. S.  
T. W. L.

AGREED MINUTES TO THE AGREEMENT ON THE SETTLEMENT OF  
PROBLEM CONCERNING PROPERTY AND CLAIMS AND ON THE  
ECONOMIC CO-OPERATION BETWEEN JAPAN AND THE REPUBLIC  
OF KOREA

The representatives of the Governments of Japan and the Republic of Korea have reached the following understandings concerning the Agreement on the Settlement of Problem Concerning Property and Claims and on the Economic Co-operation between Japan and the Republic of Korea (hereinafter referred to as "the Agreement"), signed today, and the related documents thereto.

1. *Re Article I of the Agreement :*

It is understood that in case the ceiling on the amount of the supply for any one year is increased in accordance with the proviso of paragraph 1 (a), such increase *will* [shall] be made through advancement from the ceiling on the amount of the supply, in retrogressive order from the last year, within the limit that such ceiling shall not fall below the amount of payment for that year provided for in Article I of the Second Protocol.

2. *Re Article VI of the First Protocol :*

It is understood that, with respect to the application of paragraph 5, the two Governments will consult at the Joint Committee, taking into consideration the actual situation of transportation and insurance in the two countries.

8. *Échange de notes sur l'application des dispositions du paragraphe 1, b, de l'article premier de l'Accord :*

a) Il est entendu que la date d'entrée en vigueur des accords relatifs aux projets visés au paragraphe 2, b, de la note s'entend de la date de la signature de chaque Accord, sauf disposition contraire dudit Accord.

b) Il est confirmé que la date à laquelle le prêt visé au paragraphe 2, c, de la note devient effectif s'entend du jour où le Fonds de coopération économique internationale effectue des paiements aux exportateurs japonais pour le compte du Gouvernement de la République de Corée, conformément aux clauses des marchés qui seront conclus entre les exportateurs japonais et les importateurs de la République de Corée, et débite de la somme voulue le compte que le Gouvernement de la République de Corée ouvrira au Fonds.

Tokyo, le 22 juin 1965

E. S.  
T. W. L.

PROCÈS-VERBAL AGRÉÉ À L'ACCORD RELATIF AU RÈGLEMENT DU  
PROBLÈME CONCERNANT LES BIENS ET LES RÉCLAMATIONS ET À  
LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ENTRE LE JAPON ET LA  
RÉPUBLIQUE DE CORÉE

Les représentants du Gouvernement japonais et du Gouvernement de la République de Corée se sont entendus sur les points ci-après concernant l'Accord relatif au règlement du problème concernant les biens et les réclamations et à la coopération économique entre le Japon et la République de Corée (ci-après appelé « l'Accord »), signé ce jour, ainsi que les documents qui s'y rapportent.

1. *Article premier de l'Accord :*

Il est entendu que si le plafond du montant fourni en une année donnée est relevé comme prévu au paragraphe 1, a, cette augmentation sera imputée sur le montant des biens et services devant être fournis au cours de la dernière année, et, dans l'ordre chronologique inverse, des années la précédant, le cas échéant, sous réserve que le plafond du montant fourni ladite année ne soit pas ramené à un niveau inférieur au montant du paiement prévu en ce qui la concerne à l'article premier du deuxième Protocole.

2. *Article VI du premier Protocole :*

Il est entendu qu'en ce qui concerne l'application du paragraphe 5, les deux Gouvernements se consulteront par l'intermédiaire du Comité mixte et tiendront compte de la situation réelle des transports et des assurances dans les deux pays.

3. *Re Exchange of Notes Concerning the Details for the Implementation of the Provisions of the First Protocol :*

It is understood that disputes arising from or in connection with the Contracts will be referred, in case there has not been established a commercial arbitration organ in the country in which one party to the Contract concerned resides, to a commercial arbitration organ in the country in which the other resides, notwithstanding the provisions of paragraph II 3 of the Notes.

Tokyo, June 22, 1965

E. S.  
T. W. L.

EXCHANGE OF NOTES CONCERNING THE EXTENSION  
OF PRIVATE COMMERCIAL CREDITS

I

JAPANESE NOTE

Tokyo, June 22, 1965

Monsieur le Ministre,

I have the honour to confirm the following understandings reached between the representatives of the two Governments concerning private commercial credits which will be extended by the nationals of Japan to the Government or nationals of the Republic of Korea :

1. It is expected that ordinary private credits on a commercial basis exceeding three hundred (300) million United States dollars (\$300,000,000) would be extended by the nationals of Japan to the Government or nationals of the Republic of Korea through appropriate contracts that may be entered into. The extension of such credits will be facilitated and expedited within the scope of relevant laws and regulations.

2. The extension of private credits mentioned in paragraph 1 will include the extension of private credits for fisheries co-operation, which is expected to reach ninety million United States dollars (\$90,000,000), and the extension of private credits for the exports of vessels, which is expected to reach thirty million United States dollars (\$30,000,000). In approving the extension of such credits, the Government of Japan shall give favourable consideration as much as possible.

3. *Échange de notes régissant les modalités d'application du premier Protocole :*

Il est entendu que les différends auxquels les marchés pourraient donner lieu directement ou indirectement seront renvoyés, s'il n'a pas été créé d'organe d'arbitrage commercial dans le pays dans lequel réside une des parties au marché en cause, à un organe d'arbitrage commercial dans le pays dans lequel l'autre partie réside, nonobstant les dispositions du paragraphe 3 de l'article II de l'échange de notes.

Tokyo, le 22 juin 1965

E. S.  
T. W. L.

ÉCHANGE DE NOTES CONCERNANT L'OCTROI DE CRÉDITS  
COMMERCIAUX PRIVÉS

I

NOTE JAPONAISE

Tokyo, le 22 juin 1965

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de confirmer les arrangements ci-après auxquels sont parvenus les représentants de nos deux Gouvernements au sujet des crédits commerciaux privés qui seront consentis par les ressortissants japonais au Gouvernement ou aux ressortissants de la République de Corée :

1. Des crédits privés ordinaires d'un montant supérieur à trois cents millions (300 000 000) de dollars des États-Unis seront vraisemblablement octroyés à titre commercial par des ressortissants japonais au Gouvernement ou aux ressortissants de la République de Corée par voie des contrats qui seront dûment conclus. L'octroi desdits crédits sera facilité dans toute la mesure où ces lois et règlements pertinents le permettent.

2. L'octroi des crédits privés mentionné au paragraphe 1 comprendra l'octroi de crédits privés en vue de la coopération en matière de pêche, qui atteindra probablement quatre-vingt-dix millions (90 000 000) de dollars des États-Unis et l'octroi de crédits privés en vue de l'exportation de bateaux, qui atteindra probablement trente millions (30 000 000) de dollars des États-Unis. L'octroi desdits crédits devra être approuvé par le Gouvernement japonais, qui accueillera favorablement les demandes dans toute la mesure possible.

I have further the honour to propose that the present Note and Your Excellency's reply confirming the above-mentioned understandings be considered as constituting an agreement between the two Governments.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency, Monsieur le Ministre, the assurances of my highest consideration.

Etsusaburo SHIINA  
Minister for Foreign Affairs of Japan

His Excellency Tong Won Lee  
Minister of Foreign Affairs  
of the Republic of Korea

## II

### KOREAN NOTE

Tokyo, June 22, 1965

Monsieur le Ministre,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's Note of today's date, which reads as follows :

[*See note I*]

I have further the honour to confirm the above-mentioned understandings and to agree that Your Excellency's Note and this reply be considered as constituting an agreement between the two Governments.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency, Monsieur le Ministre, the assurances of my highest consideration.

TONG WON LEE  
Minister of Foreign Affairs

His Excellency Etsusaburo Shiina  
Minister for Foreign Affairs of Japan



J'ai l'honneur de proposer que la présente note et la réponse de Votre Excellence confirmant les arrangements susmentionnés soient considérées comme constituant un accord entre nos deux Gouvernements.

Veillez agréer, etc.

Etsusaburo SHINA  
Ministre des affaires étrangères du Japon

Son Excellence Monsieur Tong Won Lee  
Ministre des affaires étrangères  
de la République de Corée

## II

### NOTE CORÉENNE

Tokyo, le 22 juin 1965

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note, en date de ce jour, dont la teneur est la suivante :

[Voir note I]

Je confirme les arrangements susmentionnés et accepte que votre note et la présente réponse soient considérées comme constituant un accord entre nos deux Gouvernements.

Veillez agréer, etc.

TONG WON LEE  
Ministre des affaires étrangères

Son Excellence Monsieur Etsusaburo Shiina  
Ministre des affaires étrangères du Japon



**ANNEX A**

***Ratifications, accessions, prorogations, etc.,  
concerning treaties and international agreements  
registered  
with the Secretariat of the United Nations***

---

**ANNEXE A**

***Ratifications, adhésions, prorogations, etc.,  
concernant des traités et accords internationaux  
enregistrés  
au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies***

---

**ANNEX A**

---

No. 6791. INTERNATIONAL COFFEE AGREEMENT, 1962. DONE AT NEW YORK, ON 28 SEPTEMBER 1962<sup>1</sup>

---

**ACCESSION**

*Instrument deposited on:*

15 December 1966

KENYA

In the note accompanying the instrument of accession, the Government of Kenya has indicated that it is joining the International Coffee Organization as an exporting member as defined in paragraph (7) of article 2 of the above-mentioned Agreement.

---

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, Vol. 469, p. 169; for subsequent actions relating to this Agreement, see references in Cumulative Index No. 6, as well as Annex A in volumes 501, 506, 507, 509, 510, 515, 518, 519, 521, 541, 547 and 555.

---

**ANNEXE A**

---

N° 6791. ACCORD INTERNATIONAL DE 1962 SUR LE CAFÉ. SIGNÉ À NEW YORK, LE 28 SEPTEMBRE 1962<sup>1</sup>

---

**ADHÉSION**

*Instrument déposé le :*

15 décembre 1966

KENYA

Dans la note accompagnant l'instrument d'adhésion, le Gouvernement kényen a indiqué qu'il entrait dans l'Organisation comme membre exportateur selon les définitions données au paragraphe 7 de l'article 2 de l'Accord susmentionné.

---

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 469, p. 169 ; pour tous faits ultérieurs intéressant cet Accord, voir les références données dans l'Index cumulatif n° 6, ainsi que l'Annexe A des volumes 501, 506, 507, 509, 510, 515, 518, 519, 521, 541, 547 et 555.

